

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 juin 2013

Sommaire du Rapport financier semestriel

1.	Attestation de la personne assumant la responsabilité du Rapport financier semestriel	3
2.	Activité et faits marquants du semestre.....	4
3.	Résultats semestriels	18
4.	Gestion des risques - Litiges	37
5.	Transactions avec les parties liées	37
6.	Actif Net Réévalué	38
7.	Comptes semestriels consolidés.....	42
8.	Rapports des Commissaires aux comptes.....	112

Photo de couverture : © Christophe Dugied

1. Attestation de la personne assumant la responsabilité du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Patrick Sayer
Président du Directoire

2. Activité et faits marquants du semestre

En conformité avec la feuille de route qui avait été annoncée au marché, Eurazeo a été très active au cours du premier semestre avec pas moins de quatre cessions (deux tranches Rexel, Edenred et The Flexitallic Group) et deux acquisitions réalisées (Idéal Résidence et IES).

Ces différentes opérations ont permis de concrétiser les plus-values importantes détaillées ci-après.

2.1. Eurazeo Capital

2.1.1. Europcar - Augmentation de capital

L'avance consentie à Europcar Groupe par Eurazeo en mai 2012 d'un montant de 110 361 026,50 euros a été cédée en janvier 2013 à hauteur de 7 556 132,00 euros à ECIP Europcar, véhicule réunissant les SICAR Eurazeo Partners et certains de leurs investisseurs. En janvier 2013, Europcar Groupe a procédé à une réduction de capital par réduction du nominal de ses actions suivie d'une augmentation de capital d'un montant de 110 000 002,80 euros intégralement souscrite par Eurazeo et ECIP Europcar par compensation avec l'avance précitée à hauteur de 110 000 000,00 euros et par versement en numéraire de 2,80 euros. Les actions nouvelles Europcar Groupe ont été émises à une valeur de souscription de 4,30 euros. La réalisation de cette augmentation de capital a été constatée le 1er février 2013.

2.1.2. Cessions de titres Rexel – Minoritaires Ray France

Entre le 2 janvier et le 28 janvier 2013, 590 699 titres Rexel ont été cédés représentant le solde des titres Rexel détenus par transparence par les minoritaires de Ray France Investment S.A.S. Le produit de ces ventes a été remonté à Ray France Investment S.A.S et à cette occasion les minoritaires de Ray France Investment S.A.S sont sortis du capital. Ces opérations n'ont pas eu d'impact sur le nombre de titres Rexel détenus par transparence par Eurazeo.

A l'issue de ces opérations, Eurazeo détient 100% du capital de Ray France Investment S.A.S.

2.1.3. Eurazeo – cession de titres Rexel

Le 13 février 2013, Ray Investment S.à.r.l a cédé 40 millions de titres Rexel, représentant environ 14,7 % du capital de Rexel, pour un montant total d'environ 640 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels. Eurazeo est, aux côtés de ses co-investisseurs Clayton Dubilier & Rice, Bank of America Merrill Lynch et la Caisse des Dépôts et Consignations du Québec, actionnaire de Ray Investment S.à.r.l. depuis mars 2005.

La quote-part du produit de cession de titres Rexel revenant à Eurazeo s'élève à environ 225 millions d'euros. Du fait de cette cession, la participation de Ray France Investment S.A.S dans le capital de Ray Investment a été réduite de 30,9 % à 29,4 % et la participation indirecte d'Eurazeo dans le capital de Rexel a été ramenée de 17,9 %, à 12,7 %.

Eurazeo a annoncé le 4 juin 2013, la cession par Ray Investment S.à.r.l de 28,1 millions de titres Rexel, représentant environ 10% du capital de Rexel, pour un montant total de près de 500 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels.

La quote-part du produit de cession de titres Rexel revenant à Eurazeo s'élève à environ 85 millions d'euros. Du fait de la cession, la participation de Ray France Investment S.A.S dans le capital de Ray Investment est passée de 29,4 % à 32,8 % et la participation indirecte d'Eurazeo dans le capital de Rexel a été ramenée de 12,7 %, à 10,9 %.

Compte tenu de l'option pour le dividende en actions en juin 2013, la participation indirecte d'Eurazeo dans le capital de Rexel est de 11,1% au 30 juin 2013.

Le 7 août 2013, Eurazeo et les autres actionnaires de Ray Investment S.à.r.l ont annoncé la cession de 28,8 millions de titres Rexel, représentant environ 10% du capital de Rexel pour un montant total d'environ 525 millions d'euros (voir évènements postérieurs au 30 juin 2013).

2.1.4. Eurazeo – cession de la participation dans Edenred

Eurazeo a annoncé le 6 mars 2013, le succès de la cession, par l'intermédiaire de Legendre Holding 19, de 23,1 millions d'actions Edenred S.A. (« Edenred »), représentant 10,2 % du capital d'Edenred, au prix de 26,13 euros par action, soit un montant total de 602,6 millions d'euros, dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels.

À l'issue de cette opération, Eurazeo a cédé l'intégralité de sa participation dans Edenred.

Depuis son investissement dans Accor en mai 2008, aux côtés de Colony Capital, Eurazeo a soutenu et accéléré la transformation d'Edenred, société aujourd'hui autonome, leader mondial des services prépayés aux entreprises. Ces trois dernières années ont été marquées pour Edenred par la création de nouvelles solutions, l'ouverture de nouveaux pays, l'augmentation de la pénétration sur ses marchés, et le passage au numérique, qui représente désormais plus de 50 % de son volume d'émission.

Le fort potentiel de croissance d'Edenred et l'excellence de son management, qui a su conduire avec succès la transformation du Groupe et révéler au

marché son profil unique - associant croissance, génération de cash-flow et rendement - ont conduit à une surperformance boursière remarquable du Groupe depuis son introduction en bourse.

Sur la période, Eurazeo aura réalisé un multiple de 2 fois son investissement initial, pour une plus-value nette d'impôt d'environ 360 millions d'euros en part du Groupe, signant une performance solide.

Le produit net de la cession revenant à Eurazeo s'élève à environ 295 millions d'euros, après fiscalité, frais liés à l'opération, et remboursement de la dette affectée à Edenred.

2.1.5. Accor – Cession en Sale & Management-Back du Sofitel Paris

Dans le cadre de sa stratégie de gestion d'actifs, Accor a annoncé le 18 février 2013, la cession en Sale & Management-Back du Sofitel Paris Le Faubourg à Paris, pour une valeur totale de 113 millions d'euros (soit 769 000 euros par chambre) incluant 13 millions d'euros de rénovation.

Ouvert en 1979 au cœur de Paris, à quelques pas des Champs-Élysées, du Louvre ou de l'Opéra Garnier, cet hôtel emblématique de 147 chambres et suites continuera d'être géré par Accor dans le cadre d'un contrat de management à long terme. Il bénéficiera d'un programme de rénovation prévu pour 2014, et restera ouvert pendant la durée des travaux.

L'acheteur est Mount Kellett Capital Management LP, un acteur mondial de la gestion d'actifs, avec plus de 7 milliards de dollars US d'actifs sous gestion, répartis dans de nombreuses classes.

2.1.6. Eurazeo – remboursement de la dette non affectée HSBC

Le 6 février 2013, Eurazeo a remboursé la dette résiduelle non affectée HSBC pour 110,8 millions d'euros (dont 1,2 million d'euros de frais financiers).

2.1.7. Eurazeo – remboursement par anticipation des obligations échangeables Danone

Actionnaire de Danone depuis plus de 25 ans, M. Michel David-Weill ayant été Vice-Président de Danone de juillet 1987 à février 2011¹, Eurazeo a appuyé le développement de cette société et la stratégie mise en œuvre par Antoine Riboud puis par Franck Riboud durant toutes ces années. Au cours de cette période, le groupe Danone a ainsi vu son chiffre d'affaires passer de 5,7 milliards d'euros à près de 20 milliards d'euros. Récemment, Eurazeo a participé à hauteur de sa quote-part à la dernière augmentation de capital de Danone, contribuant ainsi à son succès.

Dans le cadre de son désengagement progressif du capital de Danone, Eurazeo a émis en juin 2009, 15 469 613 obligations échangeables en actions Danone pour un montant de 700 millions d'euros à échéance juin 2014.

En avril 2013, Eurazeo a reçu, de la part de porteurs d'obligations, des demandes de conversion du fait de la hausse du cours de Danone portant sur 12 334 655 obligations et pour le solde, Eurazeo a exercé son option de remboursement anticipé portant sur les obligations pour lesquelles aucune demande de conversion n'a été reçue.

Cette opération a eu des conséquences positives pour Eurazeo :

- La suppression totale de la dette liée à cette obligation soit 700 millions d'euros,
- La cession de 16 339 143 actions Danone qui ont été livrées aux porteurs d'obligations dégageant une plus-value consolidée nette de la variation du dérivé de l'obligation de 141,9 millions d'euros,
- La reprise sur l'exercice 2013 des frais financiers provisionnés prorata temporis sur l'exercice 2012, soit 24 millions d'euros,
- La suppression de la charge financière correspondante pour 2013 et 2014 (jusqu'au 10 juin 2014), soit 43,8 millions d'euros en année pleine,
- La perception par Eurazeo, en 2013 au titre de l'exercice 2012, de 4,8 millions d'euros de dividendes Danone.

A l'issue de ces opérations, Eurazeo détient 94 227 actions Danone, soit 0,01% du capital et des droits de vote de Danone.

¹ M. Michel David-Weill est depuis avril 2011 Vice-Président du Conseil d'Administration de Danone à titre honoraire.

2.1.8. Elis – cession de Molinel

Le Groupe Elis, leader en Europe de la location-entretien de linge et participation d'Eurazeo, a annoncé le 15 avril 2013, la cession de sa filiale Molinel, spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de vêtements professionnels, au groupe familial d'origine belge, Alsico.

Rare marque forte sur son marché, Molinel a contribué à faire évoluer le vêtement professionnel en France au cours des 10 dernières années en étant la première à proposer des vêtements inspirés des tendances urbaines et adaptés aux contraintes de chaque professionnel.

Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions d'euros, la marque dispose aujourd'hui d'une position de premier plan chez les distributeurs de vêtements et d'équipements de protection avec une présence dans plus de 2 000 points de vente en France et dans une moindre mesure, en Belgique et en Espagne. Molinel s'avère également reconnue auprès d'une clientèle de très grands groupes français pour la fourniture de vêtements dédiés (pour en savoir plus : www.molinel.com).

En rejoignant le Groupe Alsico, Molinel fait désormais partie de l'un des intervenants leaders en Europe du vêtement professionnel, implanté dans 17 pays, pour un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 170 millions d'euros.

2.1.9. Elis – refinancement de la dette d'acquisition

Le groupe Elis a annoncé le 28 mai 2013 avoir obtenu l'accord de la majorité nécessaire de ses prêteurs seniors pour amender certaines dispositions de ses facilités seniors existantes et pour repousser leur date de maturité à 2017, conformément à sa demande de waiver en date du 21 mai 2013.

De plus, le groupe Elis a annoncé le 31 mai 2013 que Novalis, une holding intermédiaire du groupe Elis, a procédé au pricing d'une offre d'obligations seniors garanties pour un montant total de 450 millions d'euros dues en 2018 au nominal (les « Senior Secured Notes »). Le taux d'intérêt des Senior Secured Notes a été fixé à 6,00%, les intérêts étant payables semestriellement.

Le groupe Elis a également procédé à l'émission des Senior Secured Notes le 14 juin 2013 et a utilisé le produit net de l'offre, ainsi que le produit net de l'émission par placement privé d'obligations PIK pour un montant total de 173 millions d'euros dues en 2018 et d'obligations seniors subordonnées pour un montant total de 380 millions d'euros dues en 2018, pour rembourser les junior mezzanine notes et les senior mezzanine notes d'Elis existantes et pour rembourser une partie des facilités seniors.

2.2. Eurazeo Patrimoine

2.2.1. ANF Immobilier co-investit pour le site d'Alstom Transport à Lyon

ANF Immobilier a annoncé le 5 juin 2013, un investissement aux côtés de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes (CERA), première banque régionale des professionnels de l'immobilier et DCB International – à hauteur de 65 %, 30 % et 5 % - afin de réaliser un ensemble immobilier pour les activités électroniques d'Alstom Transport. Porté depuis 2009 par DCB International, ce programme constitue l'un des projets phares de l'immobilier tertiaire en France et un investissement d'une valeur de 100 millions d'euros, financé à 60% par un crédit de long terme, avec le Crédit Foncier de France comme chef de file.

Alstom Transport, leader de l'industrie ferroviaire, s'est engagé sur un bail de 12 ans fermes pour cet ensemble de 36 600 m² qui sera livré mi-2015.

Ce programme immobilier consiste en un bâtiment principal de cinq immeubles s'élevant sur quatre étages auquel s'ajoutent des bâtiments dédiés à la restauration d'entreprise et à la logistique. La conception de cet immeuble permet la divisibilité par îlot.

Conforme à la réglementation thermique RT 2012, ce projet vise la double certification HQE et BREEAM « Very Good ». Ces bâtiments disposeront notamment d'une enveloppe extrêmement performante d'un point de vue thermique pour la production de chaud et froid. L'ensemble offrira, en outre, des aménagements paysagers de qualité conçus dans le respect d'une démarche environnementale intégrée (toitures végétalisées, etc.).

Alstom Transport pérennise ainsi son implantation dans le Grand Lyon et dans le quartier du Carré de Soie et poursuit sa forte croissance avec plus de 100 postes ouverts au recrutement. Spécialisé dans les métiers de l'électronique, le site d'Alstom Transport de Villeurbanne emploie aujourd'hui près de 750 salariés.

Cet ancrage confirme l'attractivité de ce quartier en tant que pôle tertiaire *prime* de l'agglomération lyonnaise, qui a été retenu récemment par d'autres acteurs de premier plan.

Situé à proximité immédiate des autoroutes A6, A7 et A46 – à 10 minutes de la Gare Lyon Part-Dieu et du centre-ville par la ligne T3 du tramway ou la ligne A du métro et à 15 minutes de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry – le Carré de Soie est particulièrement bien desservi et devrait connaître un fort développement au cours des prochaines années.

ANF Immobilier, investisseur immobilier de premier plan dans la région et détenteur de longue date d'un patrimoine à Lyon dont elle a cédé, en 2012, une partie arrivée à maturité, entend y rester un acteur fort en raison du schéma de développement urbain particulièrement efficient dont la région s'est dotée.

Avec cet investissement, ANF immobilier accélère son programme d'acquisition annoncé il y a trois mois, démontrant la mise en place rapide du recentrage stratégique opéré par la société.

2.2.2. ANF Immobilier se renforce à Bordeaux dans le quartier des Bassins à Flot

Le 13 juin 2013, ANF Immobilier a annoncé la construction de l'immeuble La Fabrique (3 733 m²) qui débutera en juillet 2013 pour une livraison fin 2014 et le Nautilus sera occupé en totalité par le distributeur Cdiscount et la banque Casino qui viennent de s'engager sur le solde de la deuxième tranche.

ANF Immobilier a ainsi conclu deux opérations (16 000 m² de bureaux) dans un environnement très qualitatif et en plein développement, le quartier des Bassins à Flot à Bordeaux, situé sur la Garonne à proximité immédiate du futur Centre des Civilisations et du Vin et du nouveau pont Chaban-Delmas.

Seul immeuble neuf de bureaux livré fin 2014 dans ce nouveau quartier des Bassins à Flot, la Fabrique, immeuble de bureaux conçu par l'architecte Christian de Portzamparc, comptera sur 3 733 m², six étages de bureaux et 59 parkings. ANF Immobilier vient d'en réaliser l'acquisition auprès de Bouygues Immobilier, promoteur de l'opération.

Le Nautilus, immeuble de bureaux situé Quai de Bacalan et acquis par ANF Immobilier en décembre 2011, sera intégralement pris à bail par Cdiscount, filiale du groupe Casino, qui en occupe déjà la première tranche sur 7 029 m² depuis 2012. Le premier distributeur en France de produits de loisirs et d'équipements, qui s'était engagé sur 60% de la deuxième tranche, vient de signer avec ANF Immobilier un bail pour l'intégralité de la deuxième tranche. Au total, Cdiscount occupera ainsi les 12 240 m² du Nautilus permettant d'accueillir les 1 100 employés de l'entreprise dans un immobilier qui jouit d'une vue sur la Garonne, au pied du nouveau pont Chaban-Delmas, sur les terrains gérés par le Grand Port Maritime de Bordeaux.

2.3. Eurazeo PME

2.3.1. Acquisition de la majorité du capital d'Idéal Résidences

Eurazeo PME, filiale d'Eurazeo spécialisée dans l'accompagnement d'entreprises de taille moyenne, a annoncé le 9 avril 2013 l'acquisition de 54% du capital de la société Financière Montalivet, holding du groupe d'établissements médicaux-sociaux et sanitaires Idéal Résidences.

Le groupe Idéal Résidences, créé et dirigé par Patrice Mayolle, gère actuellement 5 EHPAD (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) et une clinique SSR (Soins de Suite et de Réadaptation). Ces établissements situés en Ile-de-France, représentent un total de 515 lits. Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros en 2012.

Le changement d'actionariat opéré avec l'entrée au capital d'Eurazeo PME va permettre au Groupe, spécialisé dans l'accueil et l'accompagnement des personnes âgées, de s'inscrire dans une perspective de croissance externe, à travers la reprise ou la création de nouveaux établissements en Ile-de-France et dans d'autres régions.

Le groupe Idéal Résidences entend se positionner comme un acteur de référence pouvant mobiliser de nombreux professionnels de qualité et aux compétences complémentaires, pour développer une offre diversifiée. En effet dans un contexte où les maisons de retraite se spécialisent dans la « prise en soin » de personnes âgées devenues dépendantes, il apparaît nécessaire de proposer des réponses adaptées et graduées en termes de prestations et de services. Confiant dans le savoir-faire et les valeurs du groupe Idéal Résidences, Eurazeo PME accompagnera, en tant qu'actionnaire responsable, son évolution face aux enjeux démographiques et économiques du vieillissement et de la santé.

2.3.2. Cession de The Flexitallic Group

Le 6 mai 2013, Eurazeo PME, a annoncé la cession de The Flexitallic Group, leader mondial des fabricants de solutions et de produits d'étanchéité pour le secteur de la production d'énergie, à la société internationale de capital-investissement Bridgepoint.

Rapport financier semestriel

Eurazeo PME réalise à cette occasion un produit de cession de 145 millions d'euros, soit une plus-value de 95 millions d'euros et un multiple de 2,9 fois son investissement. Sous son impulsion, The Flexitallic Group (anciennement FDS Group) est devenu en six ans le leader mondial des fabricants de solutions et de produits d'étanchéité pour le secteur de la production d'énergie.

Conclue en collaboration avec les dirigeants de The Flexitallic Group, cette cession permettra à la société de poursuivre son développement géographique et technologique au sein d'un groupe de capital-investissement international, dans la continuité de la stratégie mise en place depuis 2006.

Réalisée sur la base d'une valorisation du groupe de 450 millions d'euros, l'opération de désinvestissement permet à Eurazeo PME d'externaliser une valeur de 145 millions d'euros, supérieure de 26 % à l'ANR retenu dans le cadre de la dernière valorisation du portefeuille au 31 décembre 2012. Eurazeo PME réalise un multiple de 2,9 fois son investissement initial et un taux de rendement annuel de 28 %, cela sur une période de plus de 6 ans. Elle réinvestit par ailleurs un montant de 10 millions d'euros dans The Flexitallic Group.

Eurazeo PME est entrée en 2006 au capital de la société française Siem. Au cours des six dernières années, elle a apporté son soutien financier et stratégique à la réalisation de 6 opérations de croissance externe au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, ainsi qu'à la démarche de structuration globale du groupe aux côtés des dirigeants. Le groupe a su développer son activité sur de nouveaux marchés, mais aussi renforcer sa capacité d'innovation en investissant 12 millions d'euros sur 6 ans dans la modernisation de son outil industriel et le développement de la R&D. Eurazeo PME a réalisé 4 réinvestissements en capital sur cette période, permettant ainsi à l'entreprise de faire évoluer son bilan en fonction de sa croissance. Depuis qu'Eurazeo PME est devenue son actionnaire majoritaire en 2006, The Flexitallic Group a multiplié par 11 son chiffre d'affaires, qui est passé de 18 à 210 millions d'euros, dont 90% à l'international. Son effectif est passé, lui, de 46 à 1 250 salariés.

The Flexitallic Group est un leader mondial des fabricants de solutions et de produits d'étanchéité pour le secteur de la production d'énergie, ainsi que pour les industries pétrolière et gazière, chimique et pétrochimique sur les marchés émergents et dans les pays développés. Au nombre des sociétés du groupe figurent Flexitallic (Etats-Unis et Royaume-Uni), Custom Rubber Products (Etats-Unis), SIEM (France), AGS Flexitallic Inc (Canada), Sealex (Royaume-Uni), Induseal (Allemagne) et FST (Chine). Le groupe dispose de sites de production également au Mexique, au Moyen-Orient et au Kazakhstan, et s'appuie sur un réseau de partenaires produisant sous licence dans le monde entier.

Il est ainsi présent sur tous les segments de l'industrie énergétique : amont et aval, et production d'énergie. Ses grands clients sont Shell, GE, Total, Schlumberger, Baker Hugues et Cameron.

2.3.3. Acquisition de Péters Surgical, n°4 mondial de la suture chirurgicale

Eurazeo PME a annoncé le 25 juin 2013, l'acquisition du groupe Péters Surgical auprès d'UI Gestion sur la base d'une valeur d'entreprise d'environ 45 millions d'euros. Eurazeo PME détiendra près de 90% du capital aux côtés du management, notamment du Président Directeur Général, Jean-Marc Chalot, et du Directeur Général Adjoint, Thierry Col.

Créé en 1926 et basé à Bobigny, Péters Surgical est un groupe français qui conçoit, produit et distribue une gamme de dispositifs médicaux à usage unique pour les blocs opératoires. Ses principales gammes de produits sont les sutures chirurgicales, les renforts de parois et les drains. Fondé sur un modèle de forte proximité avec ses clients, le groupe commercialise ses produits directement auprès des hôpitaux publics et des cliniques privées en France, et à travers un réseau d'agents et de distributeurs à l'export. Il se déploie sur plusieurs sites industriels, en France et à l'étranger. Péters Surgical emploie 350 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 37 millions d'euros en 2012, dont 50% à l'export dans 75 pays.

En entrant au capital de Péters Surgical, Eurazeo PME prend le relais d'UI Gestion et de ses co-investisseurs, qui avaient conduit, aux côtés des dirigeants fin 2009, une opération de transmission de cette société, qui appartenait au groupe familial Sofilab. Depuis cette date, Péters Surgical, qui réalisait alors 24 millions d'euros de chiffre d'affaires, s'est non seulement organisée comme une entreprise autonome, mais elle s'est massivement développée tant en organique en France et à l'international, que par croissance externe (notamment dans les renforts de parois avec Surgical IOC).

Eurazeo PME entend poursuivre la stratégie de croissance et d'internationalisation du groupe, de façon organique ou par acquisitions. L'opération, signée le 17 juin 2013, s'est débouchée le 17 juillet 2013 (voir événements postérieurs au 30 juin 2013).

2.3.4. Acquisition de Cap Vert Finance

Eurazeo PME a annoncé le 28 juin 2013, l'acquisition du Groupe Cap Vert Finance (CVF), leader européen de la gestion du cycle de vie des infrastructures informatiques, sur la base d'une valeur d'entreprise de près de 70 millions d'euros.

Eurazeo PME détiendra 57% du capital aux côtés des dirigeants, notamment Bruno Demolin, Président du Directoire. Loïc Villers, fondateur, conserve 8% du capital et reste Président du Conseil de Surveillance. En entrant au capital de CVF, Eurazeo PME entend soutenir et accélérer la croissance et l'internationalisation du groupe, de façon organique ou par acquisitions. Le closing de cette opération a été réalisé le 2 juillet 2013 (voir événements postérieurs au 30 juin 2013).

Le Groupe Cap Vert Finance, dont les principales filiales sont IB Remarketing et AS Lease, est un groupe français spécialisé dans le maintien en conditions opérationnelles (MCO) de parcs de serveurs, stockages informatiques critiques et d'équipements de réseaux à destination de clients grands comptes. Le groupe assure également des activités de recyclage, négoce et leasing en parfaite synergie avec l'activité de MCO. CVF se démarque ainsi par une démarche économique et une prise en compte des enjeux environnementaux dans ses services, permettant une traçabilité totale des matériels informatiques, de la première utilisation jusqu'à leur recyclage en fin de vie imposé par les Directives Européennes relatives au retraitement des Déchets Electriques et Electroniques (DEEE). CVF emploie plus de 150 salariés et réalise un tiers de son chiffre d'affaires à l'international, dans plus de 85 pays, grâce à ses 11 filiales implantées à l'étranger. Le Groupe connaît une croissance de son chiffre d'affaires de 10% par an depuis 5 ans et de plus de 30% par an sur l'activité MCO. Clôture au 31 mars 2013, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé proche de 60 millions d'euros.

Eurazeo a consenti une avance à Eurazeo PME de 36 millions d'euros fin juin 2013 afin de financer cette acquisition.

2.4. Eurazeo Croissance

2.4.1. Acquisition d'IES, pionnier dans les chargeurs pour véhicules électriques

Eurazeo Croissance, activité capital-croissance d'Eurazeo, a annoncé le 19 juin 2013 l'acquisition d'IES, une entreprise internationale à fort potentiel de croissance qui conçoit et fabrique des chargeurs pour véhicules électriques.

Eurazeo Croissance prend une participation majoritaire de 93 % aux côtés des dirigeants de l'entreprise. L'ambition commune est de donner les moyens à IES de devenir un leader mondial de référence sur ses marchés. L'opération valorise la société à 22 millions d'euros.

Créée en 1992 et basée à Montpellier, IES concevait à l'origine des chargeurs pour véhicules industriels. Accompagnée depuis 2006 par Demeter Partners, l'entreprise a connu un développement significatif. Grâce à un savoir-faire et une excellence reconnus en matière de compacité et de rendement des produits, elle a élargi son offre aux chargeurs embarqués pour voitures électriques et aux chargeurs externes de haute puissance (chargeurs externes mobiles, chargeurs muraux et bornes publiques de recharge rapide). Par ailleurs, IES est un des seuls acteurs au monde à maîtriser les deux normes en vigueur CHAdeMo et Combo. La société a notamment récemment remporté le contrat du chargeur embarqué du modèle deux places électrique Twizy de Renault. Parmi ses clients figurent également Volkswagen et BMW. Son chiffre d'affaires est passé de 5 millions d'euros en 2006 à 14 millions d'euros en 2012.

Eurazeo Croissance accompagnera la vision industrielle des dirigeants en donnant à IES les moyens d'accélérer sa transformation en un leader mondial des chargeurs pour véhicules électriques. Ce nouveau soutien financier permettra également le renforcement des fonctions R&D situées à Montpellier et la poursuite du développement commercial à l'international. Eurazeo Croissance accompagnera aussi IES dans l'analyse des opportunités de croissance externe.

2.5. Événements postérieurs au 30 juin 2013

2.5.1. Eurazeo Capital

Cession de titres Rexel

Eurazeo a annoncé le 7 août 2013, la cession par Ray Investment S.à.r.l de 28,8 millions de titres Rexel, représentant environ 10 % du capital de Rexel, au prix de 18,25 € par action, soit un montant total d'environ 525 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels. Eurazeo est, aux côtés de ses co-investisseurs Clayton Dubilier & Rice, Bank of America Merrill Lynch et la Caisse des Dépôts et Consignations du Québec, actionnaire de Ray Investment S.à.r.l. depuis mars 2005.

La quote-part du produit de cession de titres Rexel revenant à Eurazeo s'élève à environ 100 millions d'euros. Du fait de la cession, la participation de Ray France Investment S.A.S dans le capital de Ray Investment est passée de 32,8 % à 38,4 % et la participation indirecte d'Eurazeo dans le capital de Rexel a été ramenée de 11,1 % à 9,1 %.

Eurazeo, à travers sa participation dans Ray Investment S.à.r.l., entend continuer à accompagner le développement de Rexel et réaffirme sa confiance et son soutien aux équipes conduites par Rudy Provoost, Président du Directoire de Rexel, dans la mise en œuvre du plan « Energy In Motion » et l'atteinte de ses objectifs 2015.

2.5.2. Eurazeo PME

Réalisation effective des opérations annoncées

La réalisation effective (closing) de la cession de la participation dans The Flexitallic Group a eu lieu le 11 juillet 2013 pour un montant de 145 millions d'euros. Eurazeo PME a, par ailleurs, réinvesti 10 millions d'euros dans cette société.

Les investissements d'Eurazeo PME dans Cap Vert Finance (2 juillet 2013) et Péters Surgical (17 juillet 2013) se sont élevés respectivement à 36,0 millions d'euros et 29,8 millions d'euros.

Avec le produit de la cession de The Flexitallic Group, Eurazeo PME a procédé au remboursement intégral des avances consenties par Eurazeo, soit 92 millions d'euros.

2.6. Investissements en cours de réalisation

À ce jour il n'y a pas d'autre engagement ferme d'investissement ou de cession autorisés par le Directoire ou le Conseil de Surveillance à l'exception de la cession partielle de titres Rexel et la réalisation des opérations annoncées par Eurazeo PME postérieurement à la clôture. Les engagements donnés à la clôture figurent à la Note 22 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7. Perspectives

Poursuite de la rotation du portefeuille

Le mouvement d'accélération de la rotation du portefeuille, engagé depuis 2012, est le résultat d'un objectif de transformation et de valorisation atteint sur les participations concernées. Eurazeo s'inscrit aujourd'hui dans cette dynamique de rotation d'actifs qui s'est traduit notamment par la cession de la participation dans Edenred, la cession de The Flexitallic Group et la cession de blocs Rexel.

Eurazeo a également réalisé quatre acquisitions dans les secteurs stratégiques cibles – la santé et l'environnement – et compte poursuivre cette dynamique dans les mois à venir.

Au travers de ces opérations, Eurazeo démontre une nouvelle fois sa capacité à valoriser ses actifs dans d'excellentes conditions, et se donne pleinement les moyens de saisir les opportunités d'investissement qui se présenteront.

Activité des sociétés du portefeuille

Les tendances d'activité à fin août nous rendent confiants sur les perspectives du second semestre 2013.

3. Résultats semestriels

Le résultat net – part du groupe ressort en forte progression à 328,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -146,7 millions d'euros pro forma au 30 juin 2012 et -126,6 millions d'euros publié au 30 juin 2012. Marqué par le mouvement d'accélération de la rotation du portefeuille, ce résultat intègre des plus-values significatives d'un montant total de 580,5 millions d'euros dont 416,6 millions d'euros au titre de la cession de la participation dans Edenred et 141,9 millions d'euros au titre de la cession des titres Danone nette de la variation du dérivé incorporé dans le cadre du remboursement par anticipation de l'obligation échangeable en titres Danone de juin 2009. La cession de blocs de titres Rexel sur le premier semestre 2013 a permis à Eurazeo de dégager une plus-value consolidée de 21,9 millions d'euros.

Le second élément notable, qui est directement lié aux opérations décrites ci-dessus, est la baisse importante de l'endettement net du groupe qui passe de 6 021,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 4 843,4 millions d'euros au 30 juin 2013. Il convient de noter qu'au cours du premier semestre, Elis a finalisé le refinancement de sa dette d'acquisition profitant de conditions de marché particulièrement favorables.

3.1. Résultats semestriels consolidés d'Eurazeo

Les comptes consolidés semestriels du groupe Eurazeo ont été établis selon les mêmes règles et principes comptables que ceux de l'exercice 2012. Les nouvelles normes ou d'autres amendements de normes d'application obligatoire n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe Eurazeo au 30 juin 2013.

3.1.1. Présentation analytique du Résultat semestriel

En M€	06-2013	06-2012*	06-2012**
Europcar	68,0	58,4	58,4
Elis	100,5	105,8	105,8
APCOA	16,1	16,8	16,8
ANF Immobilier	11,2	8,5	30,4
Eurazeo PME	25,5	24,8	27,2
Eurazeo Croissance (3SP Group)	(5,9)	0,6	0,6
EBIT Ajusté	215,5	214,8	239,1
Coût de l'endettement financier net des sociétés ci-dessus	(228,0)	(238,7)	(240,9)
EBIT Ajusté net du coût de financement	(12,5)	(23,9)	(1,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	27,4	40,2	60,4
Coût de l'endettement financier net Accor (LH19)	(10,9)	(11,6)	(17,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence net du coût de financement	16,5	28,6	42,6
Contribution des sociétés nette du coût de financement	4,0	4,6	40,8
Variation de valeur des immeubles de placement	3,4	(4,8)	(3,6)
Plus ou moins-values réalisées	580,5	9,6	9,6
Chiffre d'affaires du secteur holding	26,3	40,7	40,7
Coût de l'endettement financier net du secteur holding	(5,1)	(27,3)	(27,3)
Charges consolidées relatives au secteur holding	(23,5)	(24,4)	(24,4)
Amortissements des contrats commerciaux et autres actifs liés à l'affectation des écarts d'acquisition	(27,9)	(24,0)	(24,3)
Charge d'impôt	(29,9)	(14,4)	(14,9)
Résultat récurrent	527,7	(39,9)	(3,2)
Résultat récurrent - Part du Groupe	474,8	(30,2)	(6,0)
Part des Minoritaires	52,9	(9,7)	2,8
Eléments non récurrents	(165,4)	(138,0)	(144,2)
Résultat net consolidé	362,3	(177,9)	(147,4)
Résultat net consolidé - Part du Groupe	328,8	(146,7)	(126,6)
Part des Minoritaires	33,5	(31,2)	(20,8)

*06-2012 proforma : impact des cessions de Mors Smitt, Edenred, des cessions partielles de Rexel et ANF Immobilier et de la déconsolidation de Fraikin

** 06-2012 publié

(1) Hors plus-value sur cession de titres et éléments non récurrents

L'activité d'importantes sociétés du portefeuille du groupe étant traditionnellement saisonnière, Moncler et Europcar en particulier, la contribution des sociétés nette du coût de financement au 1er semestre est peu représentative des résultats réalisés sur l'ensemble de l'année. A titre d'exemple, au 1er semestre 2012, elle a représenté 17 % de la contribution annuelle de 2012 publié.

La contribution des sociétés, nette du coût de l'endettement, ressort à 4,0 millions d'euros au 1er semestre 2013, contre 4,6 millions d'euros pro forma au 1er semestre 2012.

L'EBIT ajusté des sociétés opérationnelles intégrées (Europcar, Elis, APCOA, ANF Immobilier, Eurazeo PME et Eurazeo Croissance) s'établit à 215,5 millions d'euros contre 214,8 millions d'euros pro forma au 30 juin 2012. Retraité de l'effet lié au rallongement de la durée d'amortissement du linge chez Elis qui génère un écart de

Rapport financier semestriel

14,7 millions d'euros, l'EBIT ajusté avant coût de financement des sociétés en intégration globale s'établirait à 207,1 millions d'euros au cours du 1er semestre 2013 (215,5 millions d'euros à données publiées), contre 191,8 millions d'euros au 1er semestre 2012 (214,8 millions d'euros à données pro forma), soit une progression de +8,0 %.

Europcar enregistre une amélioration significative de sa rentabilité, grâce à une bonne maîtrise de ses coûts, avec un EBIT ajusté en hausse de 16,5 % à 68,0 millions d'euros contre 58,4 millions d'euros au 30 juin 2012 et ce malgré une baisse de son chiffre d'affaires de 2,7 %. Le corporate EBITDA progresse de 10,4 millions d'euros pour s'établir à 18,2 millions d'euros au 30 juin 2013 (7,8 millions d'euros au 30 juin 2012).

L'EBIT ajusté d'Elis s'établit à 100,5 millions d'euros, en baisse de -4,9 % par rapport au 30 juin 2012 (105,8 millions d'euros). Retraité des effets de la durée d'amortissement du linge, l'EBIT ajusté s'établit à 92,2 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 82,7 millions d'euros au 30 juin 2012, soit une augmentation de 11,4 %.

APCOA enregistre une légère baisse de son EBIT ajusté qui s'établit à 16,1 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 contre 16,8 millions d'euros au 30 juin 2012 pénalisé par les conditions climatiques et une performance dégradée sur l'activité voirie en Scandinavie.

L'EBIT ajusté de 3SP Group s'établit à -5,9 millions d'euros au 30 juin 2013 compte tenu de l'absence de commandes en sous-marin.

Il convient de noter également la bonne performance d'ANF Immobilier, qui voit son EBIT ajusté progresser de 32,7 % à 11,2 millions d'euros, et d'Eurazeo PME tirée par la bonne performance de The Flexitallic Group.

Le coût de l'endettement financier net de ces sociétés s'établit à 228,0 millions d'euros contre 238,7 millions d'euros pro forma au 30 juin 2012. Cette baisse de 10,8 millions d'euros provient essentiellement de l'arrivée à leur échéance au cours du second semestre 2012 des swaps de taux d'APCOA et des effets du refinancement d'Elis.

Le résultat des sociétés mises en équivalence hors plus-values de cession et éléments non récurrents s'élève à 27,4 millions d'euros contre 40,2 millions d'euros pro forma pour les six premiers mois de 2012, du fait de la baisse des contributions de Rexel (19,5 millions d'euros contre 22,8 millions d'euros), d'Accor (8,9 millions d'euros contre 11,5 millions d'euros) et de Foncia (-2,8 millions d'euros contre 0,4 million d'euros). La contribution de Moncler au résultat net part du Groupe s'établit à 4,3 millions d'euros au 30 juin 2013 (3,7 millions d'euros au 30 juin 2012).

La variation de valeur du patrimoine d'ANF Immobilier est de +3,4 millions d'euros contre une variation négative de -4,8 millions d'euros pro forma au 30 juin 2012.

Les plus-values de cession s'élèvent à 580,5 millions d'euros au 30 juin 2013 et concernent principalement la cession de la participation dans Edenred pour 416,6 millions d'euros, la cession de titres Danone dans le cadre du remboursement anticipé des obligations échangeables pour 141,9 millions d'euros (net de la variation du dérivé incorporé) et la cession de blocs de titres Rexel pour 21,9 millions d'euros.

Au 30 juin 2012, les plus-values de cession concernaient principalement la cession de la participation dans Mors Smitt.

Les autres postes d'écart par rapport à juin 2012 pro forma sont les suivants (pour 100 %) :

- le chiffre d'affaires du secteur holding s'élève à 26,3 millions d'euros contre 40,7 millions d'euros au 30 juin 2012 du fait principalement de la baisse des dividendes encaissés, suite au remboursement anticipé des obligations échangeables Danone (4,8 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 22,8 millions d'euros au 30 juin 2012) ;
- les amortissements des contrats commerciaux des sociétés APCOA, Elis et Eurazeo PME s'élèvent à - 27,9 millions d'euros contre - 24,0 millions d'euros pour les six premiers mois de 2012 ;
- les impôts s'établissent à - 29,9 millions d'euros contre - 14,4 millions d'euros au 30 juin 2012. Ils incluent notamment une charge de -22,5 millions d'euros liée au remboursement anticipé des obligations échangeables Danone.

Au global, le résultat net part du Groupe avant éléments non récurrents s'établit à 474,8 millions d'euros contre - 30,2 millions d'euros en part du Groupe au 30 juin 2012 pro forma et -6,0 millions d'euros au 30 juin 2012 publié.

Les principaux éléments non récurrents comparés au 30 juin 2012 publié, sont les suivants :

- des dépréciations (écart d'acquisition d'APCOA, participation et obligations FTI/Fraikin, recyclages en résultat des réserves négatives de Gruppo Banca Leonardo et Colyzeo II) pour un montant cumulé de 100,3 millions d'euros au premier semestre 2013. Au premier semestre 2012, des dépréciations (marque et écart d'acquisition Le Jacquard Français, obligations FTI/Fraikin) avaient été comptabilisées pour un montant cumulé de 41,0 millions d'euros ;
- les autres produits et charges non récurrents d'un montant de - 43,6 millions d'euros en juin 2013 contre - 26,5 millions d'euros au 30 juin 2012, traduisent les efforts d'ajustements des sociétés du Groupe à la situation économique ;
- les variations des dérivés (taux et actions) pour un montant de - 4,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre - 10,3 millions d'euros pour au premier semestre 2012 ;

Rapport financier semestriel

- les éléments non récurrents au travers des sociétés mises en équivalence pour un montant de - 19,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre - 73,5 millions d'euros au 30 juin 2012 qui comprenait la quote-part du Groupe dans la perte exceptionnelle liée à la cession de Motel 6 / Studio 6 par Accor pour un montant de 62,1 millions d'euros ;
- les impôts correspondant pour un montant de + 3,0 millions d'euros contre + 7,1 millions d'euros au 30 juin 2012.

Au total, les éléments non récurrents s'élèvent à -165,4 millions d'euros au 30 juin 2013 dont - 146,0 millions d'euros en part du Groupe contre - 144,2 millions d'euros au 30 juin 2012 publié dont - 120,6 millions d'euros en part du Groupe.

Le résultat net – part du Groupe ressort à + 328,8 millions d'euros soit + 5,1 euros par action au 30 juin 2013 contre - 126,6 millions d'euros publié, soit - 2,0 euros ajustés par action au 30 juin 2012 et - 146,7 millions d'euros pro forma au 30 juin 2012.

Rapport financier semestriel

3.1.2. Passage du Résultat analytique au Résultat IFRS

En M€	06-2013			06-2012		
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent
Produits de l'activité ordinaire	2 083,3	2 083,3	-	2 129,4	2 129,4	-
Plus-values réalisées (*)	735,9	580,5	-	9,6	9,6	-
Variation de la juste valeur des immeubles de placement	3,4	3,4	-	(3,6)	(3,6)	-
Charges courantes (1)	(1 794,0)	(1 794,0)	-	(1 826,9)	(1 826,9)	-
Dotations / Reprises (2)	(115,2)	(115,2)	-	(98,6)	(92,6)	(6,0)
Autres éléments d'exploitation (3)	(48,7)	20,5	(69,2)	(16,5)	12,8	(29,2)
RÉSULTAT OPERATIONNEL AVANT AUTRES PRODUITS ET CHARGES	864,7	778,5	(69,2)	193,5	228,8	(35,2)
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(27,9)	(27,9)	-	(24,3)	(24,3)	-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition/participations dans les entreprises associées	(46,8)	-	(46,8)	(5,7)	-	(5,7)
Autres produits et charges opérationnels	(16,5)	(0,2)	(16,3)	(17,3)	9,2	(26,5)
RÉSULTAT OPERATIONNEL	773,6	750,5	(132,3)	146,2	213,7	(67,5)
Coût de l'endettement financier brut	(220,5)	(220,5)	-	(261,5)	(261,5)	-
Autres produits et charges financiers (4) (*)	(193,5)	0,2	(16,4)	(11,3)	(1,0)	(10,3)
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (*)	29,7	27,4	(19,7)	(13,1)	60,4	(73,5)
Impôt	(26,9)	(29,9)	3,0	(7,7)	(14,9)	7,1
Résultat consolidé IFRS	362,3	527,7	(165,4)	(147,4)	(3,2)	(144,2)
Part du Groupe	328,8	474,8	(146,0)	(126,6)	(6,0)	(120,6)
Part des Minoritaires	33,5	52,9	(19,4)	(20,8)	2,8	(23,6)

(1) correspond aux postes "achats consommés", "Impôts et taxes", Charges de Personnel et "charges externes" de l'état du résultat consolidé

(2) correspond aux postes "Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)" et "Dotations ou reprises de provisions" de l'état du résultat consolidé

(3) correspond aux postes "Autres produits et charges de l'activité", "Variation de stocks de produits en cours et de produits finis" et "Autres produits et charges d'exploitation" hors plus-values réalisées et variation de juste valeur des immeubles de placement de l'état du résultat consolidé

(4) correspond aux postes "Produits et charges de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et autres instruments financiers" et "Autres produits et charges financiers" de l'état du résultat consolidé

(*) Reclassement au 30 juin 2013 de la variation de la juste valeur du dérivé de l'obligation échangeable en actions Danone pour 177,4 millions d'euros et de la plus-value réalisée sur les cessions Rexel de 21,9 millions d'euros.

Les principaux indicateurs relatifs aux comptes consolidés sont les suivants :

En M€	06-2013	06-2012
Chiffre d'affaires		
Chiffre d'affaires publié	2 083,3	2 129,4
Chiffre d'affaires retraité		2 093,4
Résultat		
Résultat récurrent	527,7	-3,2
Résultat récurrent - part du groupe	474,8	-6,0
Résultat net	362,3	-147,4
Résultat net - part du groupe	328,8	-126,6
Données par action (en euros)		
Résultat opérationnel - part du groupe (1)	7,4	-0,1
Résultat net - part du groupe (1)	5,1	-2,0
	06-2013	12-2012
Capitaux propres		
Capitaux propres*	3 882,5	3 837,8
Capitaux propres - part du groupe	3 232,2	3 175,6
Données par action (en euros)		
Capitaux propres - part du groupe (2)	48,9	48,0

(1) sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 30/06/2013, soit 64 215 683 actions.

(2) sur la base de 66 155 660 actions en circulation au 30 juin 2013.

* y compris intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement

3.1.3. Structure financière

- **Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres part du Groupe consolidés s'établissent à 3 232,2 millions d'euros soit 48,9 euros par action au 30 juin 2013 contre 3 175,6 millions d'euros, soit 48,0 euros ajustés par action au 31 décembre 2012.

L'augmentation constatée s'explique principalement par :

- le bénéfice de l'exercice de 328,8 millions d'euros ;
- la distribution de 1,2 euro par action soit - 76,2 millions d'euros ;
- la variation des réserves de juste valeur de - 141,5 millions d'euros essentiellement liée à la cession des titres Danone ;
- divers éléments de variation de capitaux propres pour - 54,5 millions d'euros.

Les capitaux propres consolidés, intérêts minoritaires, intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement et résultat de l'exercice inclus, s'élèvent au 30 juin 2013 à 3 882,5 millions d'euros, soit 58,7 euros par action contre 3 837,8 millions d'euros au 31 décembre 2012, soit 58,0 euros ajustés par action.

- **Structure de financement et source de financement**

La trésorerie nette consolidée du groupe Eurazeo est passée de 649,7 millions d'euros (dont 92,7 millions d'euros de trésorerie à accès restreint) au 31 décembre 2012 à 851,6 millions d'euros (dont 104,4 millions d'euros de trésorerie à accès restreint) au 30 juin 2013.

Les flux générés par l'activité se sont élevés à - 48,3 millions d'euros au 30 juin 2013 à comparer à des flux de - 60,7 millions d'euros au premier semestre 2012. L'augmentation de la part des véhicules exploités dans le cadre de la location opérationnelle depuis 2010 a un impact significatif sur les flux d'acquisition de flotte (incidence de la dé-comptabilisation des véhicules du bilan). Retraités du besoin en fonds de roulement lié à la flotte de véhicules, les flux générés par l'activité se montent à 228,1 millions d'euros en augmentation de 32,8 % par rapport au premier semestre 2012.

Les flux liés aux opérations d'investissement et de désinvestissement se sont élevés à 705,0 millions d'euros pour les six premiers mois de 2013 contre 10,4 millions d'euros au titre des six premiers mois de 2012 et sont le reflet de la poursuite de la rotation du portefeuille. Il s'agit notamment des flux liés aux

cessions de titres Rexel (324,1 millions d'euros) et de la participation dans Edenred (602,6 millions d'euros) et des acquisitions de la société IES par le groupe Eurazeo Croissance et la société Idéal Résidence par le groupe Eurazeo PME.

Enfin les flux liés aux opérations de financement ont eu un impact sur la trésorerie du premier semestre 2013 d'un montant de - 451,3 millions d'euros (+ 215,8 millions d'euros au 30 juin 2012) et comprennent essentiellement le remboursement de la dette adossée aux titres Edenred (275,0 millions d'euros), le rachat de titres d'autocontrôle pour 31,6 millions d'euros et le versement du dividende de 76,2 millions d'euros. Au 30 juin 2012, le refinancement des lignes de crédit du groupe Europcar avait généré un encaissement de 295,5 millions d'euros (après décote) lié à l'émission obligataire. Une soulte de 67,1 millions d'euros avait été décaissée sur le premier semestre 2012 dans le cadre de la renégociation des swaps.

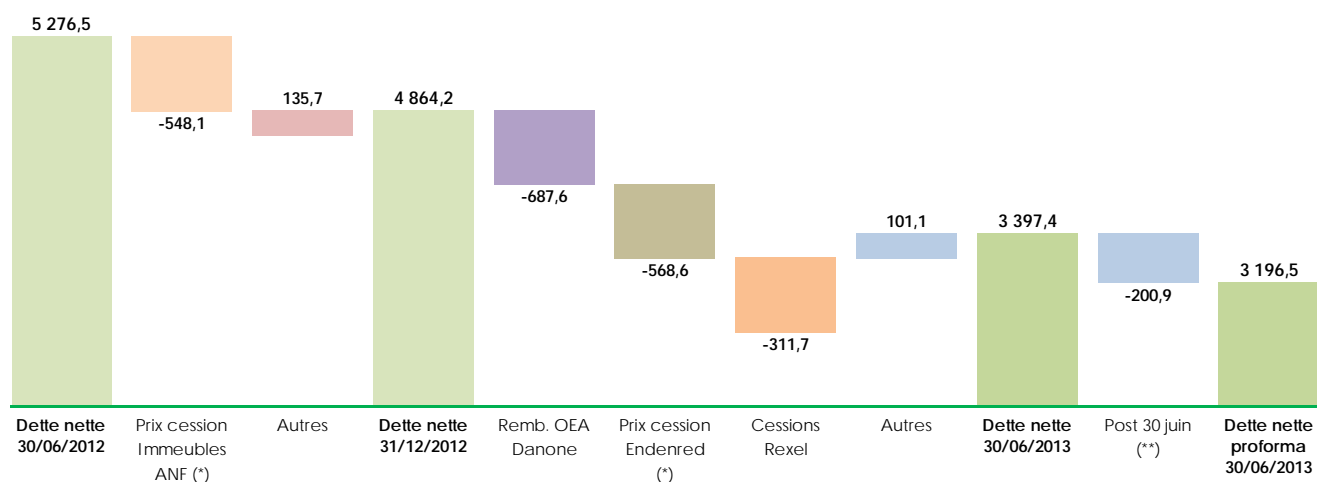
Le tableau de flux de trésorerie figure à la section 7 du présent document.

La dette nette consolidée du groupe Eurazeo est passée de 6 784,4 millions d'euros au 30 juin 2012 (6 021,2 millions d'euros au 31 décembre 2012) à 4 843,4 millions d'euros au 30 juin 2013 compte tenu essentiellement des opérations de cessions intervenues sur le semestre.

Hors dettes de flotte Europcar, l'endettement net du Groupe ressort à 3 397,4 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 4 864,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 5 276,5 millions d'euros au 30 juin 2012. En tenant compte des opérations postérieures au 30 juin 2013 (notamment les cessions de The Flexitlic Group et du bloc Rexel), l'endettement pro forma s'établit à 3 196,5 millions d'euros.

Rapport financier semestriel

L'évolution de la dette nette consolidée (hors dettes de flotte Europcar) depuis le 30 juin 2012, est la suivante :



(*) net distribution Minoritaires / EP

(**) Acquisition Péters Surgical par Eurazeo PME et cessions The Flexitallic Group et du bloc Rexel du mois d'août 2013

La ventilation de l'endettement du groupe Eurazeo, les engagements liés à la dette consolidée et les risques de liquidité figurent à la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Depuis, le 31 décembre 2012, l'évolution de la situation financière du groupe Eurazeo est présentée dans le tableau ci-après :

En M€	06-2013	12-2012
Trésorerie à accès restreint	104,4	92,7
Actifs financiers*	64,1	72,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	768,8	583,2
Trésorerie disponible	832,9	656,1
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	3 518,9	5 400,1
Concours bancaires et emprunts à moins d'un an	2 261,9	1 370,0
Dettes financières	5 780,7	6 770,0
	06-2013	06-2012
Produits de trésorerie (1)	-182,0	-10,3
Coût de l'endettement financier brut	-220,5	-261,5
Coût de l'endettement financier net	-402,5	-271,8

* Autres actifs financiers non courants et actifs financiers de gestion de trésorerie

(1) Y compris produits et charges résultant de la négociation de dérivés

- **Evolution de la structure de financement d'Eurazeo SA**

L'évolution depuis le 30 juin 2012 est la suivante :

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Trésorerie immédiatement disponible	536,2	255,5	83,0
Intérêts courus sur Obligations échangeables en actions Danone	-	-24,5	-2,5
Divers actifs - passifs	101,0	60,4	76,7
Trésorerie	637,2	291,5	157,2
Dette non affectée	-	-110,3	-110,4
Trésorerie nette	637,2	181,2	46,8

En tenant compte des opérations postérieures au 30 juin 2013 (et notamment la cession de titres Rexel du 7 août 2013), la trésorerie immédiatement disponible est de plus de 700 millions d'euros contre 536 millions d'euros au 30 juin 2013.

Eurazeo elle-même n'a plus de dette depuis le remboursement par anticipation des obligations échangeables en titres Danone.

La Société dispose en outre de sa ligne de crédit syndiqué non tirée d'un milliard d'euros qui est disponible jusqu'à juillet 2016.

Rapport financier semestriel

3.2. Activité des principales filiales

Chiffre d'affaires économique

	06-2013			06-2012*			Variation de la part du Groupe
	CA consolidé	% d'intégration	CA - part du Groupe	CA consolidé	% d'intégration	CA - part du Groupe	
Sociétés consolidées par intégration globale							
Eurazeo	10,6	100,0%	10,6	9,0	100,0%	9,0	+17,9%
ANF Immobilier	17,1	100,0%	17,1	14,5	100,0%	14,5	+18,0%
APCOA	334,0	100,0%	334,0	340,1	100,0%	340,1	-1,8%
Elis	600,0	100,0%	600,0	580,7	100,0%	580,7	+3,3%
Europcar	863,9	100,0%	863,9	888,1	100,0%	888,1	-2,7%
Eurazeo PME	220,3	100,0%	220,3	206,4	100,0%	206,4	+6,8%
3SP Group	21,6	100,0%	21,6	22,2	100,0%	22,2	-3,0%
Autres entités consolidées	15,7	100,0%	15,7	32,4	100,0%	32,4	-51,6%
Chiffre d'affaires consolidé	2 083,3		2 083,3	2 093,4		2 093,4	-0,5%
Sociétés consolidées par mise en équivalence							
Accor	2 694,0	10,1%	273,0	2 717,1	10,1%	275,4	-0,8%
Rexel	6 468,8	11,1%	716,9	6 568,1	11,1%	727,9	-1,5%
Moncler	246,7	45,0%	111,0	225,0	45,0%	101,3	+9,6%
Foncia	287,6	40,1%	115,2	286,7	40,1%	114,8	+0,3%
Intercos	153,1	39,6%	60,7	138,2	39,6%	54,8	+10,8%
Fonroche	19,6	39,3%	7,7	29,1	39,3%	11,4	-32,6%
Chiffre d'affaires proportionnel			1 284,5			1 285,5	-0,1%
Chiffre d'affaires économique			3 367,8			3 378,9	-0,3%
<i>Total Eurazeo capital - économique</i>			<i>3 074,8</i>			<i>3 083,0</i>	<i>-0,3%</i>
<i>Total Eurazeo PME - économique</i>			<i>220,3</i>			<i>206,4</i>	<i>+6,8%</i>
<i>Total Eurazeo Croissance - économique</i>			<i>29,3</i>			<i>33,7</i>	<i>-13,0%</i>
<i>Total Eurazeo Patrimoine - économique</i>			<i>17,1</i>			<i>14,5</i>	<i>+18,0%</i>
<i>Total Holding et autres - économique</i>			<i>26,3</i>			<i>41,4</i>	<i>-36,5%</i>

retraité des opérations sur le périmètre.

Retraité de la déconsolidation de Fraikin, de l'acquisition d'Idéal Résidences par Eurazeo PME, des cessions d'Edenred, de Mors Smitt par Eurazeo PME et d'une partie de ses actifs par ANF Immobilier, le chiffre d'affaires économique s'est établi à 3 368 millions d'euros sur l'ensemble du semestre, stable à -0,3 % comparé au 1er semestre 2012. A données publiées, il est en baisse de 4,3 % essentiellement du fait des cessions.

S'agissant des sociétés consolidées par intégration globale, le chiffre d'affaires à données retraitées au cours du semestre affiche un léger recul de -0,5 % (-0,4 % au 1er trimestre et -0,6 % au 2ème trimestre), reflétant une bonne performance d'Eurazeo PME et d'Elis et une baisse limitée des revenus chez APCOA et Europcar.

Le chiffre d'affaires des sociétés consolidées par mise en équivalence est stable sur le semestre, tiré par la poursuite de la forte dynamique de Moncler et d'Intercos.

Eurazeo enregistre une inflexion positive de son chiffre d'affaires économique entre le 1er et 2ème trimestre 2013 : +0,1 % à données retraitées contre -0,9 %.

Eurazeo Capital (10 sociétés, 64 % de l'ANR au 1er semestre 2013)

Accor (mise en équivalence)

Accor a engagé depuis le 2nd semestre 2012 des mesures de transformation dans quatre domaines distincts afin de consolider la performance du groupe et d'accélérer sa croissance : des initiatives stratégiques dans le domaine de la distribution avec 120 millions d'euros sur 4 ans ; un plan d'économies de 100 millions d'euros sur 2013-2014, dont l'essentiel des effets pour 2013 portera sur le 2nd semestre ; la création de la Direction Générale Asset & Investissements ; et enfin la mise en place d'une organisation par marques en Europe.

Durant l'été, l'activité est restée soutenue et la tendance devrait se poursuivre sur le second semestre de l'année.

Compte tenu de ces éléments, l'objectif de résultat d'exploitation s'établit entre 510 et 530 millions d'euros en 2013, à comparer avec un résultat d'exploitation de 526 millions d'euros en 2012.

Accor enregistre au 1er semestre 2013 une bonne performance de son chiffre d'affaires sur l'ensemble des segments et dans les marchés clés du groupe, marqué par la forte progression du chiffre d'affaires lié aux redevances de management et franchise (+15,9 %). Le chiffre d'affaires total s'établit à 2 694 millions d'euros, en hausse de +1,8% à périmètre et change constants, et en baisse de -0,9 % en données publiées par rapport au premier semestre 2012. A données comparables, le chiffre d'affaires de l'Hôtellerie Haut et Milieu de gamme s'inscrit en hausse de +2,3 % et celui de l'Hôtellerie Economique affiche une progression de +0,5 %.

Le résultat d'exploitation s'établit à 198 millions d'euros au 1er semestre 2013, contre 212 millions d'euros au 30 juin 2012.

Le groupe a poursuivi au 1er semestre son développement avec l'ouverture de 9 940 nouvelles chambres, à 80 % en asset light. Le plan de développement 2013-2016 est bien engagé, avec 117 700 chambres dans le pipeline à fin juin, dont 84% en contrats de management et de franchise et 50 % en Asie-Pacifique. Programme d'asset management: au 28 août 2013, l'ensemble des opérations sécurisées pour 2013 implique une réduction de 248 millions d'euros de la dette nette retraitée sur la période 2013.

APCOA (intégration globale)

APCOA a réalisé un chiffre d'affaires de 334,0 millions d'euros au 1er semestre 2013, en légère hausse de +1,6 % à taux de change constants et retraité de l'impact des renégociations de deux importants aéroports qui a eu lieu au cours du 1er semestre 2012. Cette progression se répartit en un léger recul de -0,4% au 1er trimestre, pénalisé par les mauvaises conditions météorologiques du début d'année en Allemagne, Royaume-Uni et Scandinavie, et par une progression de +3,7 % au 2ème trimestre. Le segment des aéroports est en croissance au 1er semestre malgré l'effet climatique tandis que les parkings de centre-ville affichent un chiffre d'affaires stable.

Rapport financier semestriel

A données publiées, le chiffre d'affaires est en baisse de -1,8% au 1er semestre 2013.

L'EBITDA est en recul de -4,8 % à données publiées à 25,5 millions d'euros et -4,6 % à données comparables, pénalisé par les conditions climatiques et une performance dégradée sur l'activité voirie en Scandinavie.

La dette nette d'APCOA ressort à 642 millions d'euros contre 659 millions d'euros au 1er semestre 2012, en baisse de -2,7 % à données publiées et -1,2 % à taux de change constants.

Elis (intégration globale)

Elis réalise une bonne performance en France. L'international, qui continue d'enregistrer une situation différenciée selon les pays, bénéficie de la bonne intégration des sociétés récemment acquises.

Le chiffre d'affaires du groupe est en progression de +3,3 % à données publiées au 1er semestre 2013 à 600 millions d'euros sous l'effet d'une progression en France de +2,3 % et d'une hausse de +16,4 % de l'activité internationale qui est tirée par les acquisitions, en particulier Inotex en Suisse (27 millions de chiffre d'affaires annuel en 2012) et Cleantex en Allemagne. La production est en recul de 34 % sous l'effet de la déconsolidation de Molinel, spécialiste des vêtements professionnels, cédé en avril 2013.

A données comparables, les ventes progressent de +1,0 % au cours du 1er semestre 2013 (+0,2 % au 1er trimestre et +1,7 % au 2ème trimestre) avec une performance solide en France, grâce notamment au linge plat, tandis que l'international enregistre une évolution positive de son activité en Allemagne et Suisse et continue de pâtir du contexte macro-économique en Europe du Sud.

La progression de l'activité conjuguée à la maîtrise des frais fixes en France, à l'effet positif du CICE et à la bonne intégration des acquisitions ont permis :

- Une progression de l'EBITDA de +8,2 % à 190,3 millions d'euros. La marge d'EBITDA s'améliore ainsi de 140 points de base à 31,7 % au cours de la période, contre 30,3 % au 1er semestre 2012 ;
- Une progression de l'EBIT de +11,4 %, une fois retraité l'impact exceptionnel du rallongement de la durée d'amortissement du linge, soit un EBIT retraité de 92,2 millions d'euros (contre 82,8 millions d'euros retraité au 1er semestre 2012) versus 100,5 millions d'euros publiés. Cet effet temporaire devrait passer de 40 millions d'euros en 2012 à 12 millions d'euros en 2013 pour enfin disparaître et revenir à la normale en 2014.

Le groupe Elis a finalisé avec succès son plan global de refinancement au printemps 2013 portant sur un montant total de 2 milliards d'euros, profitant de conditions de marché particulièrement favorables. Cette opération permet ainsi à Elis de repousser à 2017 ses prochaines échéances, pour se concentrer sur les différents projets de création de valeur en cours :

- Extension jusqu'en octobre 2017 (plus trois ans) de 895 millions d'euros de dette bancaire et des lignes de crédit revolving,

- Emission d'obligations haut-rendement sécurisées pour un montant de 450 millions d'euros à maturité 2018, portant un taux d'intérêt de 6 % ;
- Placement privé d'obligations seniors subordonnées pour un montant total de 380 millions d'euros, et d'obligations PIK pour un montant total de 173 millions d'euros remboursables en décembre 2018 ;
- Renégociation des swaps permettant de revenir, au-delà de 2013, sur un niveau normatif de frais financiers cash de l'ordre de 115 millions d'euros par an ;
- La dette nette ressort à 2 003 millions d'euros, en progression de +1,7 % par rapport au 30 juin 2012, liée pour l'essentiel à ce refinancement.

Europcar (Intégration globale)

Les résultats d'Europcar progressent fortement au 1er semestre 2013 sous l'effet de la poursuite du programme de transformation Fast Lane, initié en 2012. Dans ce cadre, le groupe continue de déployer des initiatives d'amélioration de la qualité de son chiffre d'affaires, notamment l'optimisation stricte de la gestion des prix en fonction de la capacité disponible, et des initiatives de réduction de ses coûts, tant opérationnels (en particulier la gestion de la flotte), que structurels au niveau des sièges et du réseau. Par ailleurs, Europcar mène également une gestion active de sa trésorerie.

Le groupe a vu ses coûts de flotte unitaires baisser sensiblement (-6.4 %) tandis que le taux d'utilisation continuait à progresser de 1,1 point sur le semestre (et de +1,3 point à 76,7 % au 2ème trimestre 2013).

Ainsi, le corporate EBITDA s'établit à 18 millions d'euros au 1er semestre 2013, contre 7,8 millions d'euros au 1er semestre 2012, malgré la baisse de 24 millions d'euros de son chiffre d'affaires.

En effet, dans un contexte de marché resté difficile pour le segment Corporate et pénalisé par des conditions météorologiques défavorables sur l'ensemble du semestre, Europcar enregistre une baisse de son chiffre d'affaires limitée de -2,7 % à données publiées à 864 millions d'euros et de -1,9 % à taux de change constant. Au global, les volumes se maintiennent au cours de ce 1er semestre 2013 (-0,3 % en nombre de jours de location) tandis que l'évolution du RPD enregistre une inflexion positive au second trimestre 2013 (-1,6 % du RPD à taux de change constant au 1er semestre 2013 dont -0,6 % au 2ème trimestre).

La dette nette corporate s'établit à 567 millions d'euros au 1er semestre 2013, stable comparé au 1er semestre 2012. De plus, Europcar améliore sensiblement la gestion de son BFR flotte et non flotte.

Il est à noter que les résultats d'Europcar connaissent une forte saisonnalité puisque près d'un tiers du chiffre d'affaires est traditionnellement réalisé au 3ème trimestre.

L'objectif d'amélioration du corporate EBITDA de 50 millions est maintenu au terme du programme Fast Lane qui se poursuivra jusqu'à fin 2014.

Foncia (mise en équivalence)

Après un chiffre d'affaires en baisse de -4,4 % au 1er trimestre 2013, Foncia enregistre une stabilité de ses ventes à 288 millions d'euros (+0,3 %) au 1er semestre 2013, grâce à une bonne performance de la gestion locative, tirée par un solde positif net du nombre de lots gérés, et à la résistance de la copropriété soit une progression globale du chiffre d'affaires de l'Administration de Biens de +1,6 % au cours du 1er semestre 2013 (-1,4 % au 1er trimestre, +4,3 % au 2ème trimestre).

Dans l'activité Transaction, la société bénéficie au 2ème trimestre des premiers effets liés à la montée en puissance des commerciaux recrutés depuis fin 2012, notamment sur les zones les plus attractives, et d'une base de comparaison assainie (le 1er trimestre 2012 avait enregistré d'un pic d'activité précédant les nouvelles mesures fiscales). Le chiffre d'affaires Transaction est en retrait de -10,2 % au cours du 1er semestre 2013, qui se répartit en un recul de -23,3 % au 1er trimestre et une progression de +3,9 % au 2ème trimestre.

Au 1er semestre 2013, l'EBITDA suit une évolution comparable à celle du chiffre d'affaires, stable par rapport au 1er semestre 2012, en dépit du renforcement de la force de vente et de la baisse des revenus de la Transaction et des produits mandants, pénalisés par la baisse des taux d'intérêt. Le groupe a mené une gestion stricte de ses coûts dans les agences. L'EBITDA s'établit ainsi à 44,2 millions d'euros contre 44,6 millions au cours de la période précédente.

Malgré l'impact cash des acquisitions réalisées pour un montant total de 14 millions d'euros sur ce 1er semestre 2013, la génération de cash-flow sur le 1er semestre permet une réduction de la dette nette de 5,5 % (soit 20 millions d'euros) à 339 millions d'euros. Le ratio Dette nette / EBITDA s'établit à 3,8x contre 4,3x au 30 juin 2012.

Foncia poursuit activement son plan de transformation, axé sur l'évolution de ses offres et la qualité de service, le recentrage sur les zones stratégiques et la relance de la croissance externe. Dans cette perspective, le groupe a notamment lancé un nouveau plan d'actions commerciales sur l'ensemble de ses métiers, à l'occasion de ses 40 ans, mis en ligne une nouvelle version de son site myfoncia.fr et réalisé sept acquisitions au cours du 1er semestre (pour un chiffre d'affaires en année pleine de 12,4 millions d'euros).

Moncler (mise en équivalence)

Le chiffre d'affaires du groupe Moncler (incluant la division Moncler d'une part et la division sportswear d'autre part, avec Henry Cotton's, Marine Yachting, Coast Weber Ahaus et la licence 18CRR81 Cerruti) s'établit à 247,0 millions d'euros au 1er semestre 2013, en hausse de +10 % comparé au 1er semestre 2012 ; la marque Moncler progresse de +18 % et la division Sportswear est en recul de -9 %.

La marque Moncler continue d'enregistrer une très forte progression de son chiffre d'affaires. Il ressort à 183 millions d'euros en données publiées, en progression de +18 % malgré une base de comparaison élevée (+38 % au 1er semestre 2012) et l'impact négatif de l'évolution des taux de change (+22 % à taux de change constants contre +18 % à données publiées).

Au cours de ce 1er semestre, la marque Moncler a poursuivi activement le développement de son réseau de magasins en propre avec l'ouverture de quatre nouvelles boutiques en Europe. Le réseau de magasins en propre représente désormais plus de la moitié du chiffre d'affaires de la marque, contre 44 % au 1er semestre 2012. A nombre de magasins et taux de change constants, le chiffre d'affaires des magasins en propre connaît une croissance de +16 %, ce qui se compare à +13 % pour l'année pleine 2012.

L'ensemble des zones géographiques enregistrent des performances solides, à l'exception de l'Italie où l'activité est stable malgré une bonne performance des magasins en propre.

Au 30 juin 2013 le réseau compte 87 magasins en propre.

Rexel (mise en équivalence)

Au 2ème trimestre, Rexel a enregistré un chiffre d'affaires de 3 314,9 millions d'euros, en baisse de -0,8 % en données publiées et en baisse de -3,3 % en données comparables et à nombre de jours constant. Cette baisse de -3,3 % reflète des conditions de marché toujours difficiles en Europe et une évolution positive aux Etats-Unis, Chine et Brésil.

L'EBITA publié ressort à 172,4 millions d'euros au 2ème trimestre, en baisse de 7,6 % par rapport au 2ème trimestre 2012. La marge d'EBITA ajusté⁴ s'est établie à 5,5 %, une baisse limitée de 20 points de base par rapport à l'année dernière grâce à la poursuite de la discipline sur la marge et à un strict contrôle des coûts.

Rapport financier semestriel

A fin juin 2013, la dette nette s'établit à 2 628,9 millions d'euros, quasiment stable sur le semestre. Le ratio d'endettement (Dette financière nette / EBITA), calculé selon les termes du contrat de crédit senior, s'élevait à 3,16x contre 2,95x au 31 décembre 2012. Il repassera en dessous de 3 fois à la fin de l'année.

En tenant compte de conditions de marché qui demeureront difficiles, en particulier en Europe et dans le Pacifique, et en prenant l'hypothèse que le prix du cuivre ne connaîtra pas de rebond au second semestre, Rexel prévoit sur l'ensemble de l'année des ventes organiques inférieures de 2 % à 3 % à celle de l'année dernière (contre « une croissance organique des ventes légèrement positive » annoncée en février dernier).

En raison de cette nouvelle prévision de ventes, le groupe Rexel vise une marge d'EBITA ajusté comprise entre 5,5% et 5,6% sur l'ensemble de l'année (contre « une marge d'EBITA ajusté stable à 5,7 % » annoncée en février dernier), qui confirme la résistance de son modèle économique.

Rexel confirme son objectif d'un flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts de plus de 600 millions d'euros, correspondant à environ 300 millions d'euros après intérêts et impôts (inchangé par rapport aux chiffres annoncés en février dernier).

Eurazeo Patrimoine (7% de l'ANR)

ANF Immobilier (intégration globale)

La croissance organique des loyers s'élève à +10 % sur les actifs de Marseille, Lyon et B&B (hors impact des acquisitions et cessions). En ajoutant les acquisitions d'actifs réalisées depuis 2012, les loyers consolidés sont en progression de 18 % sur la base des comptes proforma publiés. La croissance organique des loyers est principalement liée aux baux de commerces.

L'EBITDA s'élève à 11,4 millions d'euros, les économies de frais de structure ont permis une amélioration de la marge d'EBITDA de 60,0 % au 1er semestre 2012 à 66,7 % au 1er semestre 2013. En outre, la diminution des frais financiers nets liés à la baisse des taux d'intérêts de marché a permis une amélioration du cash-flow courant de 56,6 %. Le coût moyen de la dette est en baisse pour s'établir désormais à 3,1 %. La variation de valeur du patrimoine est positive et s'élève à 3,4 millions d'euros. Le résultat net consolidé ressort ainsi à 10,8 millions d'euros contre 18,0 millions d'euros publié au 30 juin 2012.

La valeur du patrimoine d'ANF Immobilier au 30 juin 2013 ressort à 927 millions d'euros, en hausse de 3 %. L'actif triple Net Réévalué EPRA au 30 juin 2013 s'établit à 30,7 euros par action hors droit. L'ANR reste ainsi stable après prise en compte de la distribution annuelle de dividendes de 1,0 euro/action lors du 1er semestre.

ANF Immobilier a remporté l'appel d'offre de la Banque de France pour ses immeubles de Lyon, situé rue de la République. Le groupe compte y réaliser un projet commercial (3 000 m²). Au cours du semestre, 22,0 millions d'euros ont été investis en travaux à Marseille et Lyon. Le Groupe a également mis en œuvre sa stratégie de déploiement sur des actifs tertiaires en développement situés dans des métropoles régionales françaises : 27,8 millions d'euros ont été investis à ce titre. Le Groupe développe ainsi sa stratégie d'acquisition de 240 millions d'euros permettant le rééquilibrage et la diversification du patrimoine.

Par ailleurs, ANF Immobilier a poursuivi les cessions, notamment des actifs de logements à Marseille. D'ici la fin de l'année 2013, le groupe confirme son objectif de croissance des loyers proforma de +14 % ainsi que la poursuite de l'amélioration de sa rentabilité. Pour le moyen terme, il poursuivra le rééquilibrage en cours de son portefeuille consistant à réduire l'exposition en logements notamment à Marseille au profit d'actifs tertiaires dans d'autres métropoles régionales.

Eurazeo PME (10 sociétés du portefeuille, 7% de l'ANR)

Le chiffre d'affaires d'Eurazeo PME au 1er semestre 2013 s'établit à 220 millions d'euros contre 218 millions d'euros au 1er semestre 2012, soit une progression de +1 % à données publiées et de +7 % à données retraitées. La croissance du chiffre d'affaires est tirée par The Flexitallic Group (+21 % en données publiées) qui enregistre un bon niveau d'activité en France et aux Etats-Unis. L'opération de croissance externe de début d'année, Custom Rubber Products, réalise une bonne performance sur le premier semestre et les premiers effets de l'intégration dans le groupe Flexitallic sont visibles. Dessange connaît également une hausse de son activité, avec de nouvelles ouvertures de salons sur le semestre et poursuit l'intégration de ses implantations aux Etats-Unis. Cette croissance est en partie compensée par la baisse de la fréquentation de -5,6 % dans les restaurants Léon de Bruxelles, liée à une conjoncture économique difficile.

L'EBITDA des participations s'établit à 34,8 millions d'euros, en diminution de 7 % en données publiées et de 2 % en données comparables.

Eurazeo Croissance (4 sociétés, 4% de l'ANR)

Le portefeuille d'Eurazeo Croissance est composé de quatre sociétés : Fonroche, 3SP Group, I-Pulse et IES.

Le chiffre d'affaires de Fonroche de 19,6 millions d'euros au 1er semestre 2013 est essentiellement réalisé par la vente d'électricité en France (52 MW) et en Inde (22 MW), alors que les ventes étaient composées quasi-exclusivement d'installations de centrales au 1er semestre 2012. Aboutissement des constructions de centrales pour compte propre depuis plusieurs années, cette transformation du modèle de Fonroche conduit désormais à une prédominance de la vente d'électricité, qui présente un caractère récurrent et une rentabilité élevée. Le résultat opérationnel de Fonroche a ainsi augmenté de l'ordre de 50 % par rapport au 1er semestre 2012.

Chez 3SP Group, la forte croissance des activités terrestres (+44 %) et industrielles (+37 %) s'est poursuivie, mais l'absence de commandes en sous-marin conduit à la stabilité du chiffre d'affaires et à la dégradation de la rentabilité au premier semestre.

4. Gestion des risques - Litiges

4.1. Gestion des risques

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macroéconomiques et sectoriels, opérationnels, de marché, industriels, environnementaux et juridiques. Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans la section « Gestion des risques - Facteurs de risques et assurances » du rapport du Directoire du document de référence 2012 déposé auprès de l'AMF le 15 avril 2013. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces risques au cours du premier semestre 2013.

4.2. Litiges

B&B Hotels

Dans le cadre de la garantie donnée par Eurazeo lors de la cession de Groupe B&B Hotels concernant les litiges opposant les sociétés de Groupe B&B Hotels à certains anciens gérants mandataires, les appels en garantie à l'encontre d'Eurazeo ont donné lieu au versement de sommes représentant un total de 2 048,2 milliers d'euros au 30 juin 2013 dont 1 578,5 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

5. Transactions avec les parties liées

La note 20 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels rend compte des transactions avec les parties liées, spécifiques au semestre. Par ailleurs, le rapport du Directoire portant sur les comptes consolidés de l'exercice 2012 précise les rémunérations fixées pour 2013 aux membres du Directoire, ainsi que les opérations sur titres mentionnées à l'article L 621-18-2 du Code Monétaire et Financier réalisées par ceux-ci.

Rapport financier semestriel

6. Actif Net Réévalué

- Actif net Réévalué au 30 juin 2013

	% dét.	Nb titres	Cours	ANR au 30 juin 2013	avec ANF à son ANR
			€	En M€	ANF @ 30,7 €
Eurazeo Capital				2 549,5	
Investissements non cotés				1 725,0	
Investissements cotés				824,6	
Rexel	11,08%	31 368 739	17,32	543,2	
Accor	8,83%	20 101 821	26,60	534,8	
Dette nette Accor				-253,5	
Accor net* (1)		20 101 821		281,3	
Eurazeo Croissance				172,0	
Eurazeo PME				278,8	
Eurazeo Patrimoine				282,2	353,4
ANF Immobilier	48,93%	8 675 095	22,49	195,1	266,3
Colyzeo et Colyzeo 2 (1)				87,0	
Autres Titres cotés				5,3	
Danone	0,01%	94 227	56,67	5,3	
Autres Titres				15,5	
Trésorerie				637,2	
Impôts sur les plus-values latentes				-51,5	-65,5
Autocontrôle	3,39%	2 346 578		82,7	
Valeur totale des actifs après IS				3 971,9	4 029,1
ANR par action				58,0	58,8
Cours de bourse					
Nombre d'actions				68 502 238	68 502 238

* Net des dettes affectées

(1) Les titres Accor détenus indirectement au travers des fonds Colyzeo sont classés sur la ligne relative à ces fonds.

• Comparaison du 30/06/2013 par rapport au 31/12/2012 et 30/06/2012

En millions d'euros	30/06/2013		31/12/2012		30/06/2012	
	ANR	ANR avec ANF à son ANR	ANR	ANR avec ANF à son ANR	ANR	ANR avec ANF à son ANR
Eurazeo Capital						
Investissements non cotés	1 725	1 725	1 613	1 613	1 439	1 439
Investissements cotés (1)	825	825	1 240	1 240	1 071	1 071
Eurazeo Croissance	172	172	161	161	105	105
Eurazeo PME	279	279	227	227	194	194
Eurazeo Patrimoine (1)	282	353	291	356	562	682
Autres Titres cotés	5	5	-	-	-	-
Autres Titres non cotés	16	16	15	15	17	17
Trésorerie	637	637	291	291	157	157
Dette non affectée	-	-	(110)	(110)	(110)	(110)
Autocontrôle	83	83	75	75	64	64
Impôts sur les plus-values latentes	(51)	(65)	(54)	(67)	(85)	(109)
ANR	3 972	4 029	3 751	3 802	3 414	3 511
Nombre d'actions ajusté	68,5	68,5	69,3	69,3	69,3	69,3
ANR par action	58,0	58,8	54,1	54,9	49,2	50,6

(1) Les titres Accor/Edenred détenus indirectement au travers des fonds Colyzeo sont classés sur la ligne relative à ces fonds, soit sur la ligne Eurazeo Patrimoine.

6.1. Méthodologie

L'Actif Net Réévalué (ANR) est élaboré à partir de la situation nette issue des comptes annuels d'Eurazeo² retraitée afin d'intégrer les investissements à leur juste valeur estimée en conformité avec les recommandations faites par l'International Private Equity Valuation Guidelines³ (IPEV).

Selon ces recommandations qui se réfèrent à une approche multicritères, la méthode privilégiée pour valoriser les **investissements non cotés** d'Eurazeo repose sur des multiples de comparables (capitalisation boursière ou de transaction) appliqués à des agrégats extraits du compte de résultat.

Cet exercice implique de recourir à un ensemble de jugements, en particulier dans les domaines décrits ci-après :

- afin d'assurer la pertinence de l'approche, les échantillons de comparables sont stables dans le temps et incluent les sociétés présentant les caractéristiques les plus proches possibles de nos participations, notamment en terme d'activité et de position de marché ; le cas échéant, ces échantillons peuvent être ajustés pour refléter les comparables les plus pertinents ;
- les agrégats de résultat auxquels sont appliqués les multiples pour obtenir la valeur d'entreprise sont principalement le résultat d'exploitation, « EBIT », ou l'excédent brut d'exploitation, « EBITDA ». Les multiples utilisés sont appliqués à

² Y compris, par transparence jusqu'au niveau des sociétés opérationnelles, les actifs et passifs des holdings et fonds intermédiaires contrôlés par Eurazeo.

³ Ces recommandations sont reconnues par la plupart des associations de capital investissement dans le monde, notamment par l'AFIC en France, et appliquées par de nombreux fonds. Elles sont disponibles sur le site <http://www.privateequityvaluation.com/>.

- des données extraites des comptes historiques (méthode préférentielle)⁴ ou, le cas échéant de comptes prévisionnels de l'année à venir dans la mesure où ceux-ci sont susceptibles d'apporter une information complémentaire pertinente ;
- la valeur de chaque participation est ensuite obtenue en soustrayant à la valeur d'entreprise, déterminée après prise en compte, le cas échéant, d'une prime de contrôle appliquée sur la valeur des capitaux propres, (i) les dettes financières nettes à leur valeur nominale, historiques ou prévisionnelles selon le cas, (ii) une décote de liquidité, si applicable, et (iii) le montant revenant, le cas échéant, aux autres investisseurs selon leur rang et aux dirigeants des participations.

Eurazeo PME est évaluée sur la base de son ANR audité au 30 juin 2013. La juste valeur des investissements, selon les recommandations IPEV, est essentiellement fonction de transactions récentes sur l'investissement et de multiples de comparables boursiers ou de transactions. Ces valorisations ont été revues par les Commissaires aux comptes d'Eurazeo PME.

Au 30 juin 2013, les valeurs retenues pour Elis, Europcar Groupe, Gruppo Banca Leonardo, Moncler, Foncia, Intercos, 3SP Group et Fonroche, ont fait l'objet d'une revue détaillée effectuée par un évaluateur professionnel indépendant, Accuracy⁵. Cette revue conclut que les valeurs retenues sont raisonnables et établies selon une méthodologie d'évaluation conforme avec les recommandations de l'IPEV. Les investissements récents (IES et I-Pulse) sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Les investissements cotés⁶ (Investissements cotés et autres actifs cotés) sont évalués en fonction de la moyenne sur les 20 derniers jours au jour de l'évaluation des moyennes quotidiennes des prix pondérés par les volumes. La liquidité des titres des sociétés concernées étant satisfaisante, il n'est pas appliqué de décote sur le cours retenu, ni de prime. Dans le cas où les titres seraient détenus à travers une société endettée spécifiquement à cet usage, c'est le montant par transparence, net des dettes contractées par les holdings portant les titres, qui est pris en compte dans l'ANR.

Les investissements en **Immobilier** sont valorisés, à la date d'évaluation, comme suit : (i) dans le cas d'ANF Immobilier, de manière analogue aux investissements cotés, c'est-à-dire sur la base de son cours de bourse (moyenne 20 jours des moyennes quotidiennes pondérées), (ii) dans le cas des fonds (Colyzeo et Colyzeo 2), sur la base des derniers éléments communiqués par les gérants.

⁴ Comptes consolidés de chaque participation utilisés pour l'établissement des comptes consolidés IFRS d'Eurazeo avant dépréciation des écarts d'acquisition et amortissement des incorporels reconnus dans les regroupements d'entreprise. Ces données sont retraitées, le cas échéant, d'éléments non récurrents.

⁵ Conformément à la définition de sa mission, Accuracy a fondé son opinion en comparant les valeurs retenues par Eurazeo aux fourchettes d'estimations obtenues en utilisant les méthodes d'évaluation jugées les plus pertinentes. Les travaux et diligences réalisés par Accuracy se sont appuyés sur (i) les informations communiquées par Eurazeo, notamment plans d'affaires et éléments de prévisions disponibles et (ii) les informations publiquement disponibles.

⁶ Les participations du secteur « Industrie-Services » cotées correspondent à des investissements dans des sociétés cotées dans lesquelles Eurazeo exerce une position de contrôle ou d'influence, ce qui n'est pas le cas pour les autres actifs cotés.

La **trésorerie nette**⁷ et les actions d'autocontrôle d'Eurazeo sont valorisées au jour de l'évaluation. Pour les actions d'autocontrôle qui peuvent être affectées aux plans d'option d'achat, la valorisation est fonction du plus petit prix entre le cours de clôture et le prix d'exercice.

L'Actif Net Réévalué est communiqué après prise en compte de **la fiscalité sur les plus-values latentes** et des droits revenants, le cas échéant, aux équipes de management. Le nombre d'actions est le nombre d'actions composant le capital d'Eurazeo diminué le cas échéant des titres d'autocontrôle destinés à être annulés.

6.2. Attestation des Commissaires aux comptes relative à l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo au 30 juin 2013

L'attestation des Commissaires aux comptes relative à l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo au 30 juin 2013 figure en pages 113 à 116.

⁷ Trésorerie nette des divers actifs circulants et passifs d'exploitation d'Eurazeo retenus à leur valeur nette comptable.

7. Comptes semestriels consolidés

TABLE DES MATIERES

Etat de la situation financière consolidée – actif	44
Etat de la situation financière consolidée – passif et capitaux propres	45
Etat du résultat consolidé	46
Etat des produits et des charges comptabilisés.....	47
Etat de la variation des capitaux propres consolidés	48
Tableau des flux de trésorerie consolidés	49
Contexte général et modalités d'établissement des comptes consolidés	51
Méthodes comptables et notes explicatives	52
I – Méthodes et principes comptables – mise en conformité.....	52
Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés ...	52
Estimations et jugements comptables déterminants	53
Méthodes de consolidation	55
Conversion des monnaies étrangères	56
Immobilisations incorporelles (hors marques).....	57
Marques	57
Immobilisations corporelles.....	58
Immeubles de placement.....	59
Dépréciation d'actifs non financiers	59
Flotte de véhicules donnés en location simple de courte durée (Europcar)...	60
Actifs non courants (ou groupes d'actifs) destinés à être cédés	60
Actifs et Passifs financiers	61
Instruments financiers dérivés et opérations de couverture.....	63
Actifs financiers de gestion de trésorerie	65
Trésorerie, équivalents et découverts bancaires	66
Avantages au personnel	66
Paiements fondés sur des actions	66
Reconnaissance des produits	67
Impôts	68
Provisions	69
Intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement	69
Co-investissement des équipes de direction des participations du secteur Industrie et services	70
Résultat net par action	71
Contrats de co-investissement du directoire et des équipes d'investissement	71

Rapport financier semestriel

II – Notes explicatives	73
Note 1 – Regroupements d’entreprises et écarts d’acquisition	73
Note 2 – Immobilisations incorporelles	75
Note 3 – Immobilisations corporelles	76
Note 4 – Immeubles de placement et revenus immobiliers.....	77
Note 5 – Actifs disponibles à la vente	79
Note 6 – Participations dans les entreprises associées	80
Note 7 – Créances clients et autres débiteurs	82
Note 8 – Flotte de véhicules, créances et dettes liées à la flotte	83
Note 9 – Actifs de trésorerie	83
Note 10 – Informations sur le capital et résultat par action	84
Note 11 – Provisions.....	85
Note 12 – Dette financière nette	86
Note 13 – Dérivés et autres actifs et passifs non courants	91
Note 14 – Fournisseurs et autres créditeurs	93
Note 15 – Information sectorielle	93
Note 16 – Résultat opérationnel	98
Note 17 – Frais de personnel et effectifs	99
Note 18 – Résultat financier.....	99
Note 19 – Impôt	100
Note 20 – Informations relatives aux parties liées	102
Note 21 – Filiales et entreprises associées.....	103
Note 22 – Autres informations	109

Rapport financier semestriel

Etat de la situation financière consolidée – actif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013 net	30/06/2012 net	31/12/2012 net
Ecarts d'acquisition	1	2 526 428	2 678 473	2 668 451
Immobilisations Incorporelles	2	1 601 245	1 702 801	1 689 424
Immobilisations Corporelles	3	956 055	923 639	958 747
Immeubles de Placement	4	898 045	1 667 748	848 385
Participations dans les entreprises associées	6	1 715 305	2 235 574	2 239 158
Actifs financiers disponibles à la vente	5	376 308	1 175 205	1 186 342
Autres actifs non courants	13	49 649	47 984	59 514
Actifs d'impôt différé		65 380	115 968	99 666
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		8 188 415	10 547 392	9 749 687
Stocks		110 253	136 134	121 630
Clients et autres débiteurs	7	1 296 685	1 422 434	1 224 170
Actifs d'impôt exigible		155 807	165 805	143 976
Actifs financiers disponibles à la vente	5	45 985	30 157	39 671
Autres actifs financiers	13	32 416	140 383	129 195
Flotte de véhicules	8	1 684 488	1 689 844	1 268 364
Autres actifs courants		76 573	79 871	56 777
Actifs financiers de gestion de trésorerie	9	39 777	49 209	36 728
Trésorerie à accès restreint	9	104 384	512 602	92 718
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	768 791	299 898	583 159
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		4 315 159	4 526 337	3 696 388
Actifs destinés à être cédés	4	326 267	13 971	59 776
TOTAL ACTIF		12 829 841	15 087 700	13 505 851

Rapport financier semestriel

Etat de la situation financière consolidée – passif et capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Capital émis		211 433	201 365	201 365
Primes		79 466	90 541	90 541
Réserves de juste valeur		81 104	210 712	222 561
Réserves de couverture		-56 245	-131 713	-99 521
Réserves sur paiements en actions		90 325	79 201	86 704
Réserves de conversion		-41 873	10 637	-3 484
Titres d'autocontrôle		-107 345	-75 961	-75 773
Autres réserves		2 975 316	2 861 820	2 753 211
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		3 232 181	3 246 602	3 175 604
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		160 067	411 453	123 350
CAPITAUX PROPRES		3 392 248	3 658 055	3 298 954
INTERETS RELATIFS AUX PARTICIPATIONS DANS LES FONDOS D'INVESTISSEMENT		490 240	537 253	538 895
Provisions	11	35 303	37 433	34 065
Passifs liés aux avantages au personnel	11	161 195	144 016	161 765
Emprunts et dettes financières	12	3 518 865	5 705 660	5 400 052
Passifs d'impôt différé		507 866	541 170	532 516
Autres passifs non courants	13	70 333	133 049	98 572
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		4 293 562	6 561 328	6 226 970
Provisions - part à moins d'un an	11	201 000	203 705	217 827
Passifs liés aux avantages au personnel - à moins d'un an	11	2 400	2 100	2 400
Dettes d'impôt exigible		59 194	78 506	48 870
Fournisseurs et autres créditeurs	14	1 088 441	1 187 469	943 918
Autres passifs		747 467	627 154	602 777
Autres passifs financiers	13	48 730	266 790	249 708
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	12	2 261 878	1 965 340	1 369 961
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		4 409 110	4 331 064	3 435 461
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés		244 681	-	5 571
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		12 829 841	15 087 700	13 505 851

Rapport financier semestriel

Etat du résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Produits de l'activité ordinaire	16	2 083 317	2 129 372	4 420 746
Autres produits et charges de l'activité	16	686 889	-24 096	-96 549
Achats consommés		-730 800	-762 027	-1 569 902
Impôts et taxes		-29 608	-28 679	-56 754
Charges de personnel	17	-577 415	-570 560	-1 136 546
Charges externes		-456 153	-465 603	-929 713
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)		-127 098	-108 083	-233 107
Dotations ou reprises de provisions		11 917	9 489	12 933
Variation de stocks de produits en cours et de produits finis		1 875	2 055	1 235
Autres produits et charges d'exploitation		1 803	11 653	11 120
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT AUTRES PRODUITS ET CHARGES		864 727	193 521	423 463
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	2	-27 879	-24 293	-50 875
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition/participations dans les entreprises associées	1	-46 800	-5 721	-41 484
Autres produits et charges opérationnels		-16 485	-17 332	-40 966
RESULTAT OPERATIONNEL		773 563	146 175	290 138
Coût de l'endettement financier brut	18	-220 498	-261 501	-11 484
Produits et charges de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et autres instruments financiers	18	-181 980	-10 257	-513 767
Coût de l'endettement financier net	18	-402 478	-271 758	-525 251
Autres produits et charges financiers	18	-11 545	-1 050	-3 923
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6	29 669	-13 076	14 183
Impôt	19	-26 868	-7 730	-44 138
RESULTAT NET		362 341	-147 439	-268 991
Résultat net - Participations ne donnant pas le contrôle		33 513	-20 847	-70 448
RESULTAT net - Part du groupe		328 828	-126 592	-198 543
Résultat par action	10	5,12	-1,96	-3,02
Résultat dilué par action	10	5,12	-1,96	-3,02

Rapport financier semestriel

Etat des produits et des charges comptabilisés

Conformément à la norme IAS 1 révisée, Eurazeo est tenue de présenter le total des produits et des charges comptabilisés indirectement (c'est-à-dire via le résultat net de la période) et directement dans les capitaux propres :

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Résultat net de la période		362 341	-147 439	-268 991
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	5	141 341	3 303	15 125
Reclassement de la réserve de juste valeur en compte de résultat	5	-282 798	-	-
Total variation de la réserve de juste valeur		-141 457	3 303	15 125
Effets impôt			104	-353
Réserve de juste valeur - nette (recyclable)		-141 457	3 407	14 772
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture	13	31 960	6 564	21 090
Reclassement de la réserve de couverture en compte de résultat	18	20 977	32 353	64 993
Total variation de la réserve de couverture		52 937	38 917	86 083
Effets impôt		-18 316	-13 337	-25 621
Réserve de couverture - nette (recyclable)		34 621	25 580	60 462
Reconnaissance des pertes et gains actuariels en capitaux propres		5 700	-25 526	-62 715
Effets impôt		-2 837	5 271	12 500
Pertes et gains actuariels - nets (non recyclable)		2 863	-20 255	-50 215
Gains (pertes) résultant des différences de conversion		-33 403	25 564	9 438
Reclassement de la réserve de conversion en compte de résultat		-7 942	-	-340
Réserves de conversion (recyclable)		-41 345	25 564	9 098
Total des produits et charges directement enregistrés dans les capitaux propres		-145 318	34 296	34 117
Total des produits et des charges comptabilisés		217 023	-113 143	-234 874
Attribuables aux :				
- Actionnaires d'Eurazeo		179 490	-97 723	(179 369)
- Participations ne donnant pas le contrôle		37 533	-15 420	(55 505)

La variation de la réserve de juste valeur résulte de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente, en particulier des titres Danone, Colyzeo et Banca Leonardo. Concernant le titre Danone, cette variation de juste valeur correspond à la plus-value réalisée au cours de l'exercice. La Note 5 détaille la variation de la réserve de juste valeur pour les principales lignes d'actifs disponibles à la vente.

La variation de la réserve de couverture résulte de la variation de la juste valeur des dérivés éligibles à la comptabilité de couverture. Le recyclage de la réserve de couverture est essentiellement lié au travail de renégociation et d'optimisation de la couverture de la dette effectuée par les groupes Europcar et Elis (cf. Note 18 – Résultat financier).

Les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel correspondent à l'incidence du changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation de l'obligation, taux d'augmentation des salaires, taux d'augmentation des retraites et rentabilité attendue des actifs du régime) de l'obligation relative aux régimes à prestations définies.

Le reclassement de la réserve de conversion résulte essentiellement des recyclages faisant suite aux cessions des titres Rexel (via Ray Investment) et Edenred.

Rapport financier semestriel

Etat de la variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital émis	Primes liées au capital	Réserves de juste valeur	Réserves de couverture	Réserves de conversion	Réserves sur paiements en actions	Titres d'autocontrôle	Ecart actuariels	Impôt différé	Résultats accumulés non distribués	Total Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2012	192 587	110 143	207 380	-164 619	-11 275	71 927	-84 423	-34 551	44 408	3 090 841	3 334 622	438 592	3 694 548
Augmentations de capital	9 636	-10 529	-	-	-	-	-	-	-	963	70	323	393
Titres d'auto contrôle	-858	-9 058	-	-	-	-	8 462	-	1 413	-4 906	-4 947	-	-4 947
Dividendes versés aux actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-73 207	-73 207	-29 570	-102 777
Transactions avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-234	26 292	26 058
Autres variations	-	-15	-	-	-	7 274	-	-	-1 412	-5 622	225	-8 764	-8 539
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-126 592	-126 592	-20 847	-147 439
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	3 332	32 906	21 912	-	-	-22 703	-6 578	-	28 869	5 427	34 296
Total produits et charges comptabilisés	-	-	3 332	32 906	21 912	-	-	-22 703	-6 578	-126 592	-97 723	-15 420	-113 143
Solde au 30 juin 2012	201 365	90 541	210 712	-131 713	10 637	79 201	-75 961	-57 254	37 831	2 881 243	3 246 602	411 453	3 658 055
Augmentations de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	16
Titres d'auto contrôle	-	-	-	-	-	-	188	-	-	1 343	1 531	-	1 531
Dividendes versés aux actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-225 841	-225 841
Transactions avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 606	1 606	-20 704	-19 098
Autres variations	-	-	-	-	-	7 503	-	-	-1	9	7 511	-1 489	6 022
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-71 951	-71 951	-49 601	-121 552
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	11 849	32 192	-14 121	-	-	-34 303	-5 312	-	-9 695	9 516	-179
Total produits et charges comptabilisés	-	-	11 849	32 192	-14 121	-	-	-34 303	-5 312	-71 951	-81 646	-40 085	-121 731
Solde au 31 décembre 2012	201 365	90 541	222 561	-99 521	-3 484	86 704	-75 773	-91 557	32 518	2 812 250	3 175 604	123 350	3 298 954
Augmentations de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres d'auto contrôle	-	-	-	-	-	-	-31 572	-	-	-	-31 572	-	-31 572
Dividendes versés aux actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-76 158	-76 158	-9 642	-85 800
Transactions avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-4 392	-4 392	15 124	10 732
Autres variations	10 068	-11 075	-	-	-	3 621	-	-	-7 632	-5 773	-10 791	-6 298	-17 089
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	328 828	328 828	33 513	362 341
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-141 457	43 276	-38 389	-	-	5 541	-18 309	-	-149 338	4 020	-145 318
Total produits et charges comptabilisés	-	-	-141 457	43 276	-38 389	-	-	5 541	-18 309	328 828	179 490	37 533	217 023
Solde au 30 juin 2013	211 433	79 466	81 104	-56 245	-41 873	90 325	-107 345	-86 016	6 577	3 054 755	3 232 181	160 067	3 392 248

2 975 316

Dividendes versés

(en euros)	2013	2012
Dividende total distribué	76 158 321,00	73 206 996,00
Dividende en numéraire	76 158 321,00	73 206 996,00
Dividende en actions	-	-
Dividende par action en numéraire	1,20	1,20

L'Assemblée Générale du 7 mai 2013 a décidé la distribution d'un dividende de 1,20 euro par action. La distribution ainsi proposée aux actionnaires s'est élevée à 76 158 milliers d'euros.

Rapport financier semestriel

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE				
RESULTAT NET CONSOLIDE		362 341	-147 439	-268 991
Dotations nettes aux amortissements et provisions		186 244	143 108	339 421
Pertes de valeur (y compris sur actifs disponibles à la vente)		51 892	-13 490	38 305
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	4	-3 365	3 550	15 705
Paievements en actions		2 387	4 226	8 586
Autres produits et charges calculés		-5 091	-8 759	-16 415
Plus et moins-values de cession		-736 181	34 770	45 852
Profits et pertes de dilution		-	1 068	-
Quote-part de résultats liée aux sociétés mises en équivalence	6	-29 669	13 076	-14 183
Dividendes (hors sociétés du secteur "holding")		-12	-12	-185
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT APRES COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT		-171 454	30 099	148 095
Coût de l'endettement financier net	18	402 478	271 758	525 251
Impôt		26 868	7 730	44 138
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT		257 892	309 587	717 484
Impôts versés		-30 683	-61 472	-110 327
Acquisitions/Cessions de flottes de véhicules		-448 168	-345 635	64 978
Variation du besoin en fonds de roulement ("B.F.R.") lié à la flotte de véhicules		171 751	113 135	30 512
Variation du besoin en fonds de roulement ("B.F.R.")		905	-76 340	-20 957
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE		-48 303	-60 726	681 690
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		-15 603	-19 802	-39 056
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		-	-	1 526
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		-114 688	-128 098	-269 462
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		1 852	13 453	14 949
Décassements liés aux acquisitions d'immeubles de placement		-49 723	-46 034	-97 101
Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement		12 241	-	793 526
Décassements liés aux acquisitions d'actifs financiers non courants		-	-	-
. Titres de participation		-80 044	-85 782	-148 926
. Actifs financiers disponibles à la vente	5	-17 703	-26 031	-63 664
. Autres actifs financiers non courants		-10 316	-14 662	-30 017
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers non courants		-	-	-
. Titres de participation		933 520	45 647	48 320
. Actifs financiers disponibles à la vente		19 333	6 922	9 248
. Autres actifs financiers non courants		-	142	2 551
Incidence des variations de périmètre		-9 886	-1 186	-1 025
Dividendes des participations associées		17 539	255 608	255 997
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie		18 433	10 090	27 220
Autres flux d'investissement		-	105	357
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		704 955	10 373	504 443
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		-	-	-
- versées par les actionnaires de la société mère		-	71	71
- versées par les minoritaires des sociétés intégrées		-	6 819	10 289
- versées par les co-investisseurs d'Eurazeo Partners		-	-	4 252
Rachats et reventes d'actions propres		-31 571	-7 570	-6 119
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		-	-	-
- versés aux actionnaires de la société mère		-76 158	-73 207	-73 207
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-44 088	-31 088	-254 575
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 817 027	923 098	1 219 711
Remboursement d'emprunts		-1 921 647	-287 571	-1 515 879
Versement soultte		-	-67 117	-67 117
Intérêts financiers nets versés		-192 646	-247 634	-447 184
Autres flux liés aux opérations de financement		-2 255	-2	2
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		-451 338	215 799	-1 129 756
VARIATION DE TRESORERIE		205 314	165 446	56 377
Trésorerie à l'ouverture		649 661	590 814	590 814
Autres variations		0	-	-952
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		-3 383	2 450	3 422
TRESORERIE A LA CLOTURE (nette des découverts bancaires)	9	851 592	758 710	649 661
<i>dont trésorerie à accès restreint</i>		<i>104 384</i>	<i>512 602</i>	<i>92 718</i>

Rapport financier semestriel

Flux nets de trésorerie générés par l'activité

L'augmentation de la part des véhicules exploités dans le cadre de la location opérationnelle depuis 2010 a un impact significatif sur les flux d'acquisition de flotte (incidence de la dé-comptabilisation des véhicules du bilan). Retraités des flux liés à la flotte de véhicules (besoin en fonds de roulement et acquisitions, cessions), les flux générés par l'activité se montent à 228,1 millions d'euros en augmentation de 32,8 % par rapport au premier semestre 2012. Ceci est essentiellement dû à un versement d'impôt important en 2012 (61,5 millions d'euros contre 30,7 millions sur le premier semestre 2013) et à l'amélioration de la gestion du besoin en fonds de roulement.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les filiales de l'activité « Industrie-Services », notamment Elis, ont poursuivi leur effort d'investissement afin d'assurer leur développement. Les acquisitions d'immeubles de placement s'élèvent à 49,7 millions d'euros sur le semestre : ANF Immobilier a investi notamment dans de nouveaux projets et a poursuivi la rénovation du patrimoine historique, essentiellement à Marseille et à Lyon.

Les investissements de titres de participations reflètent principalement les acquisitions de la société IES par le groupe Eurazeo Croissance, de la société Idéal Résidence par le groupe Eurazeo PME, le rachat des minoritaires de la société Ray France par Eurazeo et la croissance externe du groupe Elis.

Les flux de financement liés aux activités d'investissement prennent également en compte la distribution Ray Investment à la suite des cessions de titres Rexel (pour 324,1 millions d'euros), la cession des titres Edenred (pour 602,6 millions d'euros) et la cession des titres Molinel par le groupe Elis.

Enfin, les dividendes reçus proviennent essentiellement du titre Accor.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement traduisent la distribution de dividendes pour 76,2 millions d'euros, ainsi que la diminution des intérêts nets versés (due à l'économie réalisée sur les intérêts liés à l'OEA Danone suite au remboursement anticipé de l'obligation en mai 2013).

La sortie des titres Danone ainsi que le remboursement de l'obligation ne sont pas reflétés dans les flux de trésorerie, l'opération de remboursement par anticipation des obligations échangeables Danone ne devant pas avoir d'impact cash. Seuls 4,0 millions d'euros sont reflétés dans les remboursements d'emprunts au titre du remboursement de l'OEA pour la part correspondant aux titres conservés par Eurazeo (soit 94 227 actions Danone).

Le refinancement de la dette Elis a généré des remboursements d'emprunts à hauteur de 979 millions d'euros et des souscriptions de nouveaux emprunts à hauteur de 1 003 millions d'euros.

La cession des titres Edenred a entraîné le remboursement de la dette liée à cette ligne de titres, soit 275,0 millions d'euros.

Contexte général et modalités d'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Eurazeo au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Eurazeo établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Ces comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire d'Eurazeo du 20 août 2013. Ils ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'Audit du 22 août 2013 ainsi que par le Conseil de Surveillance du 27 août 2013.

Particularités propres aux comptes semestriels

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat taxable de la période le taux d'impôts effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

Le produit des activités ordinaires, le résultat opérationnel et l'ensemble des indicateurs opérationnels (dont le besoin en fonds de roulement) sont caractérisés par une certaine saisonnalité. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les secteurs d'activité du Groupe.

En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2013 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2013.

Méthodes comptables et notes explicatives

I – Méthodes et principes comptables – mise en conformité

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les comptes consolidés semestriels résumés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des immeubles de placement, des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui sont évalués à la juste valeur. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 à l'exception de l'adoption des normes suivantes qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et n'ont pas eu d'impact significatif sur la période :

- L'amendement à la norme IAS 12 : *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents*, applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- L'amendement à la norme IAS 19 : *Avantages du personnel*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- La norme IFRS 13 : *Evaluation à la juste valeur*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Les amendements aux normes IFRS 1 : *Prêts publics* et IFRS 7 : *Informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers*, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- L'interprétation IFRIC 20 : *Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- Les améliorations de mai 2012 : *Amélioration annuelles – cycle 2009-2011*, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les principes retenus ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB. Par ailleurs, le Groupe n'a pas anticipé de norme et interprétation dont l'application n'est pas obligatoire en 2013 :

- La norme IFRS 10 : *Etats financiers consolidés*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- La norme IFRS 11 : *Partenariats*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- La norme IFRS 12 : *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Les normes révisées IAS 27 : *Etats financiers individuels* et IAS 28 : *Participations dans des entreprises associées et coentreprises*, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- Les amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : *Etats financiers consolidés*, IFRS 11 : *Partenariats* et IFRS 12 : *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- L'amendement *Sociétés d'investissement* relatif aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (non adopté par l'Union Européenne) ;
- L'amendement à la norme IAS 32 : *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- L'amendement à la norme IAS 36 : *Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (non adopté par l'Union Européenne) ;
- L'interprétation IFRIC 21 : *Taxes prélevées par une autorité publique*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (non adopté par l'Union Européenne) ;
- La norme IFRS 9 et Compléments à la norme IFRS 9 : *Instruments financiers : classification et évaluation*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 (non adopté par l'Union Européenne).

Le processus de détermination par Eurazeo des impacts potentiels de ces nouvelles normes ou amendements de norme sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Estimations et jugements comptables déterminants

Pour établir ses comptes consolidés semestriels résumés, Eurazeo doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Eurazeo revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Rapport financier semestriel

En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations dont dispose le Groupe, sur la base des informations existantes à la date de clôture des comptes, en relation avec le contexte économique incertain consécutif notamment à la crise des finances publiques de certains pays de la zone Euro.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

- *Valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et des participations dans les entreprises associées*

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition (2 526,4 millions d'euros au 30 juin 2013) et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée (marques : 1 038,9 millions d'euros) à un test annuel de dépréciation, conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». Des tests peuvent aussi être déclenchés en cas d'indicateur de perte de valeur. La Note 1 précise les indicateurs de perte de valeur et les actifs qui ont été soumis à un test à la clôture semestrielle.

Par ailleurs, dans un contexte de fragilité des marchés financiers, le Groupe a soumis ses participations dans les entreprises associées (1 715,3 millions d'euros) à une revue des éventuels indicateurs de perte de valeur. La Note 6 précise la démarche retenue par Eurazeo quant à l'appréciation d'un éventuel indicateur de perte de valeur.

- *Juste valeur des immeubles de placement*

La juste valeur des immeubles de placement (921,9 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 881,5 millions d'euros au 31 décembre 2012) est déterminée à l'aide de rapports d'experts. La méthodologie, les hypothèses retenues par les experts ainsi qu'une analyse de sensibilité des hypothèses sont décrites en Note 4.

Jugements déterminants lors de l'application des méthodes comptables

Afin de préparer des états financiers conformes aux méthodes comptables du Groupe, Eurazeo a fait des hypothèses, en plus de celles qui nécessitent le recours à des estimations, dont certaines ont un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

- *Appréciation du caractère significatif ou durable des pertes de valeur sur les actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente (422,3 millions d'euros) sont dépréciés par contrepartie du résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs événements survenus depuis l'acquisition. Une baisse significative ou prolongée en deçà de la valeur d'acquisition, ainsi qu'une analyse qualitative, constituent une indication objective de dépréciation qui conduit le Groupe à procéder à une dépréciation par le biais du compte de résultat.

En raison du nombre limité de lignes d'actifs disponibles à la vente, le caractère durable d'une dépréciation s'apprécie au cas par cas. Cette analyse est détaillée en Note 5.

- *Comptabilisation des intérêts détenus par les co-investisseurs dans le cadre des fonds Eurazeo Partners*

Comme indiqué dans le paragraphe « Intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement », les fonds apportés dans le cadre de la syndication des investissements réalisés par Eurazeo sont des passifs ne répondant pas, au regard des normes IFRS, à la définition des instruments de capitaux propres. Ils sont présentés dans une catégorie distincte au bilan et sont évalués par référence à la valeur au bilan consolidé des actifs qui seront distribués en rémunération des apports lors de la liquidation des fonds. Le résultat leur revenant est comptabilisé en Résultat net - Participation ne donnant pas le contrôle.

- *Comptabilisation des actifs relatifs à la location courte durée de véhicules*

Comme indiqué dans le paragraphe « Flotte de véhicules donnés en location simple de courte durée », les véhicules couverts par un contrat de rachat avec les constructeurs sont comptabilisés en actifs courants.

Méthodes de consolidation

- *Sociétés consolidées en intégration globale*

Les sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le Groupe en détient le contrôle. Cette règle s'applique indépendamment du pourcentage de détention en action. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres. La part des actionnaires minoritaires au bénéfice est présentée distinctement dans le compte de résultat.

Rapport financier semestriel

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé respectivement depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de perte de contrôle.

- *Sociétés consolidées par mise en équivalence*

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les décisions financières et opérationnelles, sans toutefois en exercer le contrôle, sont prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont également prises en compte par le biais de la méthode de la mise en équivalence selon l'option offerte par la norme IAS 31.

- *Regroupements d'entreprises*

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Par ailleurs, pour chaque regroupement d'entreprise, le Groupe évalue toute participation ne donnant pas le contrôle détenue dans l'entreprise acquise, soit à la juste valeur, soit sur la base de la quote-part du Groupe dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

A la date d'acquisition, le Groupe comptabilise un écart d'acquisition évalué comme la différence entre la contrepartie transférée à laquelle s'ajoute, le cas échéant, le montant d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et le solde net des actifs identifiables et des passifs repris.

Dans le cas d'une acquisition par étapes conduisant à une prise de contrôle, le Groupe réévalue la participation antérieurement détenue à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise l'éventuel profit ou perte en résultat.

Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie de fonctionnement au cours de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen. Les différences de

Rapport financier semestriel

change sont imputées en capitaux propres et présentées sur une ligne spécifique (« Réserves de conversion »).

Les écarts de change relatifs aux avances intragroupe en devise dont le règlement ne serait ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, sont inclus dans les réserves de conversion. Ces écarts de change ne sont pas recyclés dans le compte de résultat à l'occasion du remboursement, sauf si cet événement était constitutif d'une cession partielle de l'entité (i.e. entraînant une diminution du pourcentage d'intérêts dans la filiale).

Immobilisations incorporelles (hors marques)

Les immobilisations incorporelles (hors marques) sont inscrites au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. L'ensemble des immobilisations incorporelles a une durée d'utilité finie et les amortissements sont comptabilisés en charges, généralement selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité estimées :

Amortissements linéaires	Paliers concernés			
Catégories d'immobilisations incorporelles	APCOA	Elis	Europcar	Eurazeo PME
Contrats clients et relations clientèles	10 à 30 ans	4 et 11 ans		17 à 22 ans
Brevets et licences	12 mois	12 mois		10 à 15 ans
Logiciels de gestion de la flotte de véhicules (*)			5 à 10 ans	
Autres logiciels		5 ans	3 ans	1 à 4 ans
Dessins		3 ans		
Droit au bail	28 ans		10 ans	

(*) Durées d'amortissement variables selon les composants

Les amortissements sont constatés à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être mis en service.

Marques

Seules les marques acquises, dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable, identifiables et de notoriété reconnue sont inscrites à l'actif, à la valeur déterminée lors de leur acquisition. Les frais engagés pour créer une marque nouvelle ou développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Les marques à durée d'utilité finie sont amorties sur leur durée d'utilité et, le cas échéant, font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur de perte de valeur. Les marques à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test annuel de dépréciation ainsi qu'en cas d'indices de perte de valeur.

Le classement d'une marque à durée d'utilité finie ou indéterminée résulte en particulier des critères suivants :

- Positionnement global de la marque sur son marché en termes de volume d'activité, de présence internationale et de notoriété ;
- Perspectives de rentabilité à long terme ;
- Degré d'exposition aux aléas conjoncturels ;
- Evènement majeur intervenu dans le secteur d'activité susceptible de peser sur le futur de la marque ;
- Ancienneté de la marque.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles de placement détenus par ANF Immobilier et évalués à la juste valeur, figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées.

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations. En particulier, les travaux d'amélioration ou de rénovation des installations consentis dans le cadre de l'obtention ou du renouvellement de contrats de location de parking sont des éléments constitutifs du coût des agencements et installations.

Les biens financés par un contrat de crédit bail ou de location de longue durée, qui en substance transfère tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au preneur, sont comptabilisés en actif immobilisé et sont amortis en accord avec les principes du Groupe concernant l'évaluation des immobilisations corporelles. Le coût des immobilisations inclut les coûts initiaux directement liés à l'obtention du contrat de bail (frais de négociation, honoraires de conseil ou légaux...). Les engagements financiers qui découlent de ces contrats figurent dans les dettes financières.

Les biens donnés en location pour lesquels les contrats ne transfèrent pas en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur (contrats de location simple) sont inscrits en immobilisations. Pour les autres contrats (opérations de location financement), les actifs sont présentés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

En particulier, les contrats de location-entretien du groupe Elis ont été analysés comme ne transférant pas au preneur, en substance, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des articles (linges, appareils, ...) faisant l'objet de contrats de prestations de services. Ces articles sont dès lors comptabilisés en immobilisations.

Rapport financier semestriel

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation suivantes :

Amortissements linéaires en années	Paliers concernés					
	Catégories d'immobilisations corporelles	ANF Immobilier	APCOA	Elis	Europcar	Eurazeo PME
Parkings		50				
Constructions				10 à 30	25 à 50	10 à 25
Matériel de production				10, 15 ou 30		
Matériel et outillage					6 à 12	3 à 15
Articles donnés en location (*)				1,5 à 5		
Véhicules			4 à 8	4 à 8		5
Mobilier	3 à 10	2 à 14	5 ou 10		3 à 15	
Matériel informatique, agencements et installations	3 à 10	2 à 14	5		3 à 15	3 à 10

(*) Initialement comptabilisés en stock et transférés en immobilisation lors de leur affectation au site qui en assure la location

Les amortissements sont constatés à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être mis en service. Les terrains ne sont pas amortis.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût. Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur des immeubles de placement sont inclus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent (en autres produits et charges de l'activité).

La valorisation des immeubles de placement est déterminée à partir de rapports d'experts.

Dépréciation d'actifs non financiers

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, elles font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation des actifs.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

De la même manière, des tests de perte de valeur sont systématiquement effectués à chaque clôture annuelle ou en cas d'indicateur de perte de valeur, pour l'ensemble des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Néanmoins, les pertes de valeur éventuellement constatées sur les écarts d'acquisition ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

Flotte de véhicules donnés en location simple de courte durée (Europcar)

La majorité des véhicules donnés en location de courte durée par le Groupe (contrats de location simple) fait l'objet de contrats avec engagements de rachat de la part des constructeurs (« buy-back »). Ces véhicules sont comptabilisés en tant qu'actif courant dans la mesure où il s'agit en substance de contrats qui courent généralement sur une période inférieure à 12 mois.

La différence entre le paiement initial et le prix de rachat final (obligation du constructeur) est considérée comme une charge constatée d'avance de location simple qui est étalée sur la durée de location de ces véhicules. Les loyers de location simple sont comptabilisés en charge au compte de résultat et sont calculés linéairement sur la durée de location. Un actif correspondant au prix de rachat du véhicule est par ailleurs reconnu.

Lorsque la valeur comptable d'un véhicule est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, elle est immédiatement ramenée à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond au prix de vente net ou la valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Lors de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à l'aide d'un coefficient avant impôt qui reflète l'appréciation par le marché de la valeur-temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif qui ne génère pas par lui-même d'entrées de trésorerie importantes, est déterminée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Actifs non courants (ou groupes d'actifs) destinés à être cédés

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) est classé comme destiné à être cédé et évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de cession si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par son utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

Dans le cas d'instruments financiers ou d'immeubles de placement classés comme destinés à être cédés, les règles applicables en matière d'évaluation sont celles respectivement des normes IAS 39 et IAS 40. Ces actifs sont évalués à la juste valeur.

Actifs et Passifs financiers

Comptabilisation initiale des actifs et des passifs financiers

A la date d'entrée au bilan, l'instrument est enregistré à la juste valeur. La juste valeur est déterminée par référence au prix convenu lors de l'opération ou par référence à des prix de marché pour les transactions comparables. En l'absence de prix du marché, la juste valeur est calculée par actualisation des flux futurs de l'opération ou par un modèle. L'actualisation n'est pas nécessaire si son incidence est négligeable. Aussi, les créances et dettes à court terme nées du cycle d'exploitation ne sont pas actualisées.

Les coûts directement liés à la transaction (frais, commissions, honoraires, taxes...) sont ajoutés à la valeur d'entrée des actifs et déduits de celle des passifs.

Comptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont répartis comptablement en quatre catégories :

- Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du résultat ;
- Actifs financiers disponibles à la vente ;
- Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance ;
- Prêts et créances.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. Elle est déterminée lors de la comptabilisation initiale.

En cas de cession des actifs financiers, les plus anciens d'une même société sont réputés vendus les premiers.

- *Actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du résultat*

Les actifs à la juste valeur en contrepartie du résultat sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction et désignés comme tels s'ils ont été acquis avec l'intention de les revendre à brève échéance. Les instruments dérivés sont également désignés comme détenus à des fins de transaction, sauf s'ils sont qualifiés d'instrument de couverture. Ces actifs financiers sont classés en actifs courants.

A chaque arrêté comptable, ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur dont la variation est portée au compte de résultat.

Rapport financier semestriel

- *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les instruments non dérivés rattachés à cette catégorie ou ceux qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Ces actifs financiers sont conservés pour une période non déterminée et peuvent être vendus pour répondre à un besoin de liquidité. Ils sont classés en actifs non courants, à moins que le Groupe n'ait l'intention de les garder moins de douze mois (comptabilisés en actifs courants).

Les titres cotés sont évalués sur la base du dernier cours de bourse à la date de clôture.

Les investissements non cotés sont valorisés à la "Fair Value" (juste valeur ou valeur à laquelle des acteurs du marché accepteraient d'effectuer une transaction) en conformité avec les recommandations préconisées par l'IPEV (« International Private Equity Valuation Guidelines »). Les valeurs ainsi obtenues tiennent compte des spécificités juridiques des investissements (subordination, engagements...).

Les fonds d'investissement Colyzeo et Colyzeo II sont valorisés, à la date d'évaluation, sur la base des derniers éléments communiqués par les gérants.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres, nettes d'impôt différé.

En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif en deçà de son coût d'entrée), une dépréciation est comptabilisée par contrepartie du résultat sur la base d'une analyse individuelle. Cette analyse prend en compte toutes les données observables (cours de bourse, situation économique nationale ou locale, indices sectoriels) ainsi que toute observation spécifique à l'entité concernée. Une dépréciation est constatée par résultat et, dans le cas des instruments de capitaux propres, elle ne pourra être reprise en produit qu'au moment de la cession de ces titres.

- *Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance*

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance correspondent à des actifs à maturité fixe que le Groupe a acquis avec l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont classés en actifs non courants (à l'exception des titres arrivant à échéance dans les douze mois qui sont des actifs courants). Ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Une provision pour dépréciation au titre du risque de crédit peut, le cas échéant, être constatée.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés en actifs non courants.

Comptabilisation des emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur, nette des coûts de transaction encourus puis maintenus à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets de coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée en résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts obligataires échangeables en actions sont des instruments financiers composés constitués à la fois d'une composante dette et d'une composante dérivé. Les deux composantes doivent être évaluées à la date d'émission et présentées séparément au bilan.

A la date d'émission, la composante dette figure en dettes financières pour la différence entre la juste valeur de l'émission et la juste valeur de l'instrument dérivé incorporé. A chaque clôture, ce passif financier est ensuite évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le dérivé incorporé est quant à lui évalué à chaque clôture à la juste valeur avec variation en contrepartie du résultat.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement de la dette d'au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

Transferts d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels constituant l'actif financier arrivent à expiration, lorsque le Groupe renonce à ses droits, ou bien lorsque le Groupe transfère ses droits et qu'il n'a plus la plupart des risques et avantages attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque le passif est éteint ou transféré. Lorsqu'un échange de passif a lieu avec un prêteur, et que les termes sont sensiblement différents, un nouveau passif est comptabilisé.

Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Qu'ils entrent dans une relation de couverture ou non, les instruments financiers dérivés sont initialement évalués à leur juste valeur à la date de conclusion du

Rapport financier semestriel

contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur, à chaque clôture. Cette juste valeur tient compte du risque de contrepartie et du risque de non-exécution.

La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférent dépend de la désignation ou non du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Ainsi, le Groupe désigne les dérivés comme :

- Couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ;
- Couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé (couverture de juste valeur) ;
- Instrument dérivé ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture.

L'impact de la variation de juste valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « juste valeur » et des instruments dérivés non qualifiés comptablement de couverture au cours de l'exercice est enregistré en compte de résultat. En revanche, l'impact de la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « flux futurs » est comptabilisé directement en capitaux propres, la part inefficace étant comptabilisée en compte de résultat.

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou en passifs courants.

Cas des dérivés inclus dans des relations de couverture de flux futurs

L'application de la comptabilité de couverture de flux futurs permet de différer dans un compte des capitaux propres consolidés l'impact en résultat de la part efficace des variations de juste valeur du dérivé désigné.

La part efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée en capitaux propres. Le gain ou la perte se rapportant à la partie

inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat lorsque la transaction prévue est in fine comptabilisée en résultat. Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat.

Cas des dérivés inclus dans des relations de couverture de juste valeur

L'application de la comptabilité de juste valeur permet de réévaluer l'élément couvert à sa juste valeur et à hauteur du risque couvert, cette réévaluation ayant pour effet de limiter l'impact en résultat des variations de juste valeur du dérivé désigné à celui de l'inefficacité de la couverture.

Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés qui satisfont aux critères de la couverture de juste valeur et sont désignés comme tels sont comptabilisées au compte de résultat, de même que les variations de juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert.

Lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée doit être amorti en contrepartie du résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de l'élément couvert.

Cas des dérivés non qualifiés de couverture

Leurs variations de juste valeur au cours de l'exercice sont enregistrées en compte de résultat.

Actifs financiers de gestion de trésorerie

Les actifs financiers de gestion de trésorerie comprennent des titres monétaires et obligataires et des parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme. Ils sont comptabilisés et évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat.

Le groupe Eurazeo a retenu les critères de volatilité et de sensibilité proposés par l'AMF dans son Communiqué du 23 septembre 2011 afin de différencier ces actifs de la « trésorerie et équivalents ». De ce fait et bien qu'immédiatement disponibles, ces placements sont considérés d'un point de vue comptable comme un flux de

Rapport financier semestriel

trésorerie affecté aux opérations d'investissement, alors qu'ils demeurent des placements de trésorerie pour le Groupe d'un point de vue opérationnel.

Trésorerie, équivalents et découverts bancaires

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à très court terme ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois. Ces éléments ont un risque de changement de valeur négligeable.

Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les emprunts, en passifs courants.

Avantages au personnel

Les paiements relatifs aux régimes à cotisations définies du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les écarts actuariels relatifs aux obligations issues des régimes à prestations définies sont directement reconnus dans les capitaux propres consolidés.

Le coût des services passés résultant d'un amendement de régime est comptabilisé immédiatement en charges de personnel avec les coûts des services rendus au cours de la période.

Le coût financier est comptabilisé en autres produits et charges financières.

Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui est dénoué en instrument de capitaux propres (options sur actions et distributions d'actions gratuites). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options

octroyées, sans tenir compte des conditions d'acquisition de droits qui ne sont pas des conditions de marché. Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. A chaque date de clôture, le Groupe examine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, le Groupe comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

La juste valeur des stock-options à la date d'attribution est évaluée sur la base d'un modèle binomial.

Reconnaissance des produits

Contrats de location simple (en tant que bailleur)

Les revenus au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en produits au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Prestations de services

Les ventes de services sont comptabilisées au cours de la période durant laquelle les services sont rendus, en fonction le cas échéant du degré d'avancement de la transaction évalué sur la base des services fournis, rapporté au total des services à fournir.

Ventes de biens

Le produit des activités ordinaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Dividendes

Les produits de dividendes sont constatés lors de la mise en paiement du dividende décidé par l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, dans le cas d'une distribution de dividendes avec option de paiement en actions, un dérivé actif est reconnu et les titres distribués sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur à la date du choix pour un dividende en actions, et non sur la base du cours de référence de la distribution.

Impôts

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants, sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible relatif à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres est comptabilisé en capitaux propres et non en résultat.

Impôt différé

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables à l'exception des deux cas ci-dessous :

- lorsque le passif d'impôt différé résulte de la reconnaissance initiale d'un écart d'acquisition ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, lors de son occurrence, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable ; et
- pour les différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, des passifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés à l'exception des deux cas ci-dessous :

- lorsque l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ; et
- pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non reconnus sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non en résultat.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Provisions

Cette rubrique comprend les engagements dont l'échéance ou le montant est incertain, découlant de restructurations, de risques environnementaux, de litiges et d'autres risques.

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation contractuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. Les engagements résultant de plans de restructuration sont comptabilisés lorsque les plans détaillés ont été établis et que leur mise en œuvre repose sur une attente fondée.

Intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement

Dans le cadre du fonds de co-investissement Eurazeo Partners, des investisseurs ont décidé de co-investir aux côtés d'Eurazeo.

Compte tenu de la durée de vie limitée de ces entités, les intérêts investis par les co-investisseurs sont présentés hors des capitaux propres dans une rubrique spécifique du passif « Intérêts relatifs aux participations dans les fonds d'investissement ».

Du fait des clauses de liquidation du fonds de co-investissement, qui prévoient in fine la distribution en nature aux associés des investissements qui n'auront pu être cédés précédemment, ces intérêts sont évalués par référence à la valeur au bilan consolidé d'Eurazeo des dits actifs qui seront distribués en rémunération de ces apports.

Co-investissement des équipes de direction des participations du secteur Industrie et services

Dans le cadre de l'acquisition de certaines participations, Eurazeo a convenu de partager avec le management de chaque société acquise les gains et les risques liés à l'investissement. Ainsi, les dirigeants concernés sont invités à investir des sommes significatives au regard de leur propre patrimoine aux côtés d'Eurazeo. Les instruments financiers concernés sont souscrits à la juste valeur et évalués selon des modèles classiques, adaptés aux instruments concernés.

Chaque investissement n'est générateur d'éventuel gain qu'à partir d'un certain niveau de rentabilité de l'investissement pour Eurazeo. Il représente un risque élevé pour les cadres dirigeants dans la mesure où en dessous de ce seuil, les sommes investies par eux peuvent être partiellement ou en totalité perdues. Eurazeo limite généralement son engagement à une rétrocession de la plus-value réalisée (au-delà d'un taux de retour minimum défini à l'origine) sur les actions concernées, à l'occasion d'une cession ou d'une introduction en bourse.

Le droit sur les plus-values éventuelles sera, en tout état de cause, liquidé dans un délai qui diffère d'une participation à l'autre. En conséquence, cette dilution future, qui n'est constatée qu'à la date de sortie des participations, se traduit par une plus-value de cession réduite à hauteur de la participation attribuée aux managers.

Par ailleurs, il convient de noter que l'engagement pris par Eurazeo envers le management des participations n'a de valeur en général pour les bénéficiaires que dans la mesure où les titres sont cédés, ou introduits en bourse, décisions qui relèvent discrétionnairement d'Eurazeo. Ainsi, Eurazeo dispose d'un droit inconditionnel de se soustraire à la remise d'actifs financiers en règlement de son obligation contractuelle et ces instruments sont inscrits en capitaux propres. Dans certains cas particuliers ou de départ, il est néanmoins tenu compte de l'éventuel engagement d'Eurazeo de racheter aux dirigeants leurs actions de la société détentrice de ces instruments financiers. Le cas échéant, une dette est reconnue à ce titre, à hauteur de l'engagement contractuel.

Sur la base de la rentabilité moyenne attendue par Eurazeo de son investissement dans ces sociétés (soit un Taux de Rentabilité Interne de 20% ou un multiple de fonds propres de 2), la dilution potentielle liée à l'exercice de ces instruments financiers est comprise entre 2% et 7% du capital selon les participations, avec une hypothèse d'évènement de liquidité dans les 5 ans.

Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part du groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net dilué par action est calculé sur la moyenne pondérée du nombre d'actions, évaluée selon la méthode du rachat d'actions. Cette méthode suppose, d'une part l'exercice des options de souscription existantes dont l'effet est dilutif, et d'autre part l'acquisition des titres par le Groupe, au cours du marché pour un montant correspondant à la trésorerie reçue en échange de l'exercice des options, augmenté de la charge des stock-options restant à amortir.

Lorsqu'il y a division du nominal ou attribution d'actions gratuites, le résultat net par action des années antérieures est ajusté en conséquence.

Contrats de co-investissement du directoire et des équipes d'investissement

Par analogie avec la pratique habituelle des fonds d'investissement, Eurazeo a mis en place un programme de co-investissement au bénéfice des membres du Directoire et des équipes d'investissement.

Aux termes des accords conclus entre Eurazeo et les sociétés regroupant ces personnes, celles-ci pourront bénéficier, au prorata des droits acquis, et au-delà d'une rémunération d'un rendement minimum préférentiel de 6% par an (« hurdle ») sur la somme des investissements garanti à Eurazeo, de l'éventuelle plus-value globale nette réalisée sur les investissements concernés lors de la cession du dernier investissement. En l'absence de dispositions spécifiques selon le référentiel comptable (IFRS), les plus-values constatées par Eurazeo sont comptabilisées, par voie de provision, nettes de la rétrocession potentielle aux bénéficiaires.

Les modalités de ce programme de co-investissement ont été précisées et approuvées lors du Conseil de Surveillance du 19 février 2006. Les principaux termes du contrat initial (concernant les investissements 2003) et de son avenant (concernant les investissements réalisés en 2004) sont repris pour les investissements d'Eurazeo au titre de la période de quatre ans 2005-2008 :

- Le partage de l'éventuelle plus-value globale n'interviendra qu'après que le bénéfice net réalisé sur les investissements de cette période a garanti à Eurazeo un rendement annuel préférentiel de 6%. L'admission d'un investissement sur un marché réglementé français ou étranger peut être assimilée à une cession.

Rapport financier semestriel

- Le droit sur les plus-values éventuelles sera en tout état de cause liquidé au plus tard le 31 décembre 2014 ou en cas de changement de contrôle d'Eurazeo.
- Le montant total des promesses de vente consenties par Eurazeo aux membres du Directoire est fixé à un pourcentage représentant au plus 5% de la participation détenue par Eurazeo. Le montant total des promesses de vente consenties aux équipes d'investissement peut représenter au plus 5% de cette participation.

Le Conseil de Surveillance du 9 décembre 2008 a autorisé le principe et les modalités d'un programme de co-investissement pour les membres du Directoire et pour les membres des équipes d'investissement, portant sur les investissements qui seront réalisés par Eurazeo entre 2009 et 2011 et leurs compléments éventuels. Les modalités de ce programme ont été précisées par le Conseil de Surveillance du 25 juin 2009 de la manière suivante :

- les principaux termes du contrat précédent concernant les investissements 2005-2008 sont repris pour les investissements d'Eurazeo au titre de la période de trois ans 2009-2011 avec une clause de sortie à fin 2015, notamment le partage de l'éventuelle plus-value n'interviendra qu'après que le bénéfice net réalisé sur les investissements de cette période a garanti à Eurazeo un rendement annuel préférentiel de 6 % ;
- un certain nombre de termes du contrat précédent ont été ajustés pour tenir compte notamment des évolutions des pratiques du marché :
 - le montant total des promesses de vente consenties par Eurazeo aux bénéficiaires reste fixé à un pourcentage représentant au plus 10 % de la participation détenue par Eurazeo et pourrait être porté à 13 % en cas de création de nouveaux bureaux en dehors de Paris ou Milan ;
 - les bénéficiaires pourront récupérer le nominal de leur investissement mais seulement après qu'Eurazeo aura perçu la totalité des montants investis sur la période ;
 - pour chaque investissement, le bénéficiaire acquerra ses droits par tiers, un premier tiers étant acquis lors de l'investissement initial puis aux deux dates anniversaires suivantes, pour autant qu'il soit toujours en fonction à ce moment là.

II – Notes explicatives

Note 1 – Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées

Le périmètre de consolidation est présenté en Note 21 - Filiales et entreprises associées.

Sociétés non consolidées

Les participations non consolidées par Eurazeo ne présentent pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Valeur brute à l'ouverture	3 077 905	3 013 122	3 013 122
Cumul des pertes de valeur à l'ouverture	-409 454	-385 405	-385 405
Valeur nette comptable à l'ouverture	2 668 451	2 627 717	2 627 717
Acquisitions	32 579	41 596	96 460
Ajustements résultant de l'identification ou de changement de la valeur des actifs et passifs identifiables postérieurement à l'acquisition	-35 779	8 473	-24 807
Cessions / Variations de périmètre	-74 660	-7 085	-21 050
Variations de change	-26 096	18 733	14 179
Variations sur montant brut	-103 956	61 717	64 783
Pertes de valeur	-46 800	-5 721	-41 484
Cessions / Variations de périmètre	-	-	21 900
Variations de change	8 733	-5 240	-4 465
Variations sur pertes de valeur	-38 067	-10 961	-24 049
Valeur nette comptable à la clôture	2 526 428	2 678 473	2 668 451
Valeur brute à la clôture	2 973 949	3 074 839	3 077 905
Cumul des pertes de valeur à la clôture	-447 521	-396 366	-409 454

Tests de perte de valeur

Indicateurs de perte de valeur

Conformément à IAS 36, Eurazeo a recherché l'existence d'indicateurs de perte de valeur, les sources d'information étant à la fois externes et internes.

Rapport financier semestriel

Les sources d'information externes sont notamment constituées de l'appréciation générale du Groupe de la situation économique d'un pays ou d'un marché spécifique. Les sources d'information internes sont essentiellement constituées par le reporting : une baisse importante du chiffre d'affaires / de la rentabilité ou la non réalisation du budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Le contexte économique a conduit Eurazeo à revoir précisément la performance de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (« UGT ») afin de déclencher ou non des tests de perte de valeur.

Etendue des tests de perte de valeur au 30 juin 2013

Les UGT du groupe Eurazeo correspondent généralement à des zones géographiques. Des tests de perte de valeur sont susceptibles d'être réalisés au niveau de l'ensemble des UGT du Groupe à savoir : 6 UGT Europcar, 11 UGT Apcoa, 6 UGT Elis, 4 UGT Eurazeo PME et 1 UGT Eurazeo Croissance. Les plans d'affaires ont été revus, le cas échéant.

La revue des indicateurs de perte de valeur a conduit à effectuer le test de perte de valeur suivant:

Participations (en millions d'euros)				Commentaires
APCOA	Var.	S1 2013	S1 2012	
Chiffre d'affaires	-1,8%	334,0	340,1	APCOA réalise une progression de + 1,6% de son chiffre d'affaire à taux de change constant et retraité de l'impact des renégociations des deux importants aéroports qui a eu lieu en 2012. L'EBITDA a été pénalisé par les conditions climatiques et une performance dégradée sur l'activité voirie de Scandinavie. Dans ce contexte, et en lien avec les discussions sur le refinancement de la dette, une dépréciation a été constatée.
EBITDA ajusté	-4,6%	25,5	26,8	
Etendue des tests				
VNC des écarts d'acquisition		548,6		Dépréciation de 46,8 millions d'euros
Elis	Var.	S1 2013	S1 2012	
Chiffre d'affaires	+3,3%	600,0	580,7	Elis réalise une bonne performance en France tandis que l'international bénéficie de la bonne intégration des sociétés récemment acquises et continue d'enregistrer une situation différenciée selon les pays. Ces résultats traduisent une bonne performance de la France avec une gestion stricte des coûts, un effet positif du CICE et de l'intégration des acquisitions.
EBITDA ajusté	+8,2%	190,3	175,9	
Etendue des tests				
VNC des écarts d'acquisition		1463,6		Néant
Europcar	Var.	S1 2013	S1 2012	
Chiffre d'affaires	-2,7%	863,9	888,1	Une légère baisse du chiffre d'affaires reste observable dans un contexte de marché difficile. Dans cet environnement, Europcar continue d'optimiser la gestion de ses coûts et de son taux d'utilisation. Le déploiement de l'offre low cost InterRent dans tout le réseau Europcar ainsi que la poursuite du programme de transformation Fastlane initié en 2012 montrent déjà des résultats positifs tant en termes de génération de revenus que d'économies de coûts.
Corporate EBITDA ajusté	+133,3%	18,2	7,8	
Etendue des tests				
VNC des écarts d'acquisition		429,1		Néant

Méthodologie retenue pour la mise en œuvre des tests

La méthodologie retenue pour la mise en œuvre des tests au 30 juin 2013 est identique à celle décrite dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En particulier, Eurazeo a retenu les mêmes paramètres de calcul du WACC mais les données de marché ont fait l'objet d'une mise à jour pour la clôture.

Rapport financier semestriel

Note 2 – Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012	Amortissement
Marque Europcar	674 300	674 300	674 300	Non amortie
Marques National/Alamo/Guy Salmon	19 652	26 526	23 429	Linéaire 10 ans
Marques Elis	206 500	206 500	206 500	Non amorties
Autres Marques du groupe Elis	2 795	8 205	2 877	Non amorties
Marques APCOA/EuroPark	27 265	27 453	27 546	Non amorties
Marques du groupe Eurazeo PME	128 040	152 709	156 209	Non amorties
Autres Marques	20	19	28	Non amorties
Total marques	1 058 572	1 095 712	1 090 889	
Contrats commerciaux et relations clientèles	378 735	475 721	461 168	
Autres immobilisations incorporelles	163 938	131 368	137 367	
Total immobilisations incorporelles	1 601 245	1 702 801	1 689 424	

Les contrats commerciaux et relations clientèles sont amortis sur une durée de 4 à 30 ans, selon les portefeuilles concernés.

(en milliers d'euros)	Marques	Contrats commerciaux, relations clientèles	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	1 118 452	842 237	311 854	2 272 543
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-30 236	-346 442	-186 441	(563 119)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2012	1 088 216	495 795	125 413	1 709 424
Investissements	118	-	19 684	19 802
Variations du périmètre de consolidation	13 274	925	-997	13 202
Dotations aux amortissements de l'exercice	-8 865	-24 293	-14 250	-47 408
Variations de change	2 969	4 481	436	7 886
Autres mouvements	-	-1 187	1 082	-105
Valeur brute au 30 juin 2012	1 135 909	845 840	332 839	2 314 588
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-40 197	-370 119	-201 471	-611 787
Valeur nette comptable au 30 juin 2012	1 095 712	475 721	131 368	1 702 801
Investissements	109	-	16 139	16 248
Variations du périmètre de consolidation	489	13 738	2 275	16 502
Dotations aux amortissements de l'exercice	-3 224	-26 582	-14 037	-43 843
Variations de change	-2 235	-1 688	-387	-4 310
Autres mouvements	38	-21	2 009	2 026
Valeur brute au 31 décembre 2012	1 133 897	859 055	347 925	2 340 877
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-43 008	-397 887	-210 558	-651 453
Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	1 090 889	461 168	137 367	1 689 424
Investissements	42	15	15 719	15 776
Variations du périmètre de consolidation	-26 565	-52 989	25 629	-53 925
Dotations aux amortissements de l'exercice	-2 884	-27 879	-14 912	-45 675
Variations de change	-1 495	-2 363	-170	-4 028
Autres mouvements	-1 415	783	305	-327
Valeur brute au 30 juin 2013	1 101 741	786 049	385 640	2 273 430
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-43 169	-407 314	-221 702	-672 185
Valeur nette comptable au 30 juin 2013	1 058 572	378 735	163 938	1 601 245

Rapport financier semestriel

Les indicateurs de pertes de valeur relatifs aux immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont identiques à ceux présentés en Note 1. Aucun indicateur de perte de valeur n'a été relevé au cours du premier semestre.

Note 3 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Terrains	72 599	71 334	71 603
Constructions	292 451	280 781	285 304
Installations, matériel industriel et de transport	249 209	256 654	261 526
Articles textiles donnés en location	194 691	179 847	192 606
Autres immobilisations corporelles	147 105	135 024	147 708
Total immobilisations corporelles	956 055	923 639	958 747
Immobilisations corporelles en propre	891 767	873 732	905 885
Immobilisations corporelles détenues dans le cadre d'un contrat de location	64 288	49 907	52 862
Total immobilisations corporelles	956 055	923 639	958 747

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et Matériels	Articles textiles donnés en location	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	456 884	491 663	300 253	380 294	1 629 094
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-110 789	-242 489	-151 911	-248 932	(754 121)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2012	346 095	249 174	148 342	131 363	874 974
Investissements	17 557	26 248	68 317	26 756	138 878
Variations du périmètre de consolidation	-3 417	5 574	1	-503	1 655
Mises hors service et cessions	-349	-2 235	-571	-836	-3 991
Dotations aux amortissements de l'exercice	-9 512	-24 911	-36 418	-20 334	-91 175
Variations de change	1 193	1 155	31	724	3 103
Autres mouvements	548	1 648	145	-2 146	195
Valeur brute au 30 juin 2012	469 441	510 542	368 069	400 444	1 748 496
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-117 326	-253 889	-188 223	-265 421	-824 858
Valeur nette comptable au 30 juin 2012	352 115	256 654	179 847	135 024	923 639
Investissements	21 954	24 638	59 813	36 697	143 102
Variations du périmètre de consolidation	384	4 564	178	418	5 543
Mises hors service et cessions	-1 178	-2 003	-29	-396	-3 606
Dotations aux amortissements de l'exercice	-15 800	-23 422	-47 132	-21 171	-107 525
Variations de change	-462	-604	-6	-294	-1 366
Autres mouvements	-105	1 699	-64	-2 570	-1 040
Valeur brute au 31 décembre 2012	486 048	539 356	409 325	412 123	1 846 852
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-129 141	-277 830	-216 719	-264 416	-888 106
Valeur nette comptable au 31 décembre 2012	356 907	261 526	192 606	147 708	958 747
Investissements	7 714	19 138	52 944	24 603	104 399
Variations du périmètre de consolidation	15 254	4 147	2 931	1 528	23 860
Mises hors service et cessions	-115	-549	-4	-2 225	-2 893
Dotations aux amortissements de l'exercice	-10 526	-25 324	-53 638	-20 306	-109 794
Variations de change	-1 831	-872	-188	-906	-3 797
Autres mouvements	-2 353	-8 857	40	-3 297	-14 467
Valeur brute au 30 juin 2013	503 697	540 485	464 662	430 069	1 938 913
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	-138 647	-291 276	-269 971	-282 965	-982 859
Valeur nette comptable au 30 juin 2013	365 050	249 209	194 691	147 105	956 055

La revue de la durée d'utilité des articles donnés en location du groupe Elis a conduit à rallonger leur durée d'amortissement. Cela a entraîné une baisse de la charge d'amortissement de 40,2 millions d'euros sur l'exercice 2012 (dont 23,0 millions sur le premier semestre). Sur le premier semestre 2013, l'impact est de 8,3 millions d'euros.

Note 4 – Immeubles de placement et revenus immobiliers

Les immeubles de placement du groupe sont constitués uniquement des immeubles détenus par ANF Immobilier. Ils ont été évalués au 30 juin 2013 à la juste valeur sur la base de la valeur d'expertise.

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Investiss.	Cessions	Var. valeurs	30/06/2013
Lyon	136 155	18 507	-	1 204	155 866
Marseille	700 982	21 812	-12 699	1 602	711 697
Bordeaux	15 502	5 588	-	130	21 220
Hotels B&B	28 810	3 871	-	429	33 110
Total immeubles de placement ANF Immobilier	881 449	49 778	-12 699	3 365	921 893
<i>Immeubles de placement</i>	<i>848 385</i>				<i>898 045</i>
<i>Immeubles de placement destinés à être cédés</i>	<i>33 064</i>				<i>23 848</i>

Description des expertises

Deux cabinets indépendants (Jones Lang LaSalle et BNPParibas Real Estate) valorisent le patrimoine du Groupe dans une perspective de détention durable. La juste valeur des immeubles de placement correspond à la valeur d'expertise hors droits.

La valorisation des immeubles de placement a été réalisée selon deux approches différentes pour le patrimoine haussmannien de Lyon et de Marseille :

- la méthode de la capitalisation des revenus locatifs ;
- la méthode de l'approche par comparaison.

Conformément à la pratique du secteur, le recours à deux méthodes de valorisation est rendu possible par la convergence des valeurs obtenues.

Les terrains sont quant à eux évalués selon la méthode du bilan promoteur, sauf s'il s'agit de simples réserves foncières.

La méthode de valorisation est identique à celle décrite dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Rapport financier semestriel

Concernant les valorisations par capitalisation des revenus locatifs, l'évolution des taux de rendement retenus dans le cadre des expertises se détaille comme suit :

	30/06/2013	31/12/2012
Lyon		
Taux de rendement "commerces"	5,80% à 6,10%	5,30% à 6,10%
Taux de rendement "bureaux"	6,60% à 7,20%	6,40% à 7,20%
Taux de rendement "logements" (*)	4,50% à 4,60%	4,20% à 4,60%
Marseille		
Taux de rendement "commerces"	5,60% à 7,90%	5,60% à 7,90%
Taux de rendement "bureaux"	6,60% à 8,00%	6,60% à 8,00%
Taux de rendement "logements" (*)	4,40% à 5,60%	4,40% à 5,60%

(*) Hors loi 1948

Analyse de sensibilité

La valeur vénale du patrimoine a été calculée en faisant varier les taux de rendement. La sensibilité de la valeur vénale du patrimoine évaluée selon la méthode de la capitalisation des revenus locatifs est la suivante :

	Valeur d'expertise	Taux -20 bp	Taux -10 bp	Taux +10 bp	Taux +20 bp
Patrimoine de centre ville	888 783	+4,48%	+2,19%	-2,11%	-4,13%

Taux d'impôt différé retenu

Dans la mesure où ANF Immobilier a adopté le régime S.I.I.C. (Société d'Investissements Immobiliers Cotée) depuis le 1er janvier 2006, ANF Immobilier n'est plus redevable de l'impôt sur les plus-values de cession des immeubles soumis à ce régime. En revanche, elle est tenue de distribuer 50 % des plus-values réalisées à ses actionnaires qui seront, quant à eux, redevables de l'impôt au taux de droit commun au titre de ces distributions. En conséquence, il a été constaté un impôt différé de 37,43 % à hauteur de 50 % de la variation de juste valeur des immeubles de placement dans les comptes d'Eurazeo, société mère d'ANF Immobilier, au prorata de son droit sur les dividendes (pourcentage d'intérêts : 50,16 % au 30 juin 2013).

Rapport financier semestriel

Note 5 – Actifs disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
<i>Juste valeur par référence directe à des prix publiés sur un marché actif</i>				
Danone		5 433	805 482	820 107
Titres cotés		5 433	805 482	820 107
<i>Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données observables</i>				
Colyzeo et Colyzeo II		87 044	91 750	86 450
<i>Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données non observables</i>				
Gruppo Banca Leonardo		59 000	59 100	59 000
Obligations RES1 (Foncia)		166 706	148 451	157 314
Autres actifs non cotés		104 110	100 579	103 142
Titres non cotés		416 860	399 880	405 906
Total actifs financiers disponibles à la vente		422 293	1 205 362	1 226 013
Actifs financiers disponibles à la vente - non courants		376 308	1 175 205	1 186 342
Actifs financiers disponibles à la vente - courants		45 985	30 157	39 671
dont actifs financiers donnés en garantie	22	-	805 482	820 107

Le Groupe a revu l'ensemble de son portefeuille d'actifs disponibles à la vente afin de déterminer s'il existait des indicateurs de perte de valeur. Au 30 juin 2013, la juste valeur des actifs disponibles à la vente se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2013 Valeur au bilan	Coût d'acquisition	Variation de Juste valeur (cumul)	
			Reserve de juste valeur	Perte de valeur
<i>Juste valeur par référence directe à des prix publiés sur un marché actif</i>				
Danone	5 433	2 329	3 104	-
Autres titres cotés	-	-	-	-
Titres cotés	5 433	2 329	3 104	-
<i>Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données observables</i>				
Colyzeo et Colyzeo II	87 044	125 779	1 542	-40 277
<i>Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données non observables</i>				
Gruppo Banca Leonardo	59 000	80 950	-	-21 950
Obligations RES1 (Foncia)	166 706	166 706	-	-
Autres actifs non cotés	104 110	328 564	-37	-224 417
Titres non cotés	416 860	701 999	1 505	-286 644
Actifs financiers disponibles à la vente	422 293	704 328	4 609	-286 644
dont actifs financiers donnés en garantie	-	-	-	-

A la suite de la cession des titres Edenred et du fait de l'incertitude liée au pacte d'actionnaire avec Colony concernant les titres Accor et Edenred, la réserve de juste valeur négative (Colyzeo II) d'un montant de 13,0 millions d'euros a été recyclée en résultat au 30 juin 2013.

La totalité de la réserve de juste valeur négative relative aux titres Banca Leonardo a été recyclée au 30 juin 2013, soit 22,0 millions d'euros, la baisse de la valeur de l'actif ayant été considérée comme durable.

Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2013, la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Var. coût d'acquisition	Reclass. Réserve Juste valeur	Var. Réserve Juste valeur	Pertes de valeur	Variation de périmètre	30/06/2013
Juste valeur par référence directe à des prix publiés sur un marché actif							
Danone	820 107	-639 286	-317 780	142 392	-	-	5 433
Total titres cotés	820 107	-639 286	-317 780	142 392	-	-	5 433
Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données observables							
Colyzeo et Colyzeo II	86 450	1 751	13 032	-1 051	-13 138	-	87 044
Juste valeur sur la base de techniques de valorisation reposant sur des données non observables							
Gruppo Banca Leonardo	59 000		21 950	-	-21 950	-	59 000
Obligations RES1 (Foncia)	157 314	9 392	-	-	-	-	166 706
Autres actifs non cotés	103 142	5 086	-	-	-18 403	14 285	104 110
Total titres non cotés	405 906	16 229	34 982	-1 051	-53 491	14 285	416 860
Actifs disponibles à la vente	1 226 013	-623 057	-282 798	141 341	-53 491	14 285	422 293
Investissements		17 703					
Cession Danone		-639 286					
Autres cessions		-15 343					
Intérêts courus		13 438					
Autres variations / reclassements		523					
Effets de change		-92					
Variation réserve de juste valeur consolidée				-141 457			
Variation de la réserve de juste valeur - Part du Groupe				-141 457			
Variation de la réserve de juste valeur - Intérêts minoritaires				-			

En avril 2013, Eurazeo a reçu, de la part de porteurs d'obligations, des demandes de conversion du fait de la hausse du cours de Danone portant sur 12 334 655 obligations et pour le solde, Eurazeo a exercé son option de remboursement anticipé portant sur les obligations pour lesquelles aucune demande de conversion n'a été reçue.

Cette opération a eu pour conséquence, entre autres, la cession de 16 339 143 actions Danone qui ont été livrées aux porteurs d'obligations dégageant une plus-value consolidée nette de la variation du dérivé de l'obligation de 141,9 millions d'euros (voir note 16 – Résultat opérationnel). Après reprise de la provision pour intérêts courus de 24,2 millions d'euros et prise en compte des frais financiers restants à amortir, l'impact du remboursement anticipé sur le résultat consolidé est de 129,3 millions.

A l'issue de ces opérations, Eurazeo détient 94 227 actions Danone, soit 0,01% du capital et des droits de vote de Danone.

Note 6 – Participations dans les entreprises associées

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Dividendes	Cessions	Résultat	Var. Réserves	Ecart de conversion	Pertes de valeur	Autres	30/06/2013
Accor	698 637	-17 527		-487	405	-11 249		634	670 413
Edenred	184 570		-184 570	-					-
Ray Investment / Rexel	777 221		-311 696	34 661	6 099	-20 627		-11 456	474 202
Intercos	29 885			-1 097		252		114	29 154
Fonroche	52 641			-194		-83		333	52 697
Moncler	421 675			1 553	526	-70		-3 025	420 659
Foncia	71 858			-3 627	379	13		-1 256	67 367
Autres	2 671			-1 140		23		-741	813
Participations dans les entreprises associées	2 239 158	-17 527	-496 266	29 669	7 409	-31 741	-	-15 397	1 715 305
<i>Variation de la réserve de couverture</i>					Note 13	846			
<i>Ecart actuariels directement comptabilisés en capitaux propres</i>						7 460			
<i>Effets impôt</i>						-897			

Cession des titres Edenred

Eurazeo a annoncé le 6 mars 2013, le succès de la cession, par l'intermédiaire de Legendre Holding 19, de 23,1 millions d'actions Edenred S.A. (« Edenred »), représentant 10,2 % du capital d'Edenred, au prix de 26,13 euros par action, soit un montant total de 603 millions d'euros, dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels.

À l'issue de cette opération, Eurazeo a cédé l'intégralité de sa participation dans Edenred.

La plus-value de cession s'élève à 416,6 millions d'euros (cf. Note 16 – Résultat opérationnel), et la dette affectée à Edenred a été remboursée à hauteur de 275,0 millions d'euros (cf. Note 12 – Dette financière nette).

Tests de perte de valeur sur les titres mis en équivalence

Eurazeo a revu la performance de ses participations dans les entreprises associées, en particulier :

- Accor affiche une croissance de +1,8 % de son chiffre d'affaires, à données comparables. Cette hausse du chiffre d'affaires sur l'ensemble des segments, tirée par la bonne résistance de l'Europe et dynamisée par les marchés émergents, est principalement liée à la croissance des redevances de management et franchises (+15,9 %) ;
- Rexel affiche une légère baisse du chiffre d'affaires (-1,5 % à données publiées et +3,5 % à données comparables au premier semestre 2013) et de la marge d'EBITA (- 40 points de base à +5,1 %, à données comparables et ajustées). Dans ce contexte de marché difficile, le Groupe prévoit une marge d'EBITA ajusté comprise entre 5,5 % et 5,6% sur l'ensemble de l'année 2013 et confirme l'objectif d'un flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts supérieur à 600 millions d'euros ;
- La marque Moncler affiche une très forte progression de son chiffre d'affaires : 183 millions d'euros pour le premier semestre 2013, en progression de +18 % malgré une base de comparaison élevée (+38 % au 1er semestre 2012) et

Rapport financier semestriel

l'impact négatif de l'évolution des taux de change. Le chiffre d'affaires du groupe s'établit à 247 millions d'euros au 1er semestre 2013, en hausse de +10 %.

Eurazeo n'a effectué aucun test de perte de valeur sur ses participations dans les entreprises associées.

A titre d'information, la valorisation des participations cotées (Accor et Rexel) sur la base du cours de bourse est la suivante au 30 juin 2013 :

(en milliers d'euros)	Nombre de titres détenus	Cours au 28/06/2013 (*)	Total
Accor (titres détenus par Legendre Holding 19)	23 061 291	27,04	623 462
Rxel (titres détenus par Ray France au travers de Ray Investment)	31 368 739	17,28	542 052

(*) Cours de bourse de clôture en euros

Note 7 – Créances clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Clients et effets à recevoir (bruts)		712 277	744 674	680 209
(-) dépréciations des créances		-65 101	-65 116	-63 911
Clients et effets à recevoir		647 176	679 558	616 298
Créances envers les constructeurs (Europcar)		425 780	561 292	470 220
TVA sur actifs liés à la flotte de véhicules		106 911	73 434	49 761
Total des créances liées à la flotte de véhicules	8	532 691	634 726	519 981
Autres créances (brutes)		131 128	122 268	104 028
(-) dépréciations des autres créances		-14 522	-17 622	-16 235
Total des clients et autres débiteurs contribuant au B.F.R.		1 296 473	1 418 930	1 224 072
Créances sur immobilisations		212	3 504	98
Total des clients et autres débiteurs		1 296 685	1 422 434	1 224 170
<i>dont le recouvrement est attendu dans moins d'un an</i>		<i>1 296 685</i>	<i>1 422 434</i>	<i>1 224 170</i>
<i>dont le recouvrement est attendu dans plus d'un an</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

La juste valeur des créances clients et autres débiteurs est équivalente à la valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme.

Note 8 – Flotte de véhicules, créances et dettes liées à la flotte

La plupart des véhicules exploités par le Groupe au travers de sa filiale Europcar fait l'objet d'un accord de rachat. Une créance distincte correspondant au montant du rachat est inscrite à l'actif courant du bilan lorsque le véhicule commence à être exploité.

Les véhicules sont comptabilisés en actifs courants car ils entrent dans le cadre d'accords d'une durée généralement inférieure à 12 mois. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de rachat contractuel est comptabilisée en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la période de détention des véhicules.

Au 30 juin 2013, l'actif correspondant à la flotte de véhicules ainsi que les créances et les dettes associées se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Prix de rachat des véhicules		1 141 972	1 191 790	812 184
Charge constatée d'avance de location		215 488	179 609	169 319
Actifs entrant dans le cadre d'accords de "buy back"		1 357 460	1 371 399	981 503
Véhicules acquis sans accord de "buy back"		267 067	272 836	230 104
Véhicules acquis dans le cadre d'un contrat de location financement		59 961	45 609	56 757
Total flotte de véhicules		1 684 488	1 689 844	1 268 364
Créances envers les constructeurs (Europcar)		425 780	561 292	470 220
TVA sur actifs liés à la flotte de véhicules		106 911	73 434	49 761
Total créances liées à la flotte de véhicules	7	532 691	634 726	519 981
Total flotte de véhicules et créances associées		2 217 179	2 324 570	1 788 345
Dettes fournisseurs relatives à la flotte	14	(718 747)	(749 906)	(541 785)
TVA collectée sur actifs liés à la flotte de véhicules		(46 465)	27 344	(39 893)
Total dettes fournisseurs et assimilé liés à la flotte de véhicules		(765 212)	(722 562)	(581 678)

Note 9 – Actifs de trésorerie

La trésorerie dont la variation est analysée dans le tableau de flux de trésorerie est présentée nette des découverts bancaires. Elle inclut la trésorerie à accès restreint.

La trésorerie à accès restreint se compose de la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité d'Eurazeo et de la trésorerie à accès restreint des groupes APCOA, Europcar et Eurazeo PME.

La trésorerie et valeurs mobilières de placement d'une maturité de moins de trois mois détenues par les « Special Purpose Vehicles » d'Europcar est analysée comme de la trésorerie à accès restreint. Les sociétés concernées sont SecuritiFleet Holding et SecuritiFleet Holding Bis, le Fonds Commun de Titrisation Synople, EC Finance et la captive d'assurance Euroguard.

Rapport financier semestriel

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Comptes à vue		620 127	183 436	366 753
Dépôts à terme et valeurs mobilières de placement		148 664	116 462	216 406
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif		768 791	299 898	583 159
Trésorerie à accès restreint		104 384	512 602	92 718
Découverts bancaires	12	(21 583)	(53 790)	(26 216)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au passif		(21 583)	(53 790)	(26 216)
Trésorerie nette		851 592	758 710	649 661
Actifs financiers de gestion de trésorerie	12	39 777	49 209	36 728
Autres actifs financiers de trésorerie ⁽¹⁾	12	24 346	24 847	36 207
Total actifs de trésorerie brut	12	937 298	886 556	748 812

(1) Comptabilisés en autres actifs non courants

Note 10 – Informations sur le capital et résultat par action

Informations sur le capital

Au 30 juin 2013, le capital social était de 211 433 milliers d'euros, divisé en 69 322 485 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie (dont 3 166 825 actions auto-détenues).

Postérieurement au 30 juin 2013, 902 747 actions ont été annulées, portant le capital social à 68 419 738 actions entièrement libérées.

Les capitaux propres – part du Groupe s'élevaient à 3 192,6 millions d'euros, soit 48,3 euros par action au 30 juin 2013.

Résultat par action

(en milliers d'euros)	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Résultat net part du groupe	328 828	-126 592	-198 543
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	64 215 683	61 541 021	62 640 002
Résultat de base par action publié	5,12	-2,06	-3,17
Résultat de base par action ajusté des attributions d'actions gratuites ⁽¹⁾	-	-1,96	-3,02
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles	64 215 683	61 541 021	62 640 002
Résultat dilué par action publié	5,12	-2,06	-3,17
Résultat dilué par action ajusté des attributions d'actions gratuites	-	-1,96	-3,02

(1) Ajustement lié à la décision de l'Assemblée Générale du 11 mai 2012 (distribution de 3 301 070 actions gratuites réalisée le 22 mai 2013)

Note 11 – Provisions

(en milliers d'euros)	Passifs liés aux avantages au personnel	Sinistres / Remise en état	Litiges	Autres	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
A l'ouverture	164 165	174 558	11 445	65 889	416 057	369 620	369 620
Augmentations / Dotations de l'exercice	7 607	64 919	3 018	14 159	89 703	95 450	223 662
Variations de périmètre	-4			3 649	3 645	-366	-1 073
Réductions / Reprises de provisions consommées	-3 658	-70 805	-2 717	-20 802	-97 982	-89 063	-188 343
Réductions / Reprises de provisions excédentaires ou devenues sans objet		-167	-472	-5 259	-5 898	-4 338	-18 881
Reclassements / Ecart de conversion / Ecart actuariels	-4 515	-1 680	-4	572	-5 627	15 951	31 072
A la clôture	163 595	166 825	11 270	58 208	399 898	387 254	416 057
Part à moins d'un an	2 400	148 580	10 973	41 447	203 400	205 805	220 227
Part à plus d'un an	161 195	18 245	297	16 761	196 498	181 449	195 830

Passifs liés aux avantages au personnel

La nature des avantages au personnel est similaire à celle décrite dans l'annexe au 31 décembre 2012.

Provisions pour sinistres / Remise en état

La nature des provisions pour sinistres (120,8 millions d'euros) et pour remise en état de la flotte (31,6 millions d'euros) d'Europcar ainsi que la provision pour remise en conformité environnementale d'Elis (14,5 millions d'euros) est décrite dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Provisions pour litiges et autres provisions

Le groupe Eurazeo recense des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités (cf. 4. Gestion des risques – litiges). Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs autres que ceux déjà provisionnés.

Les autres provisions comprennent principalement des provisions pour restructurations, des provisions pour risques fiscaux et des provisions diverses.

Rapport financier semestriel

Note 12 – Dette financière nette

Dette financière nette

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, peut être détaillé comme suit :

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Emprunt Eurazeo		-	110 360	110 334
Obligations échangeables en actions Danone		-	653 598	687 567
Total emprunts Eurazeo		-	763 958	797 901
Obligations Europcar (flotte et corporate)		1 049 595	1 469 013	1 044 762
Obligations Elis		832 711	-	-
Obligations Legendre Holding 27 (Elis)		173 919	-	-
Obligations Eurazeo PME		47 214	189 623	216 863
Obligations Eurazeo Partners		4 571	7 005	7 111
Emprunts obligataires		2 108 010	1 665 641	1 268 736
Lignes de financement de la flotte Europcar		1 007 122	1 061 498	795 255
Ligne de crédit "revolving" Europcar		179 898	159 149	169 476
Emprunt Elis		966 493	1 949 170	1 975 235
Emprunt APCOA		641 743	650 386	649 427
Emprunt Legendre Holding 19 (Accor)		286 983	568 029	568 323
Emprunt ANF Immobilier		359 270	551 386	313 771
Emprunts Eurazeo Croissance		14 663	11 373	13 467
Emprunts Eurazeo PME		81 036	93 298	83 223
Comptes courants créditeurs	9	21 583	53 790	26 216
Location financière (hors flotte)		53 948	47 929	45 096
Autres emprunts		59 994	95 393	63 887
Emprunts		3 672 733	5 241 401	4 703 376
Emprunts et dettes financières		5 780 743	7 671 000	6 770 013
<i>Dont part des dettes financières à moins d'un an</i>		<i>2 261 878</i>	<i>1 965 340</i>	<i>1 369 961</i>
<i>Dont part des dettes financières à plus d'un an</i>		<i>3 518 865</i>	<i>5 705 660</i>	<i>5 400 052</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	9	768 791	299 898	583 159
Trésorerie à accès restreint	9	104 384	512 602	92 718
Actifs financiers de gestion de trésorerie	9	39 777	49 209	36 728
Autres actifs financiers non courants	9	24 346	24 847	36 207
Actifs de trésorerie		937 298	886 556	748 812
Total Endettement net		4 843 445	6 784 444	6 021 201
Répartition par devises des emprunts et dettes financières				
EUR		5 083 723	6 944 200	6 076 509
GBP		581 023	605 554	568 374
NOK		94 680	99 275	100 746
Autres		21 317	21 971	24 384
(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Location opérationnelle Europcar (hors bilan)	15	1 510 797	1 495 187	1 223 929

La situation des participations du Groupe au regard de l'endettement net est présentée ci-dessous.

Remboursement de la dette liée aux titres Edenred

Suite à la cession de l'intégralité des titres Edenred, le 6 mars 2013, la dette affectée à cette participation a été remboursée à hauteur de 275,0 millions d'euros.

Emprunt obligataire échangeable en actions Danone

Dans le cadre de sa stratégie de monétisation de sa ligne Danone, Eurazeo a placé, le 28 mai 2009, 700 millions d'euros d'obligations échangeables en actions Danone. Cet emprunt obligataire, émis sur la base d'un nominal initial de 45,25 euros, était d'une durée de 5 ans (remboursement au pair le 10 juin 2014) et portait un intérêt annuel de 6,25%. Afin de tenir compte de l'augmentation de capital de Danone du 25 juin 2009, le prix d'exercice a été ajusté à 42,59 euros ainsi que la parité d'échange (1 obligation pour 1,0623 actions Danone).

Sur le plan comptable, cet emprunt s'analyse comme une dette avec un dérivé incorporé synthétisant les options consenties de sortie de l'obligation. Les composantes dette et dérivé ont donc été valorisées et comptabilisées séparément à la date d'émission.

Au cours du premier semestre 2013, suite à l'augmentation du cours du titre Danone, Eurazeo a reçu des demandes de conversion des porteurs d'obligations, et a exercé son option de remboursement anticipé pour le solde restant.

A la date d'exercice, la valeur du dérivé a été estimée à 262,6 millions d'euros, valeur qui additionnée à celle de la dette (700 millions d'euros) correspond à la valeur des titres Danone, soit 962,6 millions d'euros.

Refinancement de la dette financière Elis

Le groupe Elis a annoncé le 28 mai 2013 avoir obtenu l'accord de la majorité nécessaire de ses prêteurs seniors pour amender certaines dispositions de ses facilités seniors existantes et pour repousser leur date de maturité à 2017, conformément à sa demande de waiver en date du 21 mai 2013.

De plus, le groupe Elis a annoncé le 31 mai 2013 que Novalis, une holding intermédiaire du groupe Elis, a procédé au pricing d'une offre d'obligations seniors garanties pour un montant total de 450 millions d'euros dues en 2018 au nominal (les « Senior Secured Notes »). Le taux d'intérêt des Senior Secured Notes a été fixé à 6.00%, les intérêts étant payables semestriellement.

Le groupe Elis a également procédé à l'émission des Senior Secured Notes le 14 juin 2013 et a utilisé le produit net de l'offre, ainsi que le produit net de l'émission par placement privé d'obligations PIK pour un montant total de 173 millions d'euros dues en 2018 et d'obligations seniors subordonnées pour un montant total de 380 millions d'euros dues en 2018, pour rembourser les junior mezzanine notes et les senior mezzanine notes d'Elis existantes et pour rembourser une partie des facilités seniors.

Dette financière court terme APCOA

Une grande partie de la dette financière d'APCOA a été reclassée en dettes court terme, du fait de sa date d'échéance en avril 2014, soit 641,7 millions d'euros.

Des discussions pour le refinancement de cette dette sont actuellement en cours.

Dette financière court terme ANF Immobilier

Une partie des dettes d'ANF Immobilier a été reclassée en dettes à court terme, soit 225,0 millions d'euros en nominal (échéance juin 2014).

Dette financière court terme Europcar

La dette financière à moins d'un an comprend les lignes de financement de la flotte de véhicules Europcar :

- Une ligne de crédit de premier rang de 519,5 millions d'euros net des frais de transaction au 30 juin 2013 :

Suite à l'opération de refinancement du « Bridge To Asset », Europcar dispose depuis le 27 août 2010 d'un « Senior Asset Revolving Facility » de 1,3 milliard d'euros à maturité juillet 2014, pouvant faire l'objet d'une extension jusqu'à 1,7 milliard d'euros. La structure de titrisation a obtenu le rating A par Standard & Poor's en avril 2012. Dans le même temps, cette facilité a été volontairement réduite à 1,1 milliard d'euros. Ce financement est tiré à hauteur de 527,5 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le groupe Europcar définit chaque fin de mois le montant de flotte (et de fonds de roulement associé) à financer dans le cadre de son activité de location de véhicules, et réactualise ainsi ses besoins de tirage. Le montant tiré est alors remboursable le mois suivant, au moment où un nouveau tirage est réalisé sur la base de la valeur nette de la flotte au mois précédent. Ceci explique que cette dette ait été classée en passif courant, bien que la ligne commence à s'amortir en 2014 ;

- Une ligne de crédit « Senior Revolving Credit Facility » tirée à hauteur de 179,9 millions d'euros nets des frais de transaction au 30 juin 2013 (dont 6,7 millions d'euros de frais de transaction comptabilisés en long terme) :

Cette ligne de crédit de 300 millions d'euros à maturité juin 2015 (avec option d'extension de 2 ans) a vocation à financer :

- o L'achat de la flotte non finançable par la « Senior Asset Revolving Facility » ;
- o Le besoin en fonds de roulement de l'activité courante d'Europcar.

- D'autres emprunts réservés au financement de la flotte pour 487 millions d'euros au 30 juin 2013 :

Il s'agit de location financière relative à la flotte de véhicules. Le groupe Europcar dispose notamment de contrats de location financement pour sa filiale basée au Royaume-Uni, et dans une moindre mesure pour sa filiale basée en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ces contrats de location financement (Royaume-Uni), qui arriveront à échéance fin décembre 2015, permettent à la filiale anglaise d'obtenir un volume de véhicules qu'elle exploite en moyenne entre 6 et 8 mois. Tout comme pour la « Senior Asset Revolving Facility » décrite ci-dessus, le financement de la filiale anglaise est ajusté sur une base mensuelle en fonction du volume de flotte à financer.

Rapport financier semestriel

Engagements liés à la dette consolidée

Le remboursement des emprunts souscrits par les sociétés du Groupe pourrait être exigé de manière anticipée en cas de défaut de paiement ou de non respect de leurs obligations au titre du contrat.

Le tableau ci-dessous détaille les montants (intérêts courus inclus), les échéances et la nature des covenants des financements des différentes participations du Groupe.

(en milliers d'euros)	30/06/2013		Dettes nettes	Commentaires / Nature des principaux covenants	
	Dettes brutes	Actifs de trésorerie			
Elis ⁽¹⁾	2 029 316	-41 912	1 987 404	- Echéances : 2017 à 2018 - Covenants : ~ Ratio de couverture du service de la dette ~ Dette nette / EBITDA* ~ EBITDA* / frais financiers nets ~ Capex**	
Legendre Holding 19 (Accor)	286 983	-9	286 974	- Echéance : 2015 - Prêt bancaire sans recours sur Eurazeo, garanti par la valeur des titres Accor - Covenants : ~ LTV *** ~ Liquidité du titre Accor	
Europcar	2 241 522	-228 408	2 013 114	- Echéances : 2017-2018 (emprunt obligataire), 2014-2015 (dette adossée à la flotte et contrats de location) et 2015 (ligne de crédit "revolving") - Covenants sur la ligne de crédit "revolving" : ~ Ratio de couverture du service de la dette - Pas de covenant financier sur la facilité principale de financement de la flotte ("Senior asset revolving facility") - Covenant sur l'emprunt obligataire à échéance 2017 : ~ LTV ***	
	dont flotte	1 470 930	-24 917	1 446 013	
	dont corporate	770 592	-203 491	567 101	
APCOA	676 661	-33 893	642 768	- Echéance : Avril 2014 - Covenants : ~ Dette nette / EBITDA* ~ Ratio de couverture du service de la dette ~ Capex**	
Autres sociétés	0	-246	-246		
Total Endettement net "Eurazeo Capital"	5 234 482	-304 468	4 930 014		
Eurazeo PME	152 386	-76 087	76 299	- Echéances : 2016 à 2018 - Covenants : ~ Ratio de couverture du service de la dette ~ Dette nette / EBITDA* ~ EBITDA* / frais financiers nets ~ Capex**	
Total Endettement net "Eurazeo PME"	152 386	(76 087)	76 299		
Eurazeo Croissance	29 717	-1 627	28 090	- Echéances : 2017	
Total Endettement net "Eurazeo Croissance"	29 717	-1 627	28 090		
ANF Immobilier	359 588	-2 142	357 446	- Echéances : 2014 à 2020 - Covenants : ~ LTV *** ~ ICR ****	
Autres sociétés		-184	-184		
Total Endettement net "Eurazeo Patrimoine"	359 588	-2 326	357 262		
Eurazeo	0	-541 286	-541 286		
Legendre Holding 27 (Elis)	0	-580	-580		
Autres sociétés	4 570	-10 924	-6 354		
Total Endettement net "Holding"	4 570	-552 790	-548 220		
Total Endettement net	5 780 743	-937 298	4 843 445		

(1) Y compris dette portée par LH27 pour 173,9 millions d'euros

* "Earnings before interest, taxes depreciation and amortization" : Résultat opérationnel avant intérêts, dépréciations et amortissements; le cas échéant ajusté conformément à la documentation bancaire

** "Capital Expenditure" : Investissements

*** "Loan To Value" : Dette rapportée à la valeur réévaluée des actifs

**** "Interest Coverage Ratio" : Multiple de couverture des frais financiers par le résultat

Il n'existe aucun bris de covenant pour lequel un défaut significatif des contreparties n'ait été invoqué ou qui n'ait bénéficié d'un « waiver » à la date d'arrêté des comptes. Ainsi, l'échéancier des dettes a été établi sur la base des dates de remboursements prévues à ce jour.

Note 13 – Dérivés et autres actifs et passifs non courants

Instruments dérivés

(en milliers d'euros)	Notionnel	Juste valeur au 30/06/2013	Variations de juste valeur sur la période	Impact résultat financier (*)	Impact réserve de couverture
Swaps de taux échéance 2014	222 550	-6 498	8 803	582	8 221
Swaps de taux échéance 2015	1 686 000	-20 320	8 121	-	8 121
Swaps de taux échéance 2016 et +	748 908	-23 456	8 080	-89	8 169
Autres swaps de taux (y compris swaps échus en cours d'exercice)		-	-	-	-
Total des dérivés passifs non courants		-50 274			
Autres swaps de taux	7 731	-112	6 121	-	6 121
Total des dérivés passifs courants		-112			
Total des dérivés de taux éligibles à la comptabilité de couverture	2 665 189	-50 386	31 125	493	30 632
Autres swaps de taux		-11 114	-	-	-
Total des dérivés passifs non courants		-11 114			
Autres swaps de taux		-15 748	15 206	15 206	-
Total des dérivés passifs courants		-15 748			
Total des dérivés de taux non éligibles à la comptabilité de couverture		-26 862	15 206	15 206	-

(*) Part inefficace pour les instruments éligibles à la comptabilité de couverture, variation de juste valeur pour les autres dérivés (hors effets de recyclage présentés en Note 18)

(en milliers d'euros)	Note	Juste valeur au 30/06/2013	Variations de juste valeur sur la période	Impact résultat financier	Impact réserve de couverture
Bons de souscriptions d'actions		-	-	-	-
Total des autres dérivés actifs non courants		-	-	-	-
Dérivé incorporé associé au financement structuré des titres Accor		32 416	-96 779	-96 779	-
Autres dérivés		-	-	-	-
Total des autres dérivés actifs courants		32 416	-96 779	-96 779	-
Autres dérivés		-198	-	-	-
Total des autres dérivés passifs non courants		-198	-	-	-
"Equity swap" associé au financement structuré des titres Accor		-32 416	96 779	96 779	-
Option associée aux obligations échangeables en actions Danone	12	-	-177 358	-177 358	-
Autres dérivés		-454	667	185	482
Total des autres dérivés passifs courants		-32 870	-79 912	-80 394	482
Incidence des groupes mis en équivalence					846
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture ⁽¹⁾					31 960
Produits et charges résultant de la conclusion de dérivés de taux				Note 18	15 699
Produits et charges résultant de la conclusion d'autres dérivés				Note 18	-177 173
Total impact résultat financier ⁽²⁾					-161 474

(1) Les gains (pertes) résultants de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture sont égaux à la somme de l'impact sur la réserve de couverture des dérivés de taux (4,7 millions d'euros), de l'impact des autres dérivés passifs non courant (0,5 million d'euros) et de l'incidence des groupes mis en équivalence (0,8 millions d'euros).

(2) L'impact sur le résultat financier est égal à l'impact des dérivés de taux (2,9 millions d'euros et 12,8 millions d'euros), à l'impact des autres dérivés actifs courant (-96,8 millions d'euros) et à l'impact des autres dérivés passifs courants (-80,4 millions d'euros).

Rapport financier semestriel

Dérivés de taux

Le groupe Eurazeo est exposé au risque de taux d'intérêt. La Direction gère activement cette exposition au risque. Pour y faire face, le Groupe a recours à un certain nombre d'instruments financiers dérivés. L'objectif est de réduire, là où cela semble approprié, les fluctuations de flux de trésorerie suite à des variations de taux d'intérêt.

Les swaps de taux utilisés par le Groupe permettent de convertir à taux fixe une partie de la dette contractée à taux variable.

Les dérivés de taux sont évalués sur la base de données de marché à la date de clôture – Niveau 2 – (courbe des taux d'intérêt de laquelle est déduite la courbe zéro coupon). Leur juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie qui compte du risque de contrepartie et du risque de non-exécution associés à ces contrats.

Autres instruments dérivés (courants)

Dans le cadre du financement des titres Accor et Edenred, Eurazeo a conclu des contrats dont certaines composantes ont été qualifiées de dérivés :

- Un contrat « equity forward » selon lequel le Groupe reçoit un montant notionnel, en fonction du cours de l'action au jour de la transaction. Le notionnel sera remboursé sur la base du cours de bourse du titre à l'échéance ;
- Un contrat « equity swap » selon lequel le Groupe reçoit la moins-value/plus-value constatée à l'échéance sur les titres, et verse le taux d'intérêt de l'emprunt.

Ces opérations sont en substance des emprunts garantis par le nantissement des titres et s'analysent comme suit :

- L'« equity forward » est assimilé à une dette financière hybride constituée d'un contrat hôte et d'un dérivé incorporé de type « equity swap » ;
- L'« equity swap » est un dérivé « free standing » dont les caractéristiques sont symétriques à celles du dérivé incorporé.

Ainsi, les dérivés sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour un montant identique jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Dans le cadre de la cession des titres Edenred, les dérivés adossés à la dette remboursée au cours du semestre se sont éteints.

Rapport financier semestriel

Les dérivés associés aux financements structurés de titres sont évalués sur la base de données de marché à la date de clôture (cours de bourse, taux d'intérêt) et de données estimées (taux de distribution de dividendes attendu). Leur juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie (Niveau 2).

Autres actifs et passifs non courants

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Dérivés de taux éligibles à la comptabilité de couverture	13	-	4	-
Autres actifs financiers de trésorerie	9	24 346	24 847	36 207
Autres actifs non courants		25 303	23 133	23 307
Autres actifs non courants		49 649	47 984	59 514
Instruments dérivés passifs non courants	13	61 586	125 243	90 616
Autres passifs non courants		8 747	7 806	7 956
Autres passifs non courants		70 333	133 049	98 572

La variation des instruments dérivés passifs non courants est liée à la diminution de la dette couverte (essentiellement sur les dettes Elis, ANF Immobilier et LH 19 – Accor/Edenred).

Note 14 – Fournisseurs et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Dettes relatives à la flotte de véhicules	8	718 747	749 906	541 785
Dettes fournisseurs		337 623	395 561	361 923
Avances reçues des clients		3 140	3 112	2 839
Autres créditeurs		6 549	3 892	3 853
Total des fournisseurs inclus dans le B.F.R.		1 066 059	1 152 471	910 400
Dettes fournisseurs d'immobilisations		22 382	34 998	33 518
Total des fournisseurs et autres créditeurs		1 088 441	1 187 469	943 918

Les dettes liées à la flotte de véhicules se rapportent à des contrats de location simple.

Note 15 – Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information sectorielle est présentée en cohérence avec le reporting interne et l'information présentée au principal décideur opérationnel (Directoire d'Eurazeo) aux fins de prises de décisions concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Rapport financier semestriel

Les secteurs opérationnels du groupe Eurazeo peuvent se répartir au sein des cinq pôles d'activités du Groupe :

- « Holding » : activité d'investissement dans des participations non consolidées et activité de fonds de co-investissement.
 - Secteur opérationnel : chaque société contribue au secteur « holding ».
- « Eurazeo Capital » : Nouvelle appellation de l'activité historique d'Eurazeo, Eurazeo Capital investit dans les entreprises de plus 150/200 M€ de valeur d'entreprise.
 - Secteurs opérationnels : chaque investissement est constitutif d'un secteur opérationnel.
-
- « Eurazeo PME » : Eurazeo PME investit dans des petites et moyennes entreprises performantes et ambitieuses dont la valeur d'entreprise est inférieure à 150/200 M€, leaders sur leur marché et dotées d'une forte capacité à valoriser des opérations de croissance.
 - Secteurs opérationnels : chaque investissement est constitutif d'un secteur opérationnel.
-
- « Eurazeo Croissance » : Eurazeo Croissance détecte et accompagne des entreprises à fort potentiel de croissance positionnées sur des marchés prometteurs.
 - Secteurs opérationnels : chaque investissement est constitutif d'un secteur opérationnel.
- « Eurazeo Patrimoine » : Ce pôle regroupe les activités de gestion et d'investissement d'actifs immobiliers d'Eurazeo.
 - Secteurs opérationnels : l'investissement dans ANF Immobilier ainsi que chacun des investissements réalisés dans le secteur « Eurazeo Patrimoine » sont constitutifs d'un secteur opérationnel.

La Note 21 – Filiales et entreprises associés précise l'activité de chacune des sociétés consolidées.

La contribution des groupes mis en équivalence au résultat net consolidé est précisée en Note 6 – Participations dans les entreprises associées.

Les principaux indicateurs de performance, selon les participations, sont :

- au compte de résultat : l'EBIT (« earning before interests and taxes ») ajusté et l'EBITDA (« earning before interests, taxes, amortization and depreciation ») ajusté et le Corporate EBITDA ajusté.
- au bilan : la dette nette ajustée (avant ou après frais de financement).

Rapport financier semestriel

Les ajustements effectués entre le résultat opérationnel avant autres produits et charges et les divers indicateurs de performance du compte de résultat correspondent essentiellement à :

- des ajustements d'éléments non récurrents : frais de restructuration, frais d'acquisition, charges d'amortissement d'actifs reconnus lors d'acquisitions, changements de méthode et d'estimation ;
- un reclassement de l'estimation de la part des charges d'intérêts incluse dans les loyers de location opérationnelle (spécifique à l'activité d'Europcar) ;
- la variation de la juste valeur des immeubles de placement (ANF Immobilier).

Le principal ajustement effectué au niveau de la dette nette correspond à la prise en compte de la dette relative aux locations opérationnelles (spécifique à l'activité d'Europcar).

Ces éléments ajustés ont été directement calculés à partir des contributions IFRS de chacun des secteurs opérationnels et peuvent être directement rapprochés des comptes consolidés publiés.

Information sectorielle au 30 juin 2013

Compte de résultat sectoriel

(en millions d'euros)	30/06/2013 (6 mois)	Holding Total	Eurazeo Capital					Total	Eurazeo PME	Eurazeo Croissance	Eurazeo Patrimoine		Total
			Europcar	Elis	APCOA	Autres (2)	ANF				Colyzeo (1)		
Chiffre d'affaires	2 143,3	84,8	863,9	600,0	334,0	1,4	1 799,4	220,3	21,6	17,1		17,1	
Eliminations intragroupe et autres retraitements	-60,0	-58,6				-1,4	-1,4						
Produits de l'activité ordinaire	2 083,3	26,3	863,9	600,0	334,0	0,0	1 798,0	220,3	21,6	17,1		17,1	
Résultat opérat. av. autres prod. & charges	864,7	282,3	33,1	100,1	12,6	416,0	561,8	25,4	-5,9	14,3	-13,2	1,1	
Variation de juste valeur des immeubles												-3,4	
Résultat sur cession immeubles ANF Immobilier												0,5	
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			23,7		2,7								
Charges de restructuration			8,5										
Amortissements incorporels			2,7										
Autres				0,5	0,8			0,1	0,0			-0,2	
EBIT ajusté			68,0	100,5	16,1			25,5	-5,9	11,2			
% Marge EBIT ajusté			7,9%						-27,4%				
Dotations/reprises amortissements et provisions			16,4	89,7	9,5			6,6				0,2	
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			-23,7										
Frais de financement de la flotte			-42,4										
EBITDA ajusté / Corporate EBITDA ajusté			18,2	190,3	25,5			32,1		11,4			
% Marge EBITDA ajusté			2,1%	31,7%	7,6%			14,6%		66,4%			

(1) Société portant les investissements dans Colyzeo et Colyzeo II

(2) Le résultat opérationnel avant autres produits et charges inclut 416,6 millions d'euros relatifs à la plus-value sur les titres Edenred.

Dette nette sectorielle

(en millions d'euros)	30/06/2013	Holding Total	Eurazeo Capital					Total	Eurazeo PME	Eurazeo Croissance	Eurazeo Patrimoine		Total
			Europcar	Elis (1)	APCOA	LH19 (1)	Autres				ANF	Autres	
Dettes financières	5 780,7	4,6	2 241,5	2 029,3	676,7	287,0	5 234,5	152,4	29,7	359,6		359,6	
Actifs de trésorerie	(937,3)	-552,8	-228,4	-41,9	-33,9	0,0	-304,5	-76,1	(1,6)	-2,1	-0,2	-2,3	
Dette nette IFRS	4 843,4	(548,2)	2 013,1	1 987,4	642,8	287,0	4 930,0	76,3	28,1	357,4	(0,2)	357,3	
Eliminations intragroupe				4,1					92,0				
Participation des salariés				-36,8									
Dettes locations opérationnelles			1 510,8										
Autres ajustements				1,9	-1,2				-5,1				
Dette nette IFRS ajustée			3 523,9	1 956,6	641,6	287,0	-0,2	163,2		357,4			
dont dette nette IFRS Ajustée corporate			567,1										
dont dette nette IFRS Ajustée liée à la flotte			2 956,8										
Frais de financement			46,6										
Dette nette ajustée hors frais de financement			2 003,2										

(1) Y compris dette portée par LH27 pour 173,9 millions d'euros

(2) Dette associée aux titres Accor

Une information détaillée sur l'échéance des dettes ainsi que sur la nature des covenants est présentée en Note 12 - Dette financière nette.

Rapport financier semestriel

Information sectorielle au 30 juin 2012

Compte de résultat sectoriel

(en millions d'euros)	30/06/2012 (6 mois)	Holding Total	Eurazeo Capital					Eurazeo PME	Eurazeo Croissance			Eurazeo Patrimoine		
			Europcar	Elis	APCOA	Autres	Total		3SP Group	Autres	Total	ANF	Colyzeo ⁽¹⁾	Autres ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	2 330,3	216,4	888,1	580,7	340,1	1,0	1 809,9	218,4	22,2	0,6	22,9	38,5	24,3	62,8
Eliminations intragroupe et autres retraitements	-201,0	-175,7				-1,0	-1,0		0,0	0,0	0,0		-24,3	-24,3
Produits de l'activité ordinaire	2 129,4	40,8	888,1	580,7	340,1		1 808,9	218,4	22,2	0,6	22,9	38,5		38,5
Résultat opérat. av. autres prod. & charges	193,5	-12,7	24,2	105,4	13,1	-0,2	142,5	36,0	0,4	0,5	1,0	27,2	-0,4	26,8
Variation de juste valeur des immeubles								-8,3				3,6		
Plus value Mors Smitt														
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			24,7											
Charges de restructuration			6,7		2,6									
Amortissements incorporels			2,8											
Autres éléments non récurrents									0,6					
Autres				0,3	1,1			-0,5	-0,4			-0,4		
EBIT ajusté			58,4	105,8	16,8			27,2	0,6			30,4		
% Marge EBIT ajusté			6,6%						2,8%					
Dotations/reprises amortissements et provisions			16,2	70,1	10,0			7,9				0,2		
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			-24,7											
Frais de financement de la flotte			-42,1											
EBITDA ajusté / Corporate EBITDA ajusté			7,8	175,0	26,8			35,1				30,6		
% Marge EBITDA ajusté			0,9%	30,3%	7,9%			16,1%				79,5%		

(1) Société portant les investissements dans Colyzeo et Colyzeo II

(2) Essentiellement Immobilière Bingen (société mère d'ANF Immobilier, jusqu'à sa TUP dans Eurazeo). Le chiffre d'affaires inclut 24,2 millions d'euros de dividendes ANF Immobilier.

(3) L'EBIT Ajusté hors effet de l'amortissement des actifs réévalués dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition s'élève à 1,3 millions d'euros

Dette nette sectorielle

(en millions d'euros)	30/06/2012	Holding Total	Eurazeo Capital					Eurazeo PME	Eurazeo Croissance			Eurazeo Patrimoine		
			Europcar	Elis	APCOA	LH19 ⁽¹⁾	Autres		Total	3SP Group	Autres	Total	ANF	Autres ⁽²⁾
Dettes financières	7 671,0	771,0	2 747,1	2 013,9	695,0	568,0	-	6 024,0	296,6	21,5	21,5	557,9		557,9
Actifs de trésorerie	-886,5	-95,9	-672,5	-17,5	-33,1	0,0	-1,5	-724,5	-48,3	-1,9	(1,9)	-15,8	-0,1	-15,9
Dette nette IFRS	6 784,4	675,1	2 074,6	1 996,4	661,9	568,0	-1,5	5 299,5	248,3	19,6	19,6	542,1	-0,1	542,0
Eliminations intragroupe									26,4					
Participation des salariés				-40,9										
Dettes locations opérationnelles et autres ajustements			1 495,2											
Autres ajustements			-2,2	1,0	-1,4				-8,0					
Dette nette IFRS ajustée			3 567,6	1 956,6	659,3	568,0			266,7	19,6		542,1		
dont dette nette IFRS Ajustée corporate			566,7											
dont dette nette IFRS Ajustée liée à la flotte			-3 000,9											
Frais de financement				12,2										
Dette nette ajustée hors frais de financement				1 968,7										

(1) Dette associée aux titres Accor et Edenred

Rapport financier semestriel

Information sectorielle au 31 décembre 2012

Compte de résultat sectoriel

(en millions d'euros)	2011	Holding Total	Eurazeo Capital					Eurazeo PME	Eurazeo Croissance			Eurazeo Patrimoine			
			Europcar	Elis	APCOA	Autres	Total		3SP Group	Autres	Total	ANF	Colyzeo ⁽¹⁾	Autres ⁽²⁾	Total
Chiffre d'affaires	4 755,9	267,3	1 936,4	1 185,2	700,5	2,0	3 824,2	426,8	46,1	0,5	46,6	71,5	119,5	191,0	
Eliminations intragroupe et autres retraitements	-335,2	-213,4				-2,0	-2,0			-0,3	-0,3		-119,5	-119,5	
Produits de l'activité ordinaire	4 420,7	53,9	1 936,4	1 185,2	700,5	0	3 822,2	426,8	46,1	0,2	46,4	71,5	119,5	71,5	
Résultat opérat. av. autres prod. & charges	423,5	-26,9	141,4	224,0	38,0	-0,5	403,0	63,8	-0,6	0,2	-0,5	-14,3	-0,9	-0,7	-15,9
Variation de juste valeur des immeubles														15,7	
Résultat sur cessions immeubles ANF Immobilier								-8,8						53,9	
Plus value Mors Smitt															
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			54,4												
Charges de restructuration			22,7		5,0										
Frais acquisition / pré-ouverture			0,2												
Amortissements incorporels			5,6												
Autres éléments non récurrents			3,2						0,3						
Autres			0,0	0,8	3,1			-0,6	0,0			0,5			
EBIT ajusté			227,4	224,8	46,2			54,4	-0,3			55,6			
% Marge EBIT ajusté			11,7%						-0,7%						
Dotations/reprises amortissements et provisions			33,0	151,9	20,1			15,7				0,5			
Ch. intérêts incluses dans loyers loc. opérationnelle			-54,4												
Frais de financement de la flotte			-87,0												
EBITDA ajusté / Corporate EBITDA ajusté			119,0	376,7	66,3			70,0				56,3			
% Marge EBITDA ajusté			6,1%	31,8%	9,5%			16,4%				78,7%			

(1) Société portant les investissements dans Colyzeo et Colyzeo II

(2) Essentiellement Immobilière Bingen (société mère d'ANF Immobilier, jusqu'à sa TUP dans Eurazeo). Le chiffre d'affaires inclut 119,4 millions d'euros de dividendes ANF Immobilier.

Dettes nettes sectorielles

(en millions d'euros)	31/12/2012	Holding Total	Eurazeo Capital					Eurazeo PME	Eurazeo Croissance			Eurazeo Patrimoine		
			Europcar	Elis	APCOA	LH19 ⁽¹⁾	Autres		Total	3SP Group	Autres	Total	ANF	Autres
Dettes financières	6 770,0	805,0	2 016,8	2 036,0	686,5	568,3	5 307,6	313,5	29,8		29,8	314,1	(0,2)	314,1
Actifs de trésorerie	-748,8	(273,0)	(292,0)	(55,2)	(43,7)	(0,0)	(391,7)	(56,9)	(4,7)	(0,0)	(4,8)	(22,3)	(0,2)	(22,5)
Dettes nettes IFRS	6 021,2	532,0	1 724,8	1 980,8	642,9	568,3	4 915,9	256,6	25,1	(0,0)	25,1	291,8	(0,2)	291,6
Eliminations intragroupe								34,7						
Participation des salariés				(44,5)										
Dettes locations opérationnelles			1 223,9											
Autres ajustements				1,8	(2,0)			(7,8)						
Dettes nettes IFRS ajustées			2 948,7	1 938,1	640,9	568,3	-0,8	283,5	25,1	0,0	25,1	291,8		
dont dette nette IFRS Ajustée corporate			567,7											
dont dette nette IFRS Ajustée liée à la flotte			2 381,1											
Frais de financement				9,6										
Dettes nettes ajustées hors frais de financement				1 947,7										

(1) Dette associée aux titres Accor et Edenred

Rapport financier semestriel

Note 16 – Résultat opérationnel

Produits de l'activité ordinaire

Les produits de l'activité ordinaire se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2013						30/06/2012		2012	
	Vente de biens	Prestations de services	Produits de trésorerie	Royalties	Dividendes	Locations	Autres produits	Total (6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Eurazeo Capital										
Chiffre d'affaires Apcoa		334 028						334 028	340 092	700 528
Chiffre d'affaires Elis	15 958	583 961			12		79	600 010	580 697	1 185 232
Chiffre d'affaires Europcar				30 891		795 385	37 657	863 933	888 072	1 936 411
Eurazeo Patrimoine										
Revenus de l'immobilier						17 146		17 146	38 491	71 472
Eurazeo PME										
Chiffre d'affaire Eurazeo PME	140 099	79 974					259	220 332	218 397	426 841
Eurazeo Croissance (3SP Group)										
Chiffre d'affaire Eurazeo Croissance	21 066	502					11	21 579	22 248	46 124
Autres										
Dividendes Danone					4 829			4 829	22 842	22 842
Dividendes Banca Leonardo					6 061			6 061	5 051	5 051
Dividendes Eurazeo PME					800			800	-	-
Dividendes La Mothe								-	1 100	1 100
Dividendes participations non consolidées					11 690			11 690	28 993	28 993
Produits relatifs aux actifs financiers détenus à des fins de transaction			14 286				313	14 599	12 043	24 490
Autres								-	339	655
Produits de l'activité ordinaire	-	-	14 286	-	11 690	-	313	2 083 317	2 129 372	4 420 746

Autres produits et charges de l'activité

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Plus ou moins-values sur titres		735 931	9 624	10 280
Pertes durables sur actifs financiers disponibles à la vente	5	-53 491	-29 388	-38 542
Autres plus-values (moins-values) et frais de cessions		-2 062	521	-53 415
Variation de juste valeur des immeubles de placement	4	3 365	-3 550	-15 705
Variation de juste valeur des autres actifs non courants		-2 626	-579	-427
Autres produits et charges		5 772	-724	1 260
Autres produits et charges de l'activité		686 889	-24 096	-96 549

Pour le premier semestre 2012, les plus-values sur titres correspondent essentiellement à la cession de Mors Smitt par le groupe Eurazeo PME (plus value à hauteur de 8,3 millions d'euros).

Pour le premier semestre 2013, les plus-values sur titres correspondent essentiellement à la cession des titres Edenred (plus-value à hauteur de 416,6 millions d'euros) et à la cession des titres Danone (plus-value hors variation du call de 319,3 millions d'euros, soit 141,9 millions nette de la variation du call).

Rapport financier semestriel

Note 17 – Frais de personnel et effectifs

Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Salaires, traitements et autres avantages du personnel	430 177	429 810	856 821
Charges sociales	131 117	122 971	245 463
Participation/intéressement des salariés	13 734	15 437	28 674
Paiements en actions	2 387	2 342	5 588
Total des frais de personnel	577 415	570 560	1 136 546

Effectifs

(moyenne, en équivalent temps plein)	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
France	15 725	15 695	15 579
Europe hors France	12 660	12 785	12 443
Reste du monde	1 806	1 515	1 518
Total effectifs	30 191	29 995	29 540

Note 18 – Résultat financier

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Charges financières sur emprunts		-220 498	-261 501	-513 767
Total coût de l'endettement financier brut		-220 498	-261 501	-513 767
Produits et charges résultant de la conclusion de dérivés de taux	13	15 699	2 952	5 479
Reclassement de la réserve de couverture en compte de résultat		-20 977	-32 353	-64 993
Produits et charges résultant de la conclusion des autres dérivés	13	-177 173	19 053	47 953
Var. juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transactions		0	-187	-385
Autres produits et charges financiers		471	278	462
Total produits et charges de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et autres instruments financiers		-181 980	-10 257	-11 484
Total coût de l'endettement financier net		-402 478	-271 758	-525 251
Différences négatives de change		-16 499	-6 433	-5 789
Différences positives de change		9 737	6 640	10 437
Coût financier lié aux avantages au personnel		-2 472	0	-6 395
Autres		-2 311	-1 257	-2 176
Total autres produits et charges financiers		-11 545	-1 050	-3 923
Résultat financier		-414 023	-272 808	-529 174

Le reclassement de la réserve de couverture provient essentiellement du refinancement de la dette des groupes Europcar et Elis (respectivement -9,6 millions d'euros liés à la soulte payée en 2012 et -9,5 millions d'euros).

Rapport financier semestriel

Les produits et charges résultant de la conclusion des autres dérivés proviennent pour -177,4 millions d'euros de l'option associée aux obligations échangeable Danone (cf. Note 13- Dérivés et autres actifs et passifs non courants).

Note 19 – Impôt

Preuve d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2013 (6 mois)	30/06/2012 (6 mois)	2012 (12 mois)
Résultat net consolidé	362 341	-147 439	-268 991
Sociétés mises en équivalence	-29 669	13 076	-14 183
Impôt courant	25 370	41 030	83 884
Impôt différé	1 498	-33 300	-39 746
Charge d'impôt	26 868	-18 808	44 138
Résultat avant impôt	359 540	-126 633	-239 036
Taux théorique	34,43%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	123 790	-43 600	-82 300
Impôt réel	26 868	7 730	44 138
Incidence d'impôts dont la base diffère du résultat net (*)	14 074	19 488	25 420
Ecart	110 996	-31 842	-101 018
Justification de l'écart			
Différences de taux d'impôt	2 721	3 901	708
Impôt sur bases non taxables	62 745	5 060	14 836
Impôt sur bases non déductibles	-44 747	-27 203	-56 344
Eléments taxables à taux réduit	91 415	-	-
Impôt sur les pertes de l'exercice non activées	-28 711	-25 558	-51 644
Utilisation de déficits reportables non activés	11 579	1 574	1 203
Impact du régime SIIIC	4 656	5 480	-32 005
Autres	11 338	4 904	22 228

(*) Notamment l'IRAP (Italie) la CVAE et la taxe de 3% sur les distributions (France)

Rapport financier semestriel

Les 26,9 millions d'euros de charge d'impôt du semestre intègrent l'impôt lié au débouclage du remboursement anticipé de l'obligation échangeable Danone pour 22,5 millions d'euros.

Les éléments taxables à taux réduit et les impôts sur base non taxable sont essentiellement liés aux plus-values sur les titres Danone et Edenred (pour la totalité des éléments taxables à taux réduit et pour 57,0 millions sur les impôts sur bases non taxables).

Les impôts sur base non déductibles proviennent pour – 28,2 millions d'euros des impairments comptabilisés sur le semestre (sur l'écart d'acquisition APCOA, sur les titres Colyzeo et sur les titres Banca Leonardo) ainsi que pour - 7,4 millions d'euros d'intérêts non déductibles.

Un profit d'intégration fiscale est présenté en Autres, à hauteur de 7,4 millions d'euros, représentant l'écart constaté au moment de la liquidation de l'impôt de l'année précédente.

Rapport financier semestriel

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Eurazeo n'a pas d'engagement financier au titre des entreprises liées autres que ceux indiqués dans cette présente annexe.

Les membres du Directoire constituent les principaux dirigeants d'Eurazeo au sens de la norme IAS 24.

Au 30 juin 2013, les soldes dans les comptes individuels inscrits au bilan et au compte de résultat relatifs aux entreprises liées (entreprises associées seulement) et aux principaux dirigeants sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Société détentrice	Produits	Charges	Actifs	Passifs nets
Entreprises associées					
Accor					
Titres de participation	<i>Legendre Holding 19</i>			858 197	
Revenus des participations	<i>Legendre Holding 19</i>	17 527			
Ray Investment Sarl (Rexel)					
Titres de participation	<i>Ray France Invest.</i>			269 923	
Intercos					
Titres de participation	<i>Broletto 1</i>			28 638	
Fonroche					
Titres de participation	<i>Legendre Holding 25</i>			55 000	
Moncler					
Titres de participation	<i>Ecip Moncler</i>			422 560	
Foncia					
Titres de participation	<i>Sphynx 2</i>			89 078	
Obligations	<i>Sphynx 2</i>			133 617	
Prêt	<i>Sphynx 2</i>			12 900	
Intérêts sur Obligation et Prêt	<i>Sphynx 2</i>	10 300		36 284	
Principaux dirigeants					
Avantages à court terme ⁽¹⁾	<i>ANF et Eurazeo</i>		-3 522		
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	<i>ANF et Eurazeo</i>		-1 140		-12 988
Paiements fondés sur des actions	<i>Eurazeo</i>		-1 530		

(1) Les avantages à court terme des principaux dirigeants sont constitués de salaires incluant une partie variable versée au cours de l'année.

(2) Les principaux dirigeants bénéficient d'une retraite article 39 qui ne sera acquise que si le bénéficiaire est présent dans la Société au moment de son départ à la retraite.

Rapport financier semestriel

Note 21 – Filiales et entreprises associées

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
SOCIETE MERE					
Eurazeo	France				
ACTIVITE "HOLDING"					
Legendre Holding 22	France	I.G.	100,00%	100,00%	
Eurazeo Management Lux	Luxembourg	I.G.	100,00%	100,00%	
Eurazeo Services Lux	Luxembourg	I.G.	100,00%	100,00%	
Eurazeo Partners	Luxembourg	I.G.	100,00%	7,25%	
ECIP Eurocar	Luxembourg	I.G.	63,98%	4,76%	
Eurazeo Partners B	Luxembourg	I.G.	100,00%	6,21%	
ECIP Italia	Luxembourg	I.G.	100,00%	16,23%	
ECIP Elis	Luxembourg	I.G.	95,46%	6,61%	
ECIP Agree	Luxembourg	I.G.	96,15%	6,66%	
ECIP M	Luxembourg	I.G.	82,12%	69,38%	
Euraleo	Italie	I.G.	100,00%	100,00%	
Sphynx	Luxembourg	I.G.	100,00%	84,49%	
Sphynx 1	Luxembourg	I.G.	100,00%	84,49%	
Sphynx 2	Luxembourg	I.G.	100,00%	84,49%	
Legendre Holding 27	France	I.G.	100,00%	84,53%	Entrée
ACTIVITE "EURAZEO PATRIMOINE"					
ANF Immobilier	France	I.G.	49,94%	50,16%	
Eurazeo Real Estate Luxembourg	Luxembourg	I.G.	100,00%	100,00%	
ACTIVITE "EURAZEO CAPITAL"					
Palier Accor					
Legendre Holding 19	France	I.G.	100,00%	87,17%	
Accor - groupe consolidé	France	M.E.E	30,42%	8,83%	
Edenred - groupe consolidé	France				Sortie
Palier APCOA					
LH APCOA	France	I.G.	100,00%	100,00%	
APCOA Group GmbH	Allemagne	I.G.	100,00%	84,54%	
APCOA Finance Luxembourg	Luxembourg	I.G.	100,00%	84,54%	
APCOA Parking Holdings GmbH	Allemagne	I.G.	100,00%	82,16%	
APCOA Parking AG	Allemagne	I.G.		82,16%	
APCOA Autoparking GmbH	Allemagne	I.G.		82,16%	
ARGE Klinikum Augsburg GbR	Allemagne	I.G.		82,16%	
Park & Control PAC GmbH	Allemagne	I.G.		82,16%	
Parcon Gesellschaft für Parkraummanagement und Consulting mbH	Allemagne	I.G.		41,90%	
OPG - Parking GmbH	Allemagne	I.G.		41,90%	
APCOA Parking Austria GmbH	Autriche	I.G.		82,16%	
APCOA d.o.o.	Croatie	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Holdings (UK) Limited	Royaume-Uni	I.G.		82,16%	
APCOA Parking (UK) Limited	Royaume-Uni	I.G.		82,16%	
APCOA Facilities Mgmt. (UK) Limited	Royaume-Uni	I.G.		82,16%	
APCOA Facilities Mgmt. (Harrow) Limited	Royaume-Uni	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Services UK Limited (CPS of UK)	Royaume-Uni	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Ireland Ltd.	Irlande	I.G.		82,16%	
APCOA Holding Italia S.r.l.	Italie	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Italia S.p.A.	Italie	I.G.		82,16%	
EuroPark Holding AS	Norvège	I.G.		82,16%	
EuroPark Scandinavia AS	Norvège	I.G.		82,16%	
EuroPark AS	Norvège	I.G.		82,16%	
Kreditt-Plan AS	Norvège	I.G.		82,16%	
EuroPark Svenska AB	Suède	I.G.		82,16%	
EuroPark Öst AB	Suède	I.G.		82,16%	
Rationell Parkeringsservice RPS AB	Suède	I.G.		82,16%	
PS Park Smart AB	Suède	I.G.		82,16%	
EPS Bevakning AB	Suède	I.G.		82,16%	

Rapport financier semestriel

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
Parking Holding Danmark ApS	Danemark	I.G.		82,16%	
EuroPark A/S	Danemark	I.G.		82,16%	
EuroIncasso ApS	Danemark	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Polska Sp.z.o.o.	Pologne	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Nederland B.V.	Pays-Bas	I.G.		69,83%	
APCOA Belgium N.V.	Belgique	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Switzerland AG	Suisse	I.G.		41,90%	
APCOA Parking Service Switzerland AG	Suisse	I.G.		82,16%	
APCOA Parking Espagne S.A.	Espagne	I.G.		82,16%	
Central Parking System Espagne CPSE S.A.	Espagne	I.G.		82,16%	
Randparking N.V.	Belgique	M.E.E		34,51%	
Palier Europcar					
Europcar Groupe S.A.	France	I.G.	100,00%	87,38%	
Europcar International S.A.S.U.	France	I.G.		87,38%	
EC1	France	I.G.		87,38%	
Europcar Holding S.A.S.	France	I.G.		87,38%	
Securitifleet Holding S.A.	France	I.G.		86,75%	
Securitifleet Holding Bis S.A.S.U.	France	I.G.		0,00%	
EC Finance Plc	Royaume-Uni	I.G.		0,00%	
FCT Sinople	France	I.G.		0,00%	
EIS E.E.I.G.	France	I.G.		87,38%	
Europcar France S.A.S.	France	I.G.		87,38%	
Securitifleet S.A.S.U.	France	I.G.		86,75%	
Securitifleet France Location S.A.S.U.	France	I.G.		86,75%	
Parcoto Services E.U.R.L.	France	I.G.		87,38%	
Europcar International S.A. und Co OHG	Allemagne	I.G.		87,38%	
Europcar Autovermietung GmbH	Allemagne	I.G.		87,38%	
Securitifleet GmbH	Allemagne	I.G.		8,70%	
InterRent Immobilien GmbH	Allemagne	I.G.		87,38%	
Travset Business Travel + Service GmbH	Allemagne	I.G.		87,38%	Entrée
Car2Go Hamburg GmbH	Allemagne	M.E.E		65,54%	
Car2Go Europe GmbH	Allemagne	M.E.E		21,85%	
Car2Go Deutschland GmbH	Allemagne	M.E.E		21,85%	Entrée
Car2Go Österreich GmbH	Autriche	M.E.E		21,85%	Entrée
Car2Go France SAS	France	M.E.E		21,85%	Entrée
Ultramar Cars S.L.	Espagne	I.G.		87,38%	
Europcar S.A.	Belgique	I.G.		87,38%	
Europcar IB SA	Espagne	I.G.		87,38%	
Securitifleet S.L.	Espagne	I.G.		4,33%	
Europcar United Kingdom Limited	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Europcar Italia S.p.A.	Italie	I.G.		87,38%	
Securitifleet S.p.A.	Italie	I.G.		86,79%	
Europcar Internacional Aluger de Automovios, S.A.	Portugal	I.G.		87,38%	
Monaco Auto Location SAM	France	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental EMEA Holdings Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Holdings Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Group Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Diplema 272 Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Diplema 274 Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Provincial Assessors Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Properties Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Pension Scheme Trustees Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Insurances Guernsey Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Europcar Group UK Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Provincial Securities Ltd	Royaume-Uni	I.G.		63,79%	
PremierFirst Vehicle Rental German Holdings GmbH	Allemagne	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental GmbH	Allemagne	I.G.		87,38%	
PremierFirst Vehicle Rental Franchising Ltd	Royaume-Uni	I.G.		87,38%	
Euroguard	Gibraltar	I.G.		87,38%	
Europcar Holding Property Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
Europcar Australia Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
G1 Holdings Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
CLA Holdings Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
CLA Trading Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
Eurofleet Sales Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
Delta Cars & Trucks Rentals Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
Eurofleet Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	

Rapport financier semestriel

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
E Rent a car Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
MVS Holdings (Australia) Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
MVS Trading Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
JSV Trading Pty Ltd	Australie	I.G.		87,38%	
BAJV Pty Ltd	Australie	M.E.E		43,69%	
SMJV Ltd	Nelle Zélande	I.G.		87,38%	
BVJV Ltd	Nelle Zélande	I.G.		87,38%	
Palier Elis					
Holdelis	France	I.G.	98,77%	82,57%	
M.A.J.	France	I.G.		82,57%	
Les Lavandières	France	I.G.		82,57%	
Régionale de Location et Services Textiles	France	I.G.		82,57%	
Pierrette - T.B.A.	France	I.G.		82,57%	
Le Jacquard Français	France	I.G.		82,57%	
Elis	France	I.G.		82,57%	
Thimeau	France	I.G.		82,57%	
Grenelle Service	France	I.G.		82,57%	
Maison de Blanc Berrogain	France	I.G.		82,57%	
S.O.C.	France	I.G.		82,57%	
Blanchisserie Poulard	France	I.G.		82,57%	
Poulard 1836	France	I.G.		82,57%	Entrée
AD3	France	I.G.		82,57%	
Novalis	France	I.G.		82,57%	
S.C.I. Château de Janville	France	I.G.		82,57%	
Lovetra	France	I.G.		82,57%	
G.I.E. Eurocall Partners	France	I.G.		82,57%	
Blanchisserie Moderne	France	I.G.		79,27%	
S.C.I. La Forge	France	I.G.		82,57%	
Société de Participations Commerciales et Industrielles	France	I.G.		82,57%	
S.C.I. 2 Sapins	France	I.G.		82,57%	
SHF Holding	France	I.G.		82,57%	
SHF	France	I.G.		82,57%	
Pôle Services	France	I.G.		82,57%	
Sud-Ouest Hygiène Services	France	I.G.		82,57%	
Collectivité Services	France	I.G.		82,57%	
Molinel	France				Entrée
Guston Molinel	France				Sortie
Cleantex Potsdam Textilpflege GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	Sortie
Elis Holding GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	Entrée
Elis Textil-Service GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	
RWV Textilservice Beteiligungs GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	
Schäfer Wäsche-Vollservice GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	
Rolf und Horst Schäfer GmbH & Co. KG	Allemagne	I.G.		82,57%	
Wolfsperger Textilservice GmbH & Co. KG	Allemagne	I.G.		82,57%	
Wolfsperger Verwaltungs GmbH	Allemagne	I.G.		82,57%	
Auxiliar Hotelera Arly	Andorre	I.G.		82,57%	
Arly les Valls	Andorre	I.G.		82,57%	
Hades	Belgique	I.G.		82,57%	
Elis Brazil, Serviços e Higienização de Têxteis Ltda	Brésil	I.G.		82,57%	
Azelab Productos	Espagne	I.G.		82,57%	
Elis Textirenting SL	Espagne	I.G.		82,57%	
Elis Servicios Hoteleros SL	Espagne	I.G.		82,57%	
Elis Manomatic	Espagne	I.G.		82,57%	
AF System	Italie				Fusion
Elis Italia S.p.A.	Italie	I.G.		82,57%	
Elis Luxembourg	Luxembourg	I.G.		82,57%	
Gafides	Portugal	I.G.		82,57%	
Spast	Portugal	I.G.		82,57%	
Spast II LDA	Portugal	I.G.		82,57%	
SNDI S.R.O.	Rep. Tchèque	I.G.		82,57%	
Kennedy Hygiene Products LTD	Royaume-Uni	I.G.		82,57%	
Kennedy Exports LTD	Royaume-Uni	I.G.		82,57%	
Blanchâtel S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Blanchival S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Blanchisserie des Epinettes S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Blanchisserie des Epinettes, Acacias S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Großwäscherei Domeisen AG	Suisse	I.G.		61,93%	
Hedena S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	

Rapport financier semestriel

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
InoTex Bern AG	Suisse	I.G.		69,36%	Entrée
Laventex S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Lavopital S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Lavotel S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Lavotel Textilleasing GmbH	Suisse	I.G.		82,57%	
Picsou Management AG	Suisse	I.G.		42,11%	Entrée
Siro Holding AG	Suisse	I.G.		42,11%	Entrée
SNDI (Suisse) S.A.	Suisse	I.G.		82,57%	
Wäscherei Papritz AG	Suisse	I.G.		82,57%	
Palier Foncia					
RES 1 - groupe consolidé	Luxembourg	M.E.E	40,83%	34,50%	
Palier Moncler					
Moncler - groupe consolidé	Italie	M.E.E	45,00%	31,22%	
Palier Financière Truck (Investissement)					
Financière Truck (Investissement) - groupe consolidé	France				Sortie
Palier Intercos					
Broletto 1	Italie	I.G.	100,00%	84,73%	
Intercos Groupe - groupe consolidé	Italie	M.E.E	39,63%	33,58%	
Palier Rexel					
Ray France Investment	France	I.G.	100,00%	100,00%	
Ray Investment - groupe consolidé	Luxembourg	M.E.E	32,79%	32,79%	
ACTIVITE "EURAZEO PME"					
Eurazeo PME Capital	France	I.G.	100,00%	100,00%	
FCPR OFI PEC 1	France	I.G.	100,00%	100,00%	
FCPR OFI PEC 2	France	I.G.	100,00%	100,00%	
FCPR Eurazeo PME FONDS 3	France	I.G.	100,00%	100,00%	
The Flexitallic Group					
The Flexitallic Group (ex. FDS Group)	France	I.G.	61,63%	61,63%	
Siem Supranite	France	I.G.		61,63%	
Induseal	Allemagne	I.G.		61,63%	
Novus Finance	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
Novus Holdings Ltd	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
Novus Sealing Ltd	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
FGI Acquisition Corp.	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
The Flexitallic Group Inc	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
Flexitallic Investments	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
Flexitallic Inc.	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
Equiter S.A. de C.V.	Mexique	M.E.E		30,20%	
Flexitallic Ltd	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
Flexitallic LP	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
FST	Chine	I.G.		61,63%	
Novus Sealing Caspian LLP	Kazakhstan	M.E.E		30,20%	
Flexitallic LLC	EAU	I.G.		49,30%	
New Seal Finance Ltd	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
New Seal Gaskets	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
Sealex Ltd	Royaume-Uni	I.G.		61,63%	
AGS Flexitallic Inc.	Canada	I.G.		61,63%	
Custom Rubber Products LLC	Etats-Unis	I.G.		61,63%	
Flexitallic Middle East LLC	Arabie Saoudite	I.G.		30,82%	
Gault & Fremont					
Gault Invest	France	I.G.	74,18%	74,18%	
Financière Gault & Frémont	France	I.G.		74,18%	
SAS Gault & Frémont	France	I.G.		74,18%	
SAS BIO FOOD PACK	France	I.G.		74,18%	
SAS Mongolfier Fils & Cie	France	I.G.		74,18%	
Fondis Bioritech					
Holding Européenne d'Investissement SAS	France	I.G.	44,86%	44,86%	
Fondis Electronic SAS	France	I.G.		44,86%	
SAS Bioritech	France	I.G.		44,86%	

Rapport financier semestriel

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
Dessange International					
D. Participations	France	I.G.	74,86%	74,86%	
FINANCIERE D.	France	I.G.		74,86%	
DESSANGE International	France	I.G.		73,38%	
CA FRANCE	France	I.G.		74,85%	
DBA	France	I.G.		74,77%	
DB FRANCHISE	Belgique	I.G.		74,86%	
DF EXPORT	France	I.G.		74,86%	
DF FRANCE	France	I.G.		74,79%	
JD SALONS	France	I.G.		74,86%	
F.E.I.	Italie	I.G.		40,05%	
JD BOULOGNE	France	I.G.		63,63%	
JD CAPILLAIRE	France	M.E.E		18,72%	
JD ELYSEES	France	I.G.		74,85%	
JD PARLY 2	France	I.G.		67,37%	
CA SALONS	France	I.G.		74,86%	
SOLAÏTA	France	I.G.		74,11%	
DJD USA	Etats Unis	I.G.		74,86%	
EJD USA	Etats Unis	I.G.		74,86%	
New FBS USA	Etats Unis	I.G.		74,86%	
DESSANGE INTERNATIONAL INC	Etats-Unis	I.G.		73,69%	
FANTASTIC SAMS INTERNATIONAL CORP	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
FANTASTIC SAMS FRANCHISE CORP	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
FANTASTIC SAMS SALONS CORP	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
FANTASTIC SAMS DISTRIBUTION CORP	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
FANTASTIC SAMS RETAIL CORP	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
EBN ENTERPRISES INC	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
BERARD INDUSTRIES	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
CAMILLE ALBANE USA INC	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
C.Aib SALONS INC	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
C.Aib FRANCHISING INC	Etats-Unis	I.G.		74,86%	
Léon de Bruxelles					
Léon Invest 1	France	I.G.	59,38%	59,38%	
Léon Invest 2	France	I.G.		59,38%	
Léon de Bruxelles SA	France	I.G.		59,38%	
Maison de la Bastille SAS	France	I.G.		59,33%	
Société de restauration Montparnasse SAS	France	I.G.		59,34%	
Société de restauration et d'alimentation SAS	France	I.G.		59,37%	
SE2C SAS	France	I.G.		59,33%	
Resto Les Halles SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Italiens SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Saint-Germain SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Bezons SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Monthéry SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Pierrefitte SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Rosny SNC	France	I.G.		59,38%	
LDB développement international SARL	France	I.G.		59,38%	
Resto Belle Epine SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Bonneuil SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Eragny SNC	France	I.G.		59,38%	
Société Parisienne de Restauration SAS	France	I.G.		59,33%	
232 SCI	France	I.G.		59,38%	
Resto Trappes SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Tours SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Villiers SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Convention SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Vélizy SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto L'Isle Adam SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Gobelins SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Melun SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Vandoeuvre SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Aulnay SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Caen SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Bobigny SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Noyelles Godault SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Viry SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Mareuil SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Montpellier SNC	France	I.G.		59,38%	

Rapport financier semestriel

Dénomination sociale	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Variations de périmètre
Resto Wasquehal SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Pessac SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Dunkerque SNC	France	I.G.		59,38%	
Resto Clermont-Ferrand SNC	France	I.G.		59,38%	
Société des restaurants GARIS SA	France	I.G.		59,37%	
Ecole Léon SAS	France	I.G.		59,38%	
Resto Essey Les Nancy SNC	France	I.G.		59,38%	
SNC Resto Creil	France	I.G.		59,38%	
SNC Resto Beauvais	France	I.G.		59,38%	
SNC Resto Le Mans	France	I.G.		59,38%	
SNC Resto Chartres	France	I.G.		59,38%	
SNC Resto Valenciennes	France	I.G.		59,38%	
SAS Chartres barjouvillie DA	France	I.G.		56,71%	
SAS Amiens Glisy	France	I.G.		59,38%	
SAS Lyon Mezieu	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto BESANCON	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto METZ	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto LIMOGES DA	France	I.G.		56,71%	
SAS Resto BOURGES DA	France	I.G.		56,71%	
SAS Leon IMMO	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto DEV Leon 6 - ARRAS	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto DEV Leon 7	France	I.G.		59,38%	
SAS DEV Leon 2011	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto LEZENNES	France	I.G.		59,38%	
SAS ARRAS DA	France	I.G.		56,71%	
SAS Leon IMMOBAC	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto Nantes	France	I.G.		59,38%	
SAS Resto DEV Leon 13	France	I.G.		59,38%	
SAS OH MARIE SI TU SAVAIS	France	I.G.		59,38%	
SAS DEV LEON14	France	I.G.		59,38%	
SAS DEV LEON15	France	I.G.		56,71%	
Ideal Résidences					
Financière Montalivet	France	I.G.	53,93%	53,93%	Entrée
Maison des Parents	France	I.G.		53,93%	Entrée
Résidence Bellevue	France	I.G.		53,93%	Entrée
Résidence Le Clos	France	I.G.		53,93%	Entrée
Résidence de l'Ermitage	France	I.G.		53,93%	Entrée
résidence Diane	France	I.G.		53,93%	Entrée
Clinique A.Paré	France	I.G.		53,93%	Entrée
SCI A.Paré	France	I.G.		94,33%	Entrée
SCI de la Rosée IV	France	I.G.		60,84%	Entrée
ACTIVITE "EURAZEO CROISSANCE"					
Palier 3SP Group					
Legendre Holding 23	France	I.G.	100,00%	100,00%	
3SP Group	France	I.G.	86,01%	86,01%	
Avensys Inc.	Canada	I.G.		86,01%	
ITF Laboratories Inc.	Canada	I.G.		42,15%	
Coset	Corée	I.G.		16,77%	
Palier Fonroche					
Legendre Holding 25	France	I.G.	100,00%	100,00%	
Fonroche Energie SAS - groupe consolidé	France	M.E.E	39,26%	39,26%	
<i>I.G. = Intégration globale</i>					
<i>M.E.E = Mise en équivalence</i>					

Note 22 – Autres informations

Politique de gestion des risques

Les informations relatives à la politique de gestion des risques et au risque de taux et de crédit figurent dans le rapport de gestion du Directoire.

Evènements postérieurs au 30 juin 2013

Cession de titres Rexel par le biais de Ray Investment

Eurazeo a annoncé le 7 août 2013, la cession par Ray Investment s.à.r.l de 28,8 millions de titres Rexel, représentant environ 10 % du capital de Rexel, au prix de 18,25 € par action, soit un montant total d'environ 525 millions d'euros dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels. Eurazeo est, aux côtés de ses co-investisseurs Clayton Dubilier & Rice, Bank of America Merrill Lynch et la Caisse des Dépôts et Consignations du Québec, actionnaire de Ray Investment s.à.r.l. depuis mars 2005.

La quote-part du produit de cession de titres Rexel revenant à Eurazeo s'élève à environ 100 millions d'euros. Du fait de la cession, la participation de Ray France Investment S.A.S dans le capital de Ray Investment est passée de 33 % à 38 % et la participation indirecte d'Eurazeo dans le capital de Rexel a été ramenée de 11,1 % à 9,1 %.

Eurazeo, à travers sa participation dans Ray Investment s.à.r.l., entend continuer à accompagner le développement de Rexel et réaffirme sa confiance et son soutien aux équipes conduites par Rudy Provoost, Président du Directoire de Rexel, dans la mise en oeuvre du plan « Energy In Motion » et l'atteinte de ses objectifs 2015.

Réalisation effective des opérations annoncées par Eurazeo PME

La réalisation effective (closing) de la cession de la participation dans The Flexitallic Group a eu lieu le 11 juillet 2013 pour un montant de 145 millions d'euros. Eurazeo PME a, par ailleurs, réinvesti 10 millions d'euros dans cette société.

Les investissements d'Eurazeo PME dans Cap Vert Finance (2 juillet 2013) et Péters Surgical (17 juillet 2013) se sont élevés respectivement à 36,0 millions d'euros et 29,8 millions d'euros.

Avec le produit de la cession de The Flexitallic Group, Eurazeo PME a procédé au remboursement intégral des avances consenties par Eurazeo, soit 92 millions d'euros.

Rapport financier semestriel

Il n'y a pas d'autres évènements postérieurs au 30 juin 2013 susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Eurazeo.

Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2013	30-juin-2013					31-déc-2012
	Total	Holding	Eurazeo Capital	Eurazeo PME	Eurazeo Croissance	Eurazeo Patrimoine	
Engagements donnés	-3 927,4	-27,9	-3 768,9	-56,3	-8,0	-66,2	-5 194,214
Créances cédées non échues (bordereaux Dailly,...)	-549,1		-549,1				-577,2
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles							
- Titres Danone (cours à la date de clôture)	0,0	0,0					-820,1
- Titres Accor et Edenred (cours à la date de clôture)	-623,5		-623,5				-1 152,9
- Autres nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-214,5		-196,7		-4,4	-13,3	-253,1
Engagements de rachats de véhicules	-462,4		-462,4				-379,2
Avals, cautions et garanties données	-97,9		-80,8	-1,1	-0,2	-15,8	-102,9
Contrats de location simple							
- Paiements minim. contrats de location simple non résiliables (à moins d'un an)	-462,1		-451,4	-10,7			-436,1
- Paiements minim. contrats de location simple non résiliables (entre 1 et 5 ans)	-616,1		-582,5	-33,7			-644,6
- Paiements minim. contrats de location simple non résiliables (à plus de 5 ans)	-829,7		-818,9	-10,8			-717,4
Garanties de passif	-22,3	-20,0	-2,3				-21,7
Autres engagements donnés							
- Colyzeo et Colyzeo II	-16,7	-7,9				-8,8	-47,0
- Acquisition d'immobilisations corporelles	-1,4		-1,4				-2,0
- Gage sur stocks	-3,4				-3,4		-3,4
- Promesse de vente	-23,5					-23,5	-30,5
- Autres	-4,8					-4,8	-6,0
Engagement reçus	1 217,5	1 000,0	63,7	11,4	2,3	140,1	1 172,649
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	2,3				2,3		2,3
Avals, cautions et garanties reçues	111,5		14,4	0,4		96,6	17,6
Garanties de passif	49,3		49,3				28,2
Crédit syndiqué	1 000,0	1 000,0					1 000,0
Autres engagements reçus	54,4			10,9		43,5	124,7

Les principales modifications liées aux engagements hors bilan depuis le 31 décembre 2012 sont les suivantes :

Activité « Holding »

Engagements d'Eurazeo

Eurazeo s'était engagée le 8 novembre 2012 à l'égard des actionnaires minoritaires de Ray France Investment SAS à faciliter leur sortie de cette société sous réserve que Ray Investment Sarl cède dans l'intervalle un nombre de titres Rexel correspondant à la quote-part du capital détenue indirectement par ces actionnaires minoritaires et distribue à Ray France Investment SAS le produit de cette vente. Eurazeo avait ensuite la faculté d'acquérir ou de faire acquérir les actions des actionnaires minoritaires. Suite à la cession par Ray Investment Sarl de 40 millions de titres Rexel le 14 février 2013, Eurazeo a acquis les 761.294 actions Ray France Investment SAS détenues par les actionnaires minoritaires le 27 février 2013. Au 30 juin 2013, Eurazeo détient 100% de Ray France Investment SAS.

Dans le cadre du refinancement de l'acquisition de Novalis par Holdédis, Eurazeo a consenti aux prêteurs des nantissements de comptes d'instruments financiers et de créances portant sur 100% des titres qu'elle détient dans Holdédis, sur les prêts d'actionnaires consentis au profit d'Holdédis et sur 100% des titres qu'elle détient dans Legendre Holding 27.

Engagements de Legendre Holding 22 :

Dans le cadre de l'émission par Eurazeo d'obligations échangeables en actions existantes de Danone détenues par la société Legendre Holding 22, cette dernière avait consenti à Eurazeo une promesse de vente portant sur 16 433 370 actions Danone sous réserve d'ajustements liés à d'éventuelles opérations sur le capital de Danone.

Au titre d'une délégation conclue avec Eurazeo, Legendre Holding 22 s'était engagée en qualité de délégué vis-à-vis des porteurs d'obligations à livrer les actions Danone conformément aux modalités des obligations. Cette obligation de livraison était garantie par le nantissement du compte titres sur lequel les actions Danone susceptibles d'être livrées sont créditées. Dans le cadre du remboursement anticipé des obligations échangeables le 28 mai 2013, Legendre Holding 22 a livré 16 339 143 actions Danone aux porteurs d'obligations en vertu de la délégation conclue avec Eurazeo et la promesse de vente a été exercée par Eurazeo à hauteur du solde des titres Danone détenus par Legendre Holding 22. Au 30 juin 2013, Eurazeo détient un solde de 94 227 actions Danone libres de tout nantissement.

Engagements d'ECIP Elis :

Dans le cadre du refinancement de l'acquisition de Novalis par Holdélis, ECIP Elis a consenti aux prêteurs des nantissements de comptes d'instruments financiers et de créances portant sur 100% des titres qu'elle détient dans Holdélis, sur les prêts d'actionnaires consentis au profit d'Holdélis et sur 100% des titres qu'elle détient dans Legendre Holding 27.

Activité « Eurazeo Capital »

Engagements de Legendre Holding 19 :

La société Legendre Holding 19 a consenti, dans le cadre du refinancement de l'acquisition de sa participation dans les sociétés Accor et Edenred, des nantissements de comptes d'instruments financiers, pour la durée du financement, soit jusqu'au 15 novembre 2015. Dans le cadre de la cession de sa participation dans Edenred, Legendre Holding 19 a obtenu, le 11 mars 2013, la mainlevée du nantissement du compte d'instruments financiers sur lequel figuraient les 23 061 291 actions Edenred. Au 30 juin 2013, le nantissement porte sur un total de 23 061 291 actions Accor, soit une valeur de 623 462 millions d'euros sur la base des cours de clôture.

Ce financement est également basé sur les principes de « Loan To Value » (LTV) classiques. Dans ce cadre, Eurazeo a la possibilité d'effectuer de manière volontaire des versements par anticipation pour réduire le LTV ou de livrer des titres. Ces montants rémunérés sont récupérables sous certaines conditions. Le LTV est défini par le rapport entre le montant de la dette mise en place lors de l'acquisition d'un actif

et le cours de bourse de celui-ci. Au 30 juin 2013, il n'existe toutefois aucune somme mobilisée au titre de ce mécanisme.

8. Rapports des Commissaires aux comptes

- Attestation des Commissaires aux Comptes relative à l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo au 30 juin 2013 (pages 113 à 116).
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 (pages 117 à 119).

EURAZEO

Siège Social : 32 rue de Monceau – 75008 Paris
Société Anonyme au capital de 211.433.585,50 euros
RCS : Paris B 692 030 992

Attestation des Commissaires aux comptes relative à l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo au 30 juin 2013

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

Rapport financier semestriel

EURAZEO
Attestation ANR
30 juin 2013

Attestation des Commissaires aux comptes relative à l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo au 30 juin 2013

Au Président du Directoire,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Eurazeo et en réponse à votre demande, nous avons procédé à la vérification des informations financières relatives à l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2013 (ci-après « l'Actif Net Réévalué ») de la société Eurazeo figurant dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2013 (ci-après « le rapport financier semestriel »).

L'Actif Net Réévalué a été établi sous la responsabilité du Directoire à partir des livres comptables d'Eurazeo et des filiales consolidées par intégration globale, ainsi que d'informations de marché connues au 30 juin 2013. La méthode d'élaboration de l'Actif Net Réévalué et les hypothèses retenues sont précisées dans la partie 6 du rapport financier semestriel.

Il nous appartient de nous prononcer sur la concordance des informations comptables utilisées lors de l'élaboration de l'Actif Net Réévalué avec la comptabilité et sur la conformité de leur établissement avec la méthodologie telle que décrite dans la partie 6 du rapport financier semestriel. Il ne nous appartient pas en revanche de remettre en cause la méthodologie, les hypothèses retenues et l'ensemble des jugements exercés par la direction d'Eurazeo pour déterminer les justes valeurs de ses participations non cotées, de nous prononcer sur la conformité de cette méthodologie avec un référentiel ou avec des pratiques de place, ni de nous prononcer sur les valeurs ainsi déterminées pour chaque participation dans le cadre de l'Actif Net Réévalué.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés semestriels résumés d'Eurazeo relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013.

Notre examen limité, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif de s'assurer que les comptes consolidés semestriels résumés, pris dans leur ensemble, ne comportaient pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur conformité avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire. Il n'avait pas pour objectif d'exprimer une opinion sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour le calcul de l'Actif Net Réévalué. Par conséquent, nous n'avons pas effectué notre examen limité dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur des éléments pris isolément.

EURAZEO
Attestation ANR
30 juin 2013

Nos diligences ont été effectuées conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France. Pour les besoins de cette attestation, nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des procédures mises en place par votre société pour produire l'information relative à l'Actif Net Réévalué ;
- Comparer les modalités appliquées pour le calcul de l'Actif Net Réévalué avec celles décrites dans la partie 6.1 du rapport financier semestriel ;
- Vérifier la concordance de la situation nette comptable issue des comptes individuels d'Eurazeo et de ses filiales portant les investissements qui font l'objet du calcul de l'Actif Net Réévalué avec les comptes consolidés semestriels résumés d'Eurazeo relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 ;
 - Vérifier la concordance des informations comptables utilisées pour le calcul de l'Actif Net Réévalué avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés d'Eurazeo relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 ;
 - dans les situations où la juste valeur a été déterminée par l'application de multiples à des agrégats issus de la comptabilité ou des comptes provisoires des participations, vérifier la concordance de ces agrégats avec la comptabilité ou les comptes provisoires des participations ;
 - dans les situations où la juste valeur a été déterminée par l'application de multiples à des agrégats issus de la comptabilité retraités d'éléments non récurrents, vérifier la concordance de ces agrégats avec la comptabilité avant prise en compte de ces retraitements ;
 - dans les situations où la juste valeur a été déterminée par l'application de multiples à des agrégats issus de comptes prévisionnels des participations, rapprocher ces agrégats prévisionnels avec les éléments utilisés par Eurazeo pour les tests de dépréciation dans le cadre de l'établissement de ses comptes consolidés ;
 - dans les situations où les éléments de dette financière ont été utilisés pour calculer la juste valeur des investissements non cotés, vérifier la concordance des éléments de dette financière avec la comptabilité, sauf lorsque des éléments prospectifs ont été utilisés ;

Rapport financier semestriel

EURAZEO
Attestation ANR
30 juin 2013

- Vérifier la concordance des cours de bourse utilisés pour les titres cotés avec les données observables ;
- Vérifier l'exactitude arithmétique des calculs après application de règles d'arrondis le cas échéant.

Les travaux décrits ci-dessus ne constituent ni un audit ni un examen limité effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion ni de conclusion sur le montant de l'Actif Net Réévalué présenté dans la partie 6 du rapport financier semestriel.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables utilisées lors de l'élaboration de l'Actif Net Réévalué d'Eurazeo avec la comptabilité et sur la conformité de leur établissement avec la méthodologie telle que décrite dans la partie 6.1 du rapport financier semestriel.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 août 2013

Les Commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Pierre Clavié

Isabelle Massa Guillaume Potel

Rapport financier semestriel

EURAZEO

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
Exaltis - 61, rue Henri Régault
92400 Courbevoie

Rapport financier semestriel

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
Exaltis - 61, rue Henri
Régnauld
92400 Courbevoie

EURAZEO
32, rue de Monceau
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013)

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société EURAZEO, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel

applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 août 2013

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Pierre Clavié

Guillaume Potel

Isabelle Massa